

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)



## SOMMAIRE

EDITORIAL ..... p. 3

### FRANÇOIS FORGUE

Chronique des événements mondiaux ... p. 7

### MICHEL DAUBERNY

L'économie impérialiste  
au cours des années 1980 ..... p. 21

### LUCIEN GAUTHIER

La question nationale  
dans le miroir de la Yougoslavie ..... p. 55

### MIGUEL CRISTOBAL

Contribution sur la question nationale  
en Afrique noire ..... p. 81

### DOCUMENT

Pour la reconstitution de la IV<sup>e</sup> Internationale.  
(Texte de discussion de la Ligue communiste  
révolutionnaire du Japon) ..... p. 91

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

EDITORIAL ..... p. 3

### FRANÇOIS FORGUE

Chronique des événements mondiaux ..... p. 7

### MICHEL DAUBERNY

L'économie impérialiste  
au cours des années 1980 ..... p. 21

### LUCIEN GAUTHIER

La question nationale  
dans le miroir de la Yougoslavie ..... p. 55

### MIGUEL CRISTOBAL

Contribution sur la question nationale  
en Afrique noire ..... p. 81

### DOCUMENT

Pour la reconstitution de la IV<sup>e</sup> Internationale.  
(Texte de discussion  
de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon) . . p. 91

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

EDITORIAL .....	p. 3
FRANÇOIS FORQUE Chronique des événements mondiaux .....	p. 7
MICHEL DAUBERNY L'économie impérialiste au cours des années 1980 .....	p. 21
LUCIEN DAUTHIER La question nationale dans le miroir de la Yougoslavie .....	p. 55
MIGUEL CRISTOBAL Contribution sur la question nationale en Afrique noire .....	p. 81
DOCUMENT Pour la reconstruction de la IV <sup>e</sup> internationale (texte de discussion de la ligne communiste révolutionnaire du Japon) ..	p. 91

# Editorial

« Dans cette période, il est plus raisonnable de toujours penser en termes apocalyptiques », écrit un commentateur britannique examinant les conséquences possibles de ce qu'il appelle la « mort de Maastricht » et envisageant la possibilité de « dévaluations compétitives en chaîne » et d'une sauvage guerre commerciale.

La remarque va au-delà de son objet précis, elle ne vaut pas que pour l'Europe sur laquelle s'est abattue une tempête monétaire qui est elle-même l'annonce d'autres tempêtes. La formule journalistique sur le fait qu'il est souhaitable de penser en « termes apocalyptiques » traduit l'inquiétude des « grands de ce monde » face à un « monde d'incertitudes ». « Un monde d'incertitudes » : ainsi était titré un éditorial du *Financial Times* d'avril 1992 qui analysait certains aspects de la situation mondiale.

Ce n'est pas là une appréciation conjoncturelle. Il y a quelques jours, le 16 septembre 1992, le *Washington Post* écrivait à propos du « rôle dirigeant » des « grandes puissances » :

« Personne ne dirige l'ensemble. Et pour autant qu'on puisse voir, personne n'a de plan pour le faire. Le chaos extraordinaire des marchés monétaires en Europe imposant un réalignement majeur au sein du système monétaire européen n'est qu'un élément d'un problème plus vaste : en dépit des progrès technologiques de l'ère moderne, la croissance économique est incapable de mettre un terme à un chômage grandissant dans de vastes zones du prétendu monde riche... »

Quel aveu ! Et surtout quelle caractérisation de la part de l'un des porte-parole les plus autorisés de la classe dirigeante du plus puissant pays capitaliste du monde. Comme on est loin déjà des déclarations retentissantes sur la victoire sans appel du système capitaliste, sur le « nouvel ordre mondial », sur la fin de l'histoire.

« Monde d'incertitudes » sans doute, mais quelques certitudes s'imposent.

Les secousses monétaires qui désarticulent toute la construction européenne, les convulsions financières qui touchent toute la planète, la collision brutale des intérêts capitalistes opposés dans une guerre commerciale impitoyable, la crise économique qui étirent les Etats-Unis et qui met fin également au « miracle japonais », les conséquences explosives de l'unification allemande, la dislocation de l'ex-URSS et des pays d'Europe de l'Est sous les diktats du FMI relayés par une bureaucratie décomposée, l'abîme où sont entraînés les pays pillés par la dette que cyniquement l'on baptise encore « pays en voie de développement »...

Ce sont là des éléments et des expressions d'une réalité internationale unifiée dont les racines sont dans l'impasse où est enfoncé le système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, le système capitaliste. L'étouffe-

ment de l'activité productrice par le parasitisme et la spéculation constitue le produit du déclin et du pourrissement de l'impérialisme.

« *Une société qui efface la production* » : c'est par cette formule saisissante que l'envoyé spécial d'un hebdomadaire britannique caractérisait la réalité des tentatives de rétablissement du capitalisme dans l'ex-URSS. Mais cela ne vaut pas que pour l'ex-URSS et constitue, au travers de la « *désindustrialisation* », de la destruction de branches de l'économie, du saccage de régions entières, la tendance essentielle de l'évolution du système capitaliste.

Une autre certitude ce sont les conséquences de cette évolution. Elles étaient ainsi précisées dans des « *notes préparatoires au rapport sur la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale* » :

« *Partout dans le monde, Etats et gouvernements concentrent entre leurs mains, sous l'égide du FMI, de la Banque mondiale, de la BERD et de la CEE, toutes les forces politiques pour défendre la propriété privée des grands moyens de production. Ils organisent les privatisations, démantèlent les entreprises nationalisées et les services publics, planifient la paupérisation qui frappe à des degrés divers les peuples travailleurs (...).*

*Ceux qui vivent de leur travail sont sous la menace permanente du chômage, ils voient leur pouvoir d'achat réduit chaque jour davantage, leurs familles et leurs enfants voués à l'inculture, à la précarité du travail, à la misère. Dans tous les pays, les plans du FMI entraînent au chaos, à la barbarie.*

*Tel est le bilan du système de la propriété privée des moyens de production. Tous ceux qui sont attachés à sa préservation tirent argument de l'effondrement de l'économie d'Union soviétique. Celle-ci a été entraînée au désastre par la gestion bureaucratique de la propriété sociale, par la caste bureaucratique qui tentait outrageusement de masquer ses privilèges par ses fallacieuses "théories" sur le socialisme "réel", du "socialisme dans un seul pays"...*

*Toute l'économie mondiale, au XIX<sup>e</sup> siècle, s'est constituée sur l'industrialisation, dans laquelle s'engageaient tous les pays. Toute l'économie mondiale est actuellement fondée sur la désindustrialisation, la désertification. Toute l'économie mondiale repose sur les échanges, la circulation et la consommation des marchandises. Aujourd'hui, spéculation, capitaux fictifs. »*

L'application par les gouvernements des plans édictés par le FMI, la Banque mondiale, la CEE, signifie le redoublement des attaques contre les travailleurs et les peuples du monde entier. La privatisation et la destruction des services publics en Grèce, le plan d'austérité italien, ne sont que les premières expressions de la nécessité d'imposer dans tous les pays les « plans d'ajustements structurels » qui ont dévasté les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique.

Ces véritables plans de destruction sociale ne peuvent que se heurter à leur rejet massif par les travailleurs et les peuples.

Les grèves et les puissantes manifestations à Athènes, l'immense mouvement qui déferle sur toute l'Italie, la profonde mobilisation populaire qui a abouti à la destitution de Collor au Brésil indiquent avec force la volonté de résistance des travailleurs. Mouvement de résistance qui cherche à surmonter les obstacles qui s'opposent à son unité.

C'est en relation directe avec ce mouvement de résistance des travailleurs et des peuples que le Comité de liaison de l'Entente internationale, constitué à l'issue

de la Conférence de Barcelone tenue en janvier 1991 et à laquelle participaient des délégués venus de 53 pays, a convoqué en juillet 1993 la seconde Conférence mondiale pour l'Internationale ouvrière.

*« Nous qui sommes partie intégrante de ce mouvement de résistance des travailleurs et des peuples aux plans de destruction sociale, nous avons maintenant à répondre au plus grand défi qui ait jamais été posé à l'humanité : nous coordonner ensemble à l'échelle internationale, discuter de ces problèmes, créer les conditions de l'unité pour un combat commun qui ouvrira la voie à des solutions et donc à un avenir. »*

C'est ainsi que se conclut l'appel lancé par le Comité de liaison.

A la même période, se tiendra la conférence des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR).

A l'ordre du jour de cette conférence, la question de la « reproclamation » de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire de sa reconstitution sur la base de son programme. La IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et ses sections ont pleinement participé à la préparation et à la réalisation de la Conférence ouverte de Barcelone comme à toutes les initiatives internationales qui en découlaient. Elles ont toujours clairement affirmé que les principes du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale constituaient la base de leur activité. Cette position n'est ni un ultimatum, ni une précondition à l'action sur le terrain de la lutte des classes internationale.

C'est la méthode qui a conduit le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (l'organisme élu par la conférence de délégués de toutes les sections, qui centralise politiquement à l'échelle internationale le combat de ceux qui sont regroupés sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale) à conclure qu'aujourd'hui, *« partageant le point de vue affirmé par les organisations et les militants rassemblés à Barcelone, selon lequel c'est seulement par le combat pour l'Internationale ouvrière qu'il est possible de résister aux tendances de notre époque à la décomposition, nous formulons l'avis que c'est en posant de façon conséquente et ouvertement la question de la reconstitution de l'Internationale que nous renforcerons l'Entente internationale des travailleurs »*.

A Bruxelles, le 27 septembre, des milliers de travailleurs manifestaient contre les licenciements, les « restructurations » organisées par la CEE. Ils venaient de 18 pays d'Europe et répondaient à l'appel du BOM (organisation des mineurs licenciés du Limbourg) et de l'Alliance européenne des travailleurs. Ensemble, mineurs du Limbourg, mineurs et sidérurgistes de Belgique, de France, d'Allemagne, d'Espagne, mineurs de Hongrie, mineurs de Russie, d'Ukraine, du Kazakhstan, travailleurs d'Italie, du Portugal, d'Angleterre, aboutissaient à la conclusion suivante :

*« Considérant que les privatisations, les restructurations, les reconversions soulèvent des questions difficiles pour le combat des travailleurs dans le monde entier, nous nous prononçons en faveur d'une conférence internationale de délégations ouvrières afin de débattre des meilleures voies pour l'action commune en défense des intérêts des travailleurs. »*

Les 17, 18 et 19 juillet 1992 à Guayaquil (Equateur) s'est tenue une rencontre latino-américaine des travailleurs en défense des services et entreprises publiques

(II<sup>e</sup> ELASPE). Des délégués ouvriers, des responsables syndicaux d'Equateur, du Mexique, du Brésil, de Bolivie, du Pérou, du Venezuela, de Colombie, du Chili, de Haïti, ont décidé d'agir ensemble, à l'échelle du continent, contre la véritable liquidation des économies nationales qui est l'objectif des privatisations et la conséquence des plans du FMI.

Les 10, 11 et 12 octobre s'est tenue à Moscou une conférence sur les privatisations organisée par le Parti du travail de Russie, le Parti ouvrier (russe), le centre d'information du KAS-KOR, et par le Parti des travailleurs de France.

L'appel à cette conférence déclare notamment : « *La première expérience de la privatisation en Russie témoigne qu'elle engendre de graves conséquences sociales et de vifs conflits et ne résout pas les problèmes de l'économie ex-soviétique. A Moscou et à Saint-Petersbourg, la privatisation des appartements du quartier du centre a amené à l'expulsion forcée de ses habitants. A Moscou, on annonce déjà la privatisation de quarante entreprises qui rapportent du profit par leur transfert entre les mains de détenteurs de capitaux étrangers. A Chouliai, en Lituanie, l'usine de téléviseurs qui doit ouvrir un atelier automatisé sous le contrôle d'un entrepreneur japonais annonce comme conséquence le licenciement de plus de la moitié des ouvriers de l'entreprise.* »

*Même les partisans des réformes sont obligés d'avouer que la politique du gouvernement ne fait qu'aggraver la situation. Un économiste russe très connu a déclaré directement : "L'hiver de cette année (1992) risque fort de nous apparaître beaucoup plus doux que l'hiver prochain". »*

Trois exemples d'initiatives internationalistes authentiques visant à aider à la réalisation de l'unité, à l'échelle nationale et internationale, des rangs des travailleurs contre la politique meurtrière exprimée dans les plans du FMI, de la Banque mondiale et de la CEE. Trois initiatives qui contribuent à constituer des points d'appui pour la lutte des travailleurs et des peuples, et dont les militants et les organisations associés à l'Entente sont partie prenante.

L'action politique pour aboutir à la « reproclamation » de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire à sa reconstitution sur la base de son programme vérifié par les événements, la préparation de la conférence des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sont inséparables de ce combat pratique.

Cette discussion ne pourra qu'englober les questions les plus décisives : un bilan de l'économie mondiale, la question nationale à notre époque, le bilan du stalinisme, la question du front unique, celle du parti.

Ce numéro de *La Vérité* constitue un jalon dans cette voie. Les articles sur l'économie mondiale, sur la question nationale dans le miroir de la Yougoslavie, sur la question nationale en Afrique constituent des éléments de cette discussion. Le document de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon, organisation qui est partie prenante de la Conférence mondiale et qui s'associe à la préparation de la Conférence des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'intègre pleinement à cette discussion.

# Chronique des événements mondiaux

Par François FORGUE

L'après-référendum en France prend vite, à l'échelle européenne, des allures « d'après-Maastricht », et en France la période qui s'ouvre s'annonce comme celle d'une fin de règne, d'une fin de régime.

La polarisation sociale, le véritable « vote de classe » qu'ont exprimé les résultats du référendum, l'alliance ouvrière et paysanne manifestée dans le « non » largement majoritaire parmi les travailleurs des villes et des campagnes ont précipité tous les facteurs de crise malgré le « succès » arithmétique du « oui » (51,04 % !) arraché au terme d'une campagne de propagande gouvernementale qu'il n'est pas exagérée de qualifier de totalitaire et avec le soutien de l'écrasante majorité des dirigeants politiques.

Le cinglant désaveu d'une « représentation parlementaire » — au rôle réduit de ratification des mesures réactionnaires décidées par l'exécutif — qui n'a pu (alors qu'à plus de 80 % elle était en faveur du traité de Maastricht) entraîner qu'un électeur sur trois, s'accompagne de la déstabilisation de l'institution centrale de la V<sup>e</sup> République : l'institution présidentielle. Le plébiscite a tourné court, les institutions menacées de la V<sup>e</sup> République compriment encore les manifestations de la crise, rendant celle-ci plus explosive...

Les jours précédant le référendum en France ont été marqués par le début d'une tempête monétaire qui ne s'est pas apaisée depuis, tempête dont le *New*

*York Times* du 19 septembre notait qu'elle « pesait directement sur le traité de Maastricht ». Le *Washington Post* du même jour soulignait que la « vision d'une Europe fédérale homogène était d'ores et déjà une victime de la campagne référendaire ».

C'était peu dire. On peut parler d'une véritable débâcle. Après la dévaluation de la lire, de la peseta et de fait de la livre britannique, c'est — au lendemain du référendum — le franc qui était directement menacé.

Le Premier ministre britannique John Major a déclaré que la ratification du traité de Maastricht était liée à une solution des problèmes monétaires, le chancelier Kohl a jugé nécessaire d'attaquer la « bureaucratie centralisatrice de Bruxelles ». On parle d'une petite Europe à cinq (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg).

---

## TOUTE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE MENACÉE

---

La réalité c'est la panique des différents gouvernements devant ce qu'on peut définir comme une implosion de toute la construction européenne, qui non seulement rend caduc le traité de Maastricht mais ébranle les fondements mêmes de la CEE et du Marché unique. Les commentateurs sont d'accord sur un point : tout ne peut qu'aller plus mal. Comme le résume *Libération* :

« La tempête monétaire qui vient de secouer le continent risque de laisser des traces profondes dans les économies. Et les plans d'austérité que plusieurs pays ont été contraints d'instaurer réduisent les espoirs de reprise l'an prochain. »

Le choc monétaire n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Et si on assiste à un apaisement momentané, on n'en sera pas pour autant revenu au « beau fixe ». C'est une matérialisation de la décrépitude de l'économie capitaliste mondiale, asservie à un parasitisme croissant et aux mouvements erratiques de la spéculation. C'est aussi la réaffirmation du fait que les différents impérialismes européens ne se « coordonnent » pas dans une unité supérieure mais sont jetés les uns contre les autres dans une lutte sans merci pour défendre leurs positions sur un marché mondial rétréci et en voie de dislocation. Ils n'ont en commun que leur faiblesse commune et leur subordination à l'égard de l'impérialisme américain, et le caractère commun et, lui, parfaitement « coordonné » des attaques contre la classe ouvrière.

La secousse qui ébranle tous les Etats capitalistes d'Europe n'est d'ailleurs pas séparable des difficultés créées à tous les gouvernements par la résistance des travailleurs aux plans d'austérité généralisés.

De la grève générale des fonctionnaires et des travailleurs des services publics d'Allemagne — défi à toute la politique salariale voulue par Maastricht — aux grèves et aux manifestations puissantes contre les privatisations en Grèce, c'est, certes freinée par les obstacles, de manière irrégulière, une montée de la classe ouvrière dans toute l'Europe qui s'est également exprimée dans le « non » ouvrier et paysan en France.

Les bourgeoisies, les gouvernements à leur service ne peuvent que contre-attaquer. Le contenu réel de Maastricht n'est pas dans une prétendue unification européenne dans la réalité des attaques unifiées contre les travailleurs, leurs droits, l'indépendance de leurs organisations. L'ensemble des mesures prises en Italie l'illustre avec force (blocage des

prix et des retraites, recul de l'âge de la retraite, suppression de l'assistance sanitaire gratuite pour les familles dont le revenu annuel dépasse 200 000 francs, blocage des traitements des fonctionnaires...).

Le plan italien donne tout son contenu au « contenu social » de l'Europe de Maastricht, aux buts visés par le recours au « principe de subsidiarité » dont le ministre français Guigou a répété au lendemain du référendum qu'il fallait le « consolider ».

Qu'est-ce que la « subsidiarité » ? En voici une définition succincte par un de ses partisans dans *Le Monde* :

« Un nouveau principe : la subsidiarité. Le traité de Maastricht a fait entrer dans le débat politique un nouveau concept, emprunté à la doctrine de l'Eglise et développé par le pape Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo Anno* en 1931 : le principe de subsidiarité. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui lui a consacré un rapport, le définit comme « un principe de limitation des pouvoirs du niveau européen par rapport au niveau national et par rapport au niveau local ». L'article 3 B du traité précise que « dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les Etats membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire ». »

La réaction des masses en Italie ne s'est pas faite attendre. Des manifestations spontanées ont éclaté dans tout le pays contre le gouvernement Amato. Devant la montée de la colère, les directions syndicales se réunissent et se prononcent pour des « grèves générales régionales » étalées du 22 au 26 septembre. D'immenses manifestations ont lieu dans toutes les grandes villes d'Italie : Florence, Bologne, Milan, Naples, Gênes, Turin, Rome... Les dirigeants syndicaux se voient reprocher sans ménagement leur comportement et sont parfois hués par les manifestants ; en

particulier Bruno Trentin, leader de la puissante CGIL (5 millions d'adhérents). Les travailleurs savent que la mise en place du cadre permettant l'offensive anti-ouvrière actuelle (l'accord de juillet mettant fin à l'échelle mobile, c'est-à-dire l'indexation automatique des salaires sur les prix) n'a été possible que parce que les dirigeants des syndicats l'ont accepté.

L'exigence qui monte, c'est celle de la démocratie, du contrôle des travailleurs sur leur action et sur leurs organisations, c'est l'exigence de l'unité.

Elle est exprimée dans les termes suivants par le Comité pour une politique ouvrière d'Italie (adhérent à l'AET) :

« Dans tout le pays, les manifestations spontanées et les grèves contre le gouvernement Amato et contre les mesures de ces derniers jours se sont multipliées d'heure en heure.

Le gouvernement Amato et tous les gouvernements qui l'ont précédé ont appliqué les directives de Maastricht et du FMI, ont favorisé la spéculation et sont donc en train de mener le pays et des milliers de travailleurs à l'abîme au nom de l'Europe unie. C'est cette politique qu'appliquent tous les gouvernements d'Europe et qui provoque la révolte de tous les travailleurs.

Nous en avons assez de cette politique et de ce gouvernement de corrompus, de ces maffiosi.

La question principale qui se pose aujourd'hui, c'est comment faire pour en finir avec ce gouvernement, avec cette politique, avec cette destruction ?

Les manifestations spontanées de ces derniers jours montrent clairement que les travailleurs sont unis dans le refus de ces plans et que la seule voie pour imposer la fin de cette politique c'est celle de la grève générale conduite dans l'unité des travailleurs et des organisations, jusqu'à la chute du gouvernement Amato, pour le retrait de toutes les mesures prises contre les travailleurs, pour un gouvernement qui applique une autre politique, conforme aux intérêts de la majorité.

Tous les partis et toutes les organisations syndicales qui parlent au nom des

intérêts des travailleurs doivent s'engager immédiatement dans cette voie, la voie de l'unité sans condition.

C'est un mouvement politique qui s'engage : les travailleurs veulent en finir avec 50 ans de corruption, de maffia, de politique tournée contre eux.

Nous ne voulons plus de ce gouvernement qui a organisé le terrorisme et les massacres et qui, en une demi-journée, a détruit les conquêtes arrachées depuis des dizaines d'années.

Le comité d'unité pour une politique des travailleurs s'adresse à tous les travailleurs et à toutes les organisations pour que soit réalisée l'unité dont nous avons besoin. Nous pensons que partout sur les lieux de travail, des assemblées les plus larges possibles doivent être organisées avec les dirigeants syndicaux de toutes les organisations présentes et sous le contrôle des travailleurs.

Nous proposons que dans ces assemblées soit discutée la grève générale unie jusqu'au retrait des mesures et la chute du gouvernement Amato et que soient formés des comités de grève des travailleurs et de leurs organisations syndicales, chargés d'organiser la grève. »

« C'est un mouvement politique qui s'engage », déclaraient les militants italiens de l'AET dans les premières heures des mobilisations contre les mesures criminelles du gouvernement Amato.

---

## LES TRAVAILLEURS GRECS ET MAASTRICHT

---

Ces mesures ne faisaient que révéler, pour l'Italie, les conséquences de la politique dont le traité de Maastricht constitue l'expression concentrée. Il en est de même des mesures de privatisation et de liquidation des transports publics à Athènes. En Grèce comme en Italie, la résistance des travailleurs pose le problème qui est soulevé à l'échelle de toute l'Europe : le problème du gouvernement.

Cinquante dirigeants et responsables syndicaux grecs ont lancé un appel à la « mobilisation générale pour que le gouvernement en place s'en aille, pour des

*élections maintenant, pour une politique conforme aux intérêts des travailleurs ».*

On en trouvera ci-dessous quelques extraits :

« Mobilisation générale pour que le gouvernement de la Nouvelle Démocratie s'en aille. Elections maintenant. Pour une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

La vague de mesures prises par le gouvernement de la Nouvelle Démocratie cet été, qui menacent les intérêts vitaux de la classe ouvrière, de la jeunesse, du peuple, représente le point culminant de son offensive contre les conquêtes sociales et les droits des travailleurs.

La mesure sans précédent de liquidation des transports publics d'Athènes jette à la rue 8 000 travailleurs, les condamnant eux et leurs familles au dénuement. On liquide les transports de la capitale et de sa région alors qu'elles concentrent les 40 % de la population du pays. Il s'agit d'une mesure qui, outre les conséquences dramatiques pour le public, aboutira à saper les activités productives.

Le gouvernement lance une nouvelle offensive contre la Sécurité sociale et les caisses de Sécurité sociale qui s'ajoute aux coups portés précédemment (...).

L'augmentation vertigineuse des prix au nom de la libération du marché et l'augmentation des impôts réduisent à néant les revenus des masses populaires, et en combinaison avec le chômage toujours croissant détériorent dramatiquement les conditions de vie des travailleurs et des masses populaires.

Le projet de loi sur l'enseignement supérieur que le gouvernement veut faire passer de toute urgence mine le caractère gratuit de l'enseignement public et frappe les conquêtes et les droits des étudiants et du personnel enseignant, facilitant ainsi la privatisation de l'éducation (...).

Le projet de loi sur l'administration publique attaque les droits syndicaux, rend l'administration plus autoritaire et vise à la réduction des salaires des travailleurs dans l'administration publique et à la suppression des droits acquis (...).

La violation des droits démocratiques, l'utilisation de l'armée par le gouvernement afin de faire passer la liquidation des transports publics, ce qui est un précédent dangereux pour la démocratie, les efforts systématiques pour miner le mouvement syndical dans le but de réprimer les luttes sociales et essentiellement de liquider les syndicats, le climat général d'autoritarisme, d'arbitraire et d'utilisation de la violence policière qui sont la pratique quotidienne du gouvernement, tout cela rend évident que le gouvernement est une menace pour le niveau de vie, les conquêtes sociales, les droits démocratiques des travailleurs, de la jeunesse, des couches populaires.

Le gouvernement de la Nouvelle Démocratie applique les recettes du FMI qui sont imposées aux pays dits du tiers monde avec les conséquences tragiques pour leurs peuples. Il applique les mandats de Maastricht, mandats qui signifient l'aggravation et la centralisation plus grande des mesures anti-ouvrières et anti-sociales et qui conduisent dans tous les pays aux coups et à la liquidation du secteur public et des services publics, à la fermeture des entreprises et aux licenciements, à l'austérité et à la destruction des conquêtes sociales. Contre cette politique, les travailleurs, les paysans, les couches populaires les plus larges dressent leur combat dans tous les pays.

Les mêmes forces qui organisent l'offensive contre les travailleurs au nom de Maastricht, en commun avec les Etats-Unis, sous prétexte d'aide humanitaire et de paix dans l'ex-Yougoslavie voisine, préparent l'intervention militaire avec l'objectif du partage et de la colonisation de la région des Balkans.

C'est une nécessité urgente pour les travailleurs, la jeunesse et les masses populaires d'organiser le combat pour que le gouvernement actuel s'en aille et pour des élections immédiates, pour imposer un gouvernement qui s'engage à une politique dictée par l'intérêt de la société et pas par les impératifs du capital et de la spéculation.

Nous appelons les organisations ouvrières et de masse à organiser la grève générale pour que ce gouvernement s'en aille. Nous appelons à la formation de comités d'unité qui luttent

pour que les syndicats organisent la grève générale, pour que le gouvernement s'en aille, pour des élections immédiates.

Il est évident et prouvé par notre expérience que les revendications et les intérêts ouvriers et populaires ne peuvent pas être satisfaits tant que le gouvernement de la Nouvelle Démocratie qui est au service des plans du capital et des centres impérialistes internationaux est en place. Sa prolongation ne peut qu'accumuler de nouvelles souffrances.

Le "dialogue" n'est pas le moyen de faire face à la tempête de l'offensive gouvernementale. Au contraire, il légalise et sanctionne par la participation à celle-ci la destruction des acquis sociaux depuis des décennies, il désoriente le mouvement quant à ses objectifs et facilite la prise par le gouvernement de mesures encore pires contre les travailleurs.

La seule réponse réaliste pour la défense des intérêts des travailleurs, de la jeunesse, c'est la lutte pour que ce gouvernement parte, pour un gouvernement dont l'objectif et la raison d'être est de briser le mouvement ouvrier.

L'exigence des travailleurs c'est que ce gouvernement s'en aille tout de suite, c'est un gouvernement qui s'engage à annuler les mesures anti-ouvrières, anti-populaires et antisociales, à garantir le niveau de vie des travailleurs et des masses populaires, à mettre fin à la destruction et au bradage du secteur public en rejetant les privatisations, à arrêter le chômage, à protéger la Sécurité sociale, la santé publique et l'éducation du peuple, à satisfaire les exigences sociales du peuple travailleur et non les plans des représentants des capitalistes européens au nom de l'accord de Maastricht.

Les seuls compétents pour la protection et le redressement de l'économie sont les travailleurs et le peuple grec qui sont la base productive réelle du pays et qui peuvent réaliser ce redressement (...).

Pour réaliser les objectifs de mobilisation et de la grève générale pour que le gouvernement s'en aille, pour des élections immédiates, il faut l'unité des travailleurs et de la jeunesse. »

---

## IL N'Y A PAS QUE L'EUROPE

---

Il n'y a pas que l'Europe... Parlant des Etats-Unis, un économiste écrit :

« Dissserter pour savoir si l'économie est dans une phase de récession ou de croissance extrêmement lente est un jeu sémantique. » (*International Herald Tribune*, 17 septembre.)

Le *New York Times* du 31 août établit le jugement d'ensemble suivant :

« Pour la troisième fois en trois ans, les économistes américains les plus connus ont changé leur pronostic et disent maintenant que la reprise qu'ils espéraient à la fin de l'été ne se produira pas avant l'hiver — si c'est le cas —. Le cycle normal des affaires ne fonctionne plus comme il l'avait fait depuis la Deuxième Guerre mondiale, développant l'économie pour la laisser s'effondrer dans une récession avant de la faire repartir à nouveau, selon un schéma traditionnel de hauts et de bas... jamais depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'économie n'avait été aussi faible pour si longtemps. »

Dans un contexte marqué par la stagnation de l'économie, la recrudescence du chômage, la paupérisation accrue — plus de 40 millions de citoyens de la plus prospère puissance capitaliste survivent en dessous du seuil officiel de pauvreté — les élections présidentielles se préparent dans l'indifférence : le désintérêt affiché par la grande majorité de la population à l'égard des primaires atteste que le système des deux partis est usé jusqu'à la corde.

Certes, les perspectives et les solutions proposées par Bush et Clinton ne sont guère différentes, et cette similitude sur le fond ne peut qu'ôter toute passion à la campagne électorale et rassurer la classe dominante : c'est de toute façon son porte-parole qui sera élu. Mais la dégringolade dans l'opinion publique du président en titre et le fait que — compte tenu précisément de l'indifférence des électeurs — la victoire de son concurrent n'est pas assurée, l'incertitude quant à qui siègera à la Maison-Blanche

sont un élément d'instabilité à l'échelle mondiale.

L'explosion de Los Angeles — les plus grandes émeutes urbaines jamais connues aux USA — et l'ampleur de la répression (plus de 16 000 arrestations) ont exprimé le caractère aigu des contradictions qui opposent la masse de ceux qui n'ont rien à la minorité des magnats du capital financier qui détiennent les richesses et le pouvoir, révélé au grand jour « *l'abîme entre ce que ce pays prétend être et ce qu'il est en réalité* », pour reprendre les termes du journaliste et dirigeant noir Don Rojas.

Don Rojas ajoutait à propos de l'insurrection de Los Angeles que c'était une « *action de masse sans mouvement de masse organisé, sans programme politique ou parti pour l'éclairer et l'orienter* ».

Ce que la montée de la crise économique, sociale et politique aux USA met de plus en plus fortement à l'ordre du jour, c'est la nécessité pour dégager une issue politique d'en finir avec l'alternative Républicains ou Démocrates, les deux partis du capital financier qui défendent farouchement les profits du Big Business. Un autre parti, un parti qui ne soit pas un instrument des cercles dirigeants du capital financier, un parti qui soit capable d'aider et d'éclairer la lutte des travailleurs, des jeunes voués au châtement et à la dégradation, du peuple noir des Etats-Unis soumis à la pire des exploitations et à l'oppression raciste.

Un tel parti ne peut être qu'un parti ouvrier, un Labor Party, s'appuyant sur la force organisée du mouvement ouvrier, sur les organisations syndicales, sur les organisations et l'action indépendante du peuple noir.

La nécessité d'un tel parti, la méthode et les moyens de le reconstituer ne relèvent pas aujourd'hui de souhais ou d'une propagande abstraite. Ces problèmes mettent au centre des discussions qui associent des centaines de responsa-

bles et de militant syndicaux, de responsables d'organisations noires.

Les militants américains qui étaient présents à la Conférence de Barcelone en janvier 1991 et qui ont depuis constitué l'organisation Socialist Organizer sont pleinement engagés dans une initiative qui vise à politiquement centraliser le combat pour un parti ouvrier, à aider des milliers de travailleurs à se saisir de ce combat et à y contribuer.

Le 25 juillet s'est tenue à San Francisco une Conférence nationale pour une politique indépendante pour la classe ouvrière. Plus de 700 militants syndicaux ont déjà apporté leur soutien à cette conférence.

« *Trop, c'est trop.* » Tel est le cri de millions et de millions de gens dans ce pays qui, sous l'impact de l'attaque grandissante des deux partis contre leurs droits et contre même leur droit à la vie, expriment ainsi leur rejet des partis jumeaux du grand capital — les Démocrates et les Républicains. Ils disent assez de concessions, assez de reculs !

Lors des dernières élections, 96 millions d'Américains ont refusé de voter pour le Parti démocrate ou le Parti républicain. Durant les récentes primaires, l'abstention a été encore plus importante, atteignant des chiffres sans précédent. Dans l'Etat de New York, seulement 7 % des électeurs enregistrés ont pris la peine d'aller aux urnes. Un nombre grandissant de travailleurs comprennent que la victoire électorale de l'un ou de l'autre des deux partis ne fera pas l'ombre d'une différence ; dans les deux cas les choses ne feront qu'empirer pour eux. Même les sondages organisés par les médias contrôlés par le grand capital montrent qu'une majorité de gens dans ce pays considèrent qu'un nouveau parti est nécessaire pour se présenter aux postes électifs contre les Partis démocrate et républicain (...).

Mais la recherche d'une alternative ne se limite pas au terrain électoral. Ils sont de plus en plus nombreux qui commentent — dans les rues et les entreprises de ce pays — à exprimer leur dégoût face à l'offensive sans répit que mènent contre eux les grandes entreprises, le gouvernement et l'appareil de la justice. D'importants mouvements de grève

— comme la grève de Caterpillar ou encore la grève victorieuse des travailleurs du Summit Hospital à Oakland — révèlent une détermination grandissante à combattre et à inverser la tendance aux reculs imposés par les patrons. A Los Angeles, la haine et la colère ont surgi après le procès de la police qui avait brutalisé Rodney King. Cette explosion a montré à tous les sentiments de millions et de millions qui ont perdu leur emploi, leur logement, leur protection sociale et leurs droits. Les jeunes — particulièrement les jeunes Noirs — qui se trouvaient aux avant-postes de cette révolte avaient le sentiment de n'avoir rien à perdre, de n'avoir pas d'avenir (...).

Nous, travailleurs, venus de tous les Etats-Unis et réunis dans la Conférence nationale pour une politique ouvrière indépendante à San Francisco les 25 et 26 juillet, nous déclarons que nous en avons assez de la politique du moindre mal. Nous en avons assez des prétendus amis du travail comme Bill Clinton, le plus ouvertement anti-ouvrier des candidats démocrates de l'époque moderne.

Nous ne pouvons pas accepter une situation où les travailleurs n'ont pas leurs propres candidats — indépendants des Démocrates et des Républicains — pour les représenter et combattre pour leurs intérêts (...).

Le temps est venu de présenter nos propres candidats indépendants contre les partis du capital et les riches au pouvoir — un parti basé sur un programme répondant aux besoins de tous les travailleurs. Tant que nous n'élirons pas nos propres candidats ouvriers indépendants, les patrons et leurs partis jumeaux auront les mains libres pour poursuivre leurs incessantes attaques contre nos salaires, nos emplois et les conditions de travail.

C'est maintenant qu'il faut présenter des candidats ouvriers indépendants, et non pas attendre un futur indéterminé. Dans chaque échéance électorale, nous avons besoin de pouvoir faire un véritable choix ! De telles candidatures indépendantes ont déjà commencé à se dessiner dans plusieurs villes à travers notre pays. Nous voulons aider ce processus à se généraliser le plus vite et le plus largement possible.

Nous, soussignés, décidons de constituer un Labor Party Network (LPON) afin d'aider à avancer dans la discussion, la formation et l'organisation nécessaire à la constitution de coalitions dirigées par le mouvement ouvrier (mouvement syndical) capables de présenter des candidatures indépendantes en commençant dès les élections locales et d'Etat en 1993.

Le Labor Party Network n'est pas en concurrence avec les nombreuses initiatives en cours pour l'action politique ouvrière indépendante. Notre objectif est d'aider au rassemblement de tous ceux qui se sont engagés dans le combat pour la rupture avec les Démocrates et les Républicains et pour la construction d'un Labor Party, et d'aider à la présentation de candidatures ouvrières indépendantes dans les prochaines élections locales et d'Etat (...).

Ce n'est pas que de l'économie américaine dont il est ici question. Et le Japon, présenté jusqu'alors comme « *un miracle de stabilité et de réussite économique* » ?

La Bourse de Tokyo a connu pendant tout l'été une baisse spectaculaire. C'est que certaines actions étaient « surévaluées », expliquent les économistes japonais, et cette « remise en ordre » n'affectait pas l'économie réelle.

Fin août pourtant, le gouvernement décide un « plan de sauvetage financier » dont le *New York Times* du 20 août 1992 explique :

« Après avoir passé près de deux ans à nier que le système financier ou l'économie japonaise pouvaient être affectés par la baisse des valeurs, le gouvernement a décidé le plus vaste plan de sauvetage financier depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

Mais une semaine plus tard, analysant ce plan qui prévoit des subventions pour empêcher des faillites financières (rachat par l'Etat d'actions dépréciées), des prêts aux petits entrepreneurs et l'engagement de dépenses pour des travaux publics, l'*International Herald Tribune* du 27 août considère qu'il s'agit de « *trop peu venant trop tard* ».

« "Son effet sur l'économie sera cette année égal à zéro", a déclaré un spécialiste allemand qui s'occupe des produits asiatiques. »

Ce que cela veut dire a été parfaitement résumé par le *Financial Time* : « Le Japon se prépare à "ajuster l'emploi". Ce que signifie cet euphémisme ce sont les transferts, le chômage technique et enfin les licenciements. »

---

## UN ECHEC INCONTESTABLE

---

« L'échec de cette décennie d'ajustement est incontestable. La thérapie proposée par le FMI détruit l'économie, disloque la société civile des pays endettés et entraîne le monde vers l'abîme. » C'est le jugement que porte sur l'économie mondiale l'économiste M. Chossudovsky (*Le Monde diplomatique* de septembre 1992). Il ajoute : « Elle (la politique du FMI) est appliquée dans plus de quatre-vingts pays du tiers monde, d'Europe orientale, et dans les républiques nées de l'ancienne URSS. » Sur ce terrain, la séparation que l'auteur fait entre ce qu'il appelle le tiers monde et le reste est contestable. Les pays industrialisés connaissent les conséquences de cette même politique. La progression du nombre de chômeurs et de pauvres « officiel » tant aux Etats-Unis qu'en Europe témoigne des ravages de la désindustrialisation, du démantèlement des services publics, de la déréglementation, de la vague de privatisations.

C'est ainsi qu'en Angleterre où le chômage affecte officiellement 10 % de la population active, une fraction croissante de travailleurs — notamment de jeunes — est contrainte d'accepter des emplois payés en dessous du minimum vital.

« La croissance du nombre de firmes payant des salaires très bas ne peut qu'augmenter le fossé entre la partie la plus pauvre de la population et les 10 % les plus riches de celle-ci. Il a été estimé que cet écart était aujourd'hui le plus élevé depuis 1886 » écrit *The Observer*

du 30 août, citant le cas d'un jeune de 17 ans, employé dans un atelier de fabrication de pièces détachées qui gagne 500 F par semaine pour 40 heures de travail et dont l'employeur ne paie ni assurance, ni Sécurité sociale pour lui.

Dans le cas des pays d'Europe orientale et des républiques issues de l'URSS, Chossudovsky montre bien comment l'impérialisme utilise et maintient en place les « nomenklaturas » disloquées pour mener à bien une politique de destruction de l'économie nationale :

« En Europe orientale et dans les Etats souverains de l'ancienne URSS, les apparatchiks autrefois partisans de la planification se convertissent aisément au dogme néo-libéral. Concordance parfaite entre l'Etat et le marché, la continuité par rapport à l'ancien régime est assurée. Le FMI et la Banque mondiale, de pair avec les élites locales, prennent la relève du comité central et de son bureau politique. »

Les résultats ? D'une part, la crainte des travailleurs, la réalité de leur résistance, malgré les obstacles et les difficultés, aux retombées de la réalisation des programmes hautement proclamés de « privatisation » qui impliquent des millions de licenciements. Mais la désorganisation de l'économie, les premières conséquences des tentatives de reconstruction capitaliste aboutissent à une situation qui effraie l'impérialisme :

« La Russie libre est devenue une terre dévastée. L'expérience économique en Russie est devenue un indécent désastre. Imaginée par un groupe de jeunes chercheurs russes modelés sur les idées occidentales, elle a été testée cette année avec une brutalité toute particulière sur le peuple.

Le "Gaidar", comme on appelle cette simple devise monétariste, est en train de donner naissance à une société qui efface la production et qui alimente le racket et le marché noir. Etre vieux, ou malade, ou tout simplement honnête dans une telle société c'est savoir qu'on n'a plus d'avenir.

On est alarmé au retour de Sibérie ou de Russie centrale de constater qu'en dépit de ses épouvantables succès, cette

politique semble toujours saluée sans aucune critique par les conseillers occidentaux. En témoignent les congratulations écrites à l'occasion du putsch avorté. "La plupart des Russes conservent une grande soif de démocratie", trouvait-on dans un article typique de la presse russe la semaine dernière. "La dictature étouffante du contrôle central a pratiquement été éliminée, les prix ont été libérés, les bureaucrates humiliés, les entrepreneurs retrouvent leur rôle..."

Qui se moque de qui ? Pour celui qui voyage au-delà de Moscou et de Saint-Petersbourg, il est évident que la démocratie est vue comme une plaisanterie, que l'aide de l'Ouest fait ce qu'elle peut pour maintenir le contrôle central et la continuité du pouvoir — dans des rôles modifiés bien sûr — des bureaucrates non humiliés formés dans le parti et le KGB (...).

"Vous feriez mieux de quitter la Russie et de construire de hauts murs du sommet de l'Europe jusqu'en bas. Laissez-nous tranquilles pendant dix ans. Après cela, vous pouvez revenir et vous pourrez travailler avec les survivants." Bien que le sociologue sibérien qui tenait ces propos le faisait en riant, sa rage était telle à l'égard de la politique de son gouvernement et de ses conseillers occidentaux que ses mains en tremblaient. Cela fait 5 ans qu'il essaie d'obtenir qu'il y ait des investissements en dehors de Moscou.

Il était sérieux quant aux effets que cette politique a sur les villes de Sibérie. Elle a pour conséquence de déraciner des communautés entières et de les pousser vers l'Ouest de l'Europe. Si cela n'est pas encore arrivé, c'est parce que les gens ont du mal à quitter leur foyer. Les usines continuent à payer, au plus juste, des gens pour produire des objets dépassés, semi-finis souvent, parce qu'il manque des éléments essentiels qui venaient naguère de Lettonie ou de Géorgie. Bientôt ces usines aussi fermeront. » (*The Observer*, 30 août 1992.)

De la situation dans les pays d'Amérique latine, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique, Chossudovsky indique qu'elle conduit à une véritable recolonisation :

« De nombreux pays débiteurs sont ainsi simultanément incités à mettre leurs sociétés d'Etat aux enchères. Cette

avalanche de vente fait tomber les prix de vente au plancher. Il s'agit d'une véritable recolonisation permettant à l'Occident et au Japon de racheter des pays au rabais. »

Les conséquences sociales et politiques de cette orientation sont claires : la destruction de l'économie nationale qui entraîne la paupérisation de larges secteurs de la population s'accompagne de la corruption érigée en système, de la décomposition des cliques qui acceptent d'être les simples instruments du FMI.

---

### TOUTE L'AMÉRIQUE LATINE SECOUÉE PAR LA CRISE BRÉSILIENNE

---

Mais cette situation alimente en retour une mobilisation de la population contre le FMI, contre l'impérialisme et ses serviteurs dont le Brésil donne aujourd'hui l'expression la plus avancée. Con vaincu de corruption et de malversations, le président Collor, l'homme-lige du FMI, l'homme des plans de rigueur, doit faire face à un processus « d'impeachment ». Mais d'ores et déjà, la crise a dépassé les limites d'une éventuelle destitution juridique : ce sont les masses qui affirment la nécessité d'en finir avec Collor et avec tout ce qu'il représente.

En nous fondant sur les déclarations et les articles de *O Trabalho*, le journal du courant qui dans le Parti des travailleurs se réclame de la IV<sup>e</sup> Internationale, on peut résumer ainsi le déroulement des événements : c'est un ouragan populaire qui a déferlé sur le gouvernement Collor. Des millions de Brésiliens descendent dans la rue et montrent que rien ne serait plus comme avant.

Au début du mois d'août encore, le journal anglais *Financial Times*, analysant le scandale impliquant Collor, notait que le président avait pour lui l'absence de manifestations de rues. Le dimanche 16, l'intervention spontanée de milliers de personnes sur la scène politique a tout changé.

La semaine suivante, 2 millions de personnes ont participé aux plus grandes manifestations de l'histoire du Brésil, comparables seulement à celles exigeant des « élections directes ». Aux sommets, les rats commencent à quitter le navire, parce qu'ils savent qu'il sera difficile de garder Collor en place. Des sondages indiquent alors que près de 90 % des Brésiliens sont favorables au départ immédiat de Collor.

La peur s'est étendue aux pays voisins : Venezuela, Argentine, Pérou. Des politiciens argentins interviewés par le journal *La Nation* sont d'accord pour déclarer que la situation au Brésil « est dangereuse » et aura des conséquences pour l'Argentine et toute l'Amérique latine. Et si les peuples décidaient aussi de chasser les présidents qui décident de les attaquer ?

La panique devant la puissance de la mobilisation apparaît clairement dans le vote de la commission d'enquête : 16 à 5 contre Collor. La crise s'approfondit.

Les divers secteurs de la classe dominante s'efforcent alors de trouver une issue qui préserve les institutions, qui maintienne ce qu'on appelle la « non-gouvernabilité ». La majorité a déjà conclu que Collor ça suffit, bien qu'il tente de résister avec un groupe fidèle, protégé par le silence de la Maison-Blanche. Dans *Estadao* (23 août), un patron se plaignait que les chambres sectorielles entre patrons, syndicats et gouvernement (qui cherchent à enchaîner la CUT aux patrons) ne fonctionnent déjà plus, car il « est impossible de s'asseoir à la même table qu'un gouvernement qui n'a pas de crédibilité ».

Pour le gouverneur de Sao Paulo, Fleury (PMDB), la préservation des institutions passe par un gouvernement d'union nationale, qui va jusqu'au PT (c'est pour lui un point fondamental), qui poursuive la politique du FMI : « Nous ne pouvons pas admettre de reculs dans les mesures de modernisation », dit-il.

Mais la masse du peuple a changé l'histoire. C'est là qu'est la force posi-

tive de transformation sociale. C'est la mobilisation du peuple, en défense de ses légitimes revendications, qui peut imposer le départ de Collor. C'est pourquoi la centrale syndicale, la CUT, a eu raison d'appeler à un arrêt de travail national le jour du vote de l'impeachment.

Le 29 septembre, le Parlement brésilien votait « l'impeachment ». Le vice-président Itamar, élu avec Collor par le moyen de la fraude, et qui vient de réaffirmer sa fidélité à la prétendue politique de « modernisation » de Collor (c'est-à-dire à la soumission servile à l'égal du FMI), va désormais exercer les fonctions de président.

A ce sujet, une déclaration du courant *O Trabalho* explique :

« Maintenant, comme l'explique le président de la Confédération nationale de l'industrie, Albano Franco (sénateur du PRN) « pour les entrepreneurs, il ne s'agit pas de considérer s'il est mieux ou pire que Collor, mais de reconnaître que le président de la République n'a plus les moyens de mener à bien le programme de modernisation de l'économie et de réforme de l'Etat ».

Il y a quelques semaines, lui et quelques autres avaient encore des « doutes ». Il a fallu que des millions, entraînés par la jeunesse, descendent dans la rue dans un processus révolutionnaire menaçant les institutions. Ce mouvement montre à l'évidence que le peuple ne supporte plus la destruction des services publics et des entreprises d'Etat pour payer la dette extérieure. Qu'il ne supporte plus non plus les attaques contre les salaires et la marginalisation dans les villes, les campagnes. Et encore moins la poursuite des atteintes privées aux richesses publiques qu'organise le FMI. C'est-à-dire que Collor n'a plus les « moyens ».

Ce mouvement exige une autre politique et un autre gouvernement. L'élire est le meilleur moyen de faire valoir la souveraineté populaire. C'est pourquoi le Congrès doit convoquer des élections présidentielles tout de suite. Ce serait un sérieux pas en avant pour sortir le Brésil de la crise. C'est ouvrir la voie pour de nouvelles institutions conformes aux aspirations populaires à une vie meilleure. Ce qu'une Assemblée consti-

tuante, de représentants élus à cette fin, pourrait satisfaire. C'est la réponse révolutionnaire aux nécessités posées par le mouvement de millions dans la rue.

Si le Congrès ne le vote pas, personne ne reprendra le travail !

Des événements historiques approchent. Les yeux des peuples sont fixés sur le Brésil. Ceux des travailleurs d'Equateur qui cette semaine sont en grève générale contre les plans du FMI. Ceux du peuple du Venezuela où les manifestations se succèdent pour la destitution du "social-démocrate" Andrés Peres qui applique ces plans. Et même les Européens nous regardent, eux dont la résistance est à l'origine de la déstabilisation de la "moderne" intégration européenne (...).

Itamar peut être un successeur légal mais il est tout aussi illégitime. Il ne pourra survivre qu'au moyen d'un gouvernement d'union nationale. Ce seraient les travailleurs qui se serreraient la ceinture, les syndicalistes qui accorderaient une trêve et le PT qui soutiendrait. Pendant ce temps, les classes dominantes, avec la révision constitutionnelle et le plébiscite prévu pour l'an prochain, mettraient en place les "réformes" nécessaires à la poursuite de l'"ajustement" du FMI.

Le PT n'a rien à faire de la négociation d'un "programme minimum" avec les partis et les classes dominantes pour un éventuel gouvernement tampon d'Itamar jusqu'en 1995 (...).

Et *O Trabalho* propose au PT la plate-forme d'urgence qui suit :

« Le PT est un parti responsable qui ne veut pas le chaos. C'est la politique du FMI qui a créé la crise actuelle qui menace de plonger la nation dans le chaos.

Ce n'est pas parce qu'Itamar va s'installer au pouvoir que la crise va se résoudre. La meilleure attitude du PT, préservant son indépendance et ouvrant une issue positive à la crise actuelle, c'est de présenter une plate-forme de mesures d'urgence. Au mouvement, à la société et au gouvernement. Elle renforcera plus encore l'image de Lula qui monte des manifestations avec une force renouvelée. Les points minimum d'une telle plate-forme sont :

1. Convocation d'élections présidentielles dans les 90 jours.
2. Suspension du programme de désétatisation.
3. Interruption du paiement de la dette extérieure.
4. Installation des sans-terre qui occupent.
5. Réajustement mensuel des salaires suivant le coût de la vie.
6. Aucun licenciement, programme immédiat de grands travaux.
7. Subventions pour l'enseignement, la science et la technologie.
8. Mise sous séquestre des biens et des fonds des personnes mises en cause par la commission d'enquête parlementaire. »

---

## QUE SE PASSE-T-IL AU NICARAGUA ?

---

On ne parle plus guère du Nicaragua. Et pourtant, il n'est pas sans intérêt de voir quelle évolution suit ce pays deux ans après l'échec électoral du parti sandiniste, un pays dont on a affirmé que débarrassé de la « *camisole de force marxiste* », il irait vers la prospérité. Un pays qui devait aussi expérimenter une « *cohabitation pacifique et constructive* » entre la direction qui avait été portée au pouvoir par les masses après les victoires révolutionnaires contre Somoza, la direction du FSLN et les représentants politiques de la bourgeoisie, directement soumis à l'impérialisme.

A ce sujet, la lettre d'un militant nicaraguayen dont nous publions ci-dessous des extraits éclaire la réalité :

« Dans la période de transfert du pouvoir — entre le 25 février et le 25 avril 1990 — le *Protocole de transition* a été signé entre la Direction nationale (DN) du FSLN et les représentants de Chamorro. Il est à noter que cette "solution pacifique" est la première dans toute l'histoire politique du pays.

Outre la garantie donnée aux propriétés acquises par "l'élite" sandiniste quand le FSLN a abandonné le pouvoir, les accords de transition consignent le maintien du général Ortega et du commandant René Vivas dans les fonctions

de chef de l'armée et de la police nationale.

Après l'échec électoral du 25 février 1980, Ortega s'est présenté comme l'ordre dans le pays en restant chef des forces armées. Mais en même temps, ce n'est un secret pour personne que le général devait virtuellement servir d'axe de la DN pour mouvoir les engrenages internes du pouvoir en faveur du gouvernement Chamorro, et c'est ainsi que Chamorro a gouverné jusqu'à présent.

Ces accords ont divisé le premier cabinet du gouvernement Chamorro, et nombre des nouveaux ministres ont renoncé le jour même de la prise de pouvoir. De son côté, l'impérialisme a toléré ces accords dans l'attente d'un affaiblissement plus grand des sandinistes, accéléré par la défaite électorale et les premières privatisations, ainsi que dans l'attente de fissures internes dans le FSLN et la perte de sa base sociale qui en découlerait.

La lutte des classes a fait voler en éclats le *Protocole de transition*, qui est de fait devenu caduc. Voici un autre échec de la politique négociatrice du FSLN !

L'impérialisme a décrété que la transition a fait long feu et passe à présent à une autre phase de sa politique de démantèlement de la révolution et d'écrasement des sandinistes. La vérité est qu'au milieu de l'actuel chaos mondial, l'impérialisme ne tolère pas un "projet bourgeois national" dont les sandinistes seraient les promoteurs au Nicaragua.

L'exécutif connaît, peut-être, sa plus grande crise depuis qu'il a assumé le gouvernement en 1990. Dans cette période, des secteurs du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant se sont lancés dans une lutte de résistance contre les plans du FMI.

Une fois terminées les mobilisations paysannes d'avril et de mai, également réprimées par le général Ortega, dans la deuxième semaine de juillet le mouvement étudiant a agi pour le versement total des 6 % de budget national que la loi sur l'Autonomie universitaire leur octroie.

Cette lutte a obligé le gouvernement à modifier ses plans. La résolution finale du Parlement oblige le gouverne-

ment à chercher les 38 millions qu'il doit aux universités dans les ressources non affectées à des projets spécifiques, dans les ressources extraordinaires ou ordinaires.

Il s'est constitué un comité de grève incluant des représentants des différentes universités, tous membres de l'Union nationale des étudiants du Nicaragua (UNEN), auquel ont également pris part des représentants de la Fédération des étudiants du secondaire (FES) qui ont ajouté leur propre plate-forme de refus de paiement des droits d'inscription dans les collèges d'Etat.

Tandis que les étudiants du secondaire utilisent comme forme de lutte l'occupation de leurs lycées, les étudiants des universités ont occupé différents édifices ministériels, édifié des barricades et manifesté. Le 13 juillet, quelque 5 000 étudiants se sont installés devant le Parlement, jetant des œufs sur les murs et les fenêtres de cet édifice, ce qui a provoqué une réponse extrêmement indignée de la part des représentants du Parlement (y compris des vieux stalinien), de l'exécutif et même du général Ortega, lesquels ont tous été d'accord pour déclarer leur gêne face à "*l'attitude sauvage et peu sérieuse des futurs professionnels de la nation*". La plus importante des manifestations a été celle du 23 juillet, jour national des étudiants, où se sont rassemblés quelque 17 000 manifestants, parmi lesquels se trouvaient des travailleurs de tous les secteurs.

Dans la troisième semaine de juillet, les travailleurs de ENABUS, du service public et des transporteurs privés, en réalité beaucoup d'entre eux accomplissant leur service militaire patriotique, ont réclamé de plus grands avantages, et, pour exploiter la situation déjà mûre, dans la dernière semaine de juillet plus de 1 000 officiers à la retraite se sont également mobilisés devant la maison présidentielle. De façon spontanée, les différents secteurs en lutte se sont rejoints dans les rues.

René Vivas et le général Ortega ont menacé d'user de la force si se poursuivaient ces manifestations irrespectueuses des institutions soutenues par la Constitution et qu'ils useraient de la force pour la défendre.

Les travailleurs de ENABUS n'ont pas répondu aux appels à la "morale et au civisme" de la police et de l'armée et se sont installés devant la maison présidentielle le lundi 20 juillet.

La "police anti-émeutes" s'est lancée contre les travailleurs avec des bombes lacrymogènes et des matraques. Dans la bagarre qui a eu lieu, les travailleurs ont frappé les policiers avec leurs propres matraques.

Le jour suivant, ce fut le tour des officiers à la retraite, qui à nouveau furent attaqués par la police anti-émeutes. 13 policiers et 4 officiers à la retraite furent blessés par balle.

A cette occasion, le général Ortega envoya dans la rue ses troupes spéciales, composée pour leur majorité de jeunes récemment recrutés, qui contraignirent au repli des officiers à la retraite, anciens combattants contre la dictature de Somoza et dans la guerre anti-impérialiste.

Les dirigeants des officiers à la retraite ont, le soir même de l'offensive des troupes spéciales d'EPS, accusé le général Ortega de défendre le gouvernement bourgeois et l'impérialisme comme n'importe quel militaire gorille d'Amérique latine.

Ils ont également exprimé le fait que les retraités de l'EPS avait été formés sous la doctrine militaire anti-impérialiste et anti-capitaliste et donc comme des révolutionnaires.

Le lendemain, Ortega a convoqué une conférence de presse dans laquelle il a traité les officiers à la retraite, les travailleurs de ENABUS et les étudiants "d'aventuriers, d'exaltés, de délinquants et de bandits".

Il a en même temps accusé les médias "qui ouvrent leurs micros et leurs pages non pour informer, mais pour servir de plate-forme d'agitation et de déstabilisation", faisant allusion au *Nuevo Diario*, à *Radio Ya* et à la *Primerissima*; cette dernière est une radio de William Grisbi, un sandiniste indépendant, qui a servi de canal d'expression pour les manifestants. »

Le camarade nicaraguayen conclut :

« Il est patent que le gouvernement applique avec zèle le plan du FMI pour le pays et qu'il prépare un ajustement

encore plus rigoureux. La récession au Nicaragua est sans doute la plus profonde de toute l'Amérique latine, le chômage atteint les 70 % de la population active et les salaires sont gelés depuis le début de l'année dernière dans l'un des pays les plus chers du monde. »

---

## LA THERAPEUTIQUE DU FMI

---

Cette réalité qui découle de ce que l'économiste cité plus haut appelle la « *thérapeutique du FMI* », ces privatisations qui conduisent à la « recolonisation » se matérialisent aussi dans la politique du gouvernement algérien. C'est la réalisation de ces plans qui exige le déni des libertés démocratiques en Algérie, qui conduit à l'établissement de l'état de siège par un gouvernement arbitraire dépourvu de tout appui populaire et de toute sanction démocratique. Il s'est formé en Algérie, à l'initiative de militants syndicalistes, de démocrates, de travailleurs, un « comité provisoire d'initiative en défense du secteur public et nationalisé ».

Voici les informations qu'il donne dans une lettre circulaire en date du 21 septembre 1992 :

« Le comité provisoire d'initiative en défenseur du secteur public et nationalisé, constitué le 28 mai 1992, a décidé d'informer régulièrement ses adhérents, ses sympathisants, les travailleurs et les syndicalistes, la presse, à travers une lettre. Cette lettre remplace et prépare à la fois le bulletin d'information qui devait être rédigé par le comité. Plus fonctionnelle et moins lourde à prendre en charge, ce sont ces raisons qui ont motivé le choix de la lettre.

Une première lettre a été publiée. Elle contenait l'appel d'un groupe de travailleurs de l'ENIEM, appel qui a été pris en charge dans de nombreuses entreprises du pays. Aujourd'hui, 15 septembre 1992, jamais la situation de l'emploi n'a été aussi catastrophique : licenciements et compressions du personnel se multiplient à l'échelle nationale. La presse, jour après jour, relate les décisions meurtrières posées par les dirigeants et les entreprises touchées.

Cette importante entreprise du bâtiment est passée de "35 200 agents en 1990 à 2 100 en 1992". "Après avoir informé toutes les autorités compétentes, y compris la centrale syndicale UGTA, la direction a procédé à une opération chirurgicale à partir du 1<sup>er</sup> septembre : 450 licenciements en ce mois de septembre. 700 autres licenciements pour le mois de décembre."

Une attaque en règle contre le peuple travailleur. Une saignée qui voue à la faim et à la déchéance des milliers de personnes qui vivaient de ces salaires !

Le Jeudi d'Algérie du 10 septembre écrit : "Le cas de Real Sider Annaba n'es pas unique. A l'ENIEM, à la SNVI Rouiba, à l'ENAG (Entreprise des arts graphiques), dans les 400 entreprises publiques, c'est l'angoisse. En cas de non-approvisionnement en matières premières dans les prochaines semaines, la machine économique va se trouver à l'arrêt et les licenciements vont s'accélérer".

A l'entreprise intercommunale des travaux de Bordj Bou Arreredj, la totalité des 700 travailleurs est mise en congé sans solde depuis le 9 septembre. A l'unité de tréfilerie d'électrode de soudure d'El Eulma, 114 travailleurs sur 724 sont mis au chômage technique du 12 au 30 septembre pour manque de matières premières.

Cette opération a été réalisée avec l'accord des sections syndicales UGTA et LIT (Ligue islamique des travailleurs), selon le journal *Horizons* du 13 septembre. A Mascara, l'Entreprise nationale de quincaillerie et de serrure (ENAGS) est en congé technique de la mi-août à la mi-septembre. Les 170 travailleurs que compte l'entreprise sont en congé obligatoire (*El Watan* du 2 septembre).

L'ENIEM avec ses 5 000 travailleurs est en chômage technique. A l'EMAC (chaussures) de N'Gaous (Batna), les 800 travailleurs sont en chômage technique. A l'Entreprise des arts graphiques (ENAG), les 500 travailleurs sont frappés de chômage technique.

Dans le textile et le cuir, la situation est tellement grave que la commission exécutive de l'UGTA de la fédération des textiles et cuirs a décidé de réunir tous les cadres syndicaux du secteur en vue de "prendre les mesures légales et réglementaires qui s'imposent".

La fédération ajoute que, depuis 1988, 100 000 emplois ont été supprimés dans le textile. »

Ce ne sont là que quelques aspects d'une situation mondiale qui affecte tous les continents et qui s'exprime dans tous les pays. Une situation qui se manifeste dans une précipitation de tous les facteurs de crise sociale, politique et économique. Une situation où les tentatives d'établissement d'un « nouvel ordre mondial » reconstituant un équilibre mondial à la place de celui fondé sur les accords entre l'impérialisme et la bureaucratie à Yalta et à Potsdam, irréversiblement effondré depuis 1989, ont abouti à un désordre croissant.

La situation n'est certes pas identique dans chaque pays, mais partout se retrouvent les mêmes traits essentiels, produits de la décadence du système impérialiste, de l'étouffement de l'économie par le parasitisme et la spéculation. Partout aussi, même si les formes diffèrent, ce sont fondamentalement les mêmes attaques contre les peuples et contre les travailleurs, contre les droits, contre les conquêtes sociales, contre le droit au travail.

Partout aussi, c'est la même recherche de l'unité face à ces attaques, le même mouvement des exploités et des opprimés qui se développe malgré les obstacles. Non de manière unilatéralement positive, mais au travers de contradiction, de reculs et de nouvelles avancées.

Un mouvement qui tend à éliminer les racines mêmes de la régression sociale et de la misère : la propriété privée des grands moyens de production.

**François Forgeue**

# L'économie impérialiste au cours des années 1980

Par Michel DAUBERNY

« *Victoire du capitalisme* », « *triomphe de l'économie de marché* », combien de ces formules n'avons-nous pas lues ou entendues depuis des années, et plus particulièrement depuis la chute du Mur de Berlin et l'éclatement du stalinisme ! Etrange victoire, étrange triomphe, car depuis, les faits, têtus, s'imposent et calment les enthousiasmes trop bruyants des plus serviles porte-plume ou porte-parole de la bourgeoisie.

Les faits, c'est la croissance relancée des licenciements dans les grands centres industriels (General Motors, Volkswagen, Philips, IBM...), les 30 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE, les 100 millions de pauvres dans ces mêmes pays, c'est le ralentissement de l'activité économique (production, investissement) aux Etats-Unis et dans les « locomotives » allemande et japonaise.

L'économie de marché conduit des millions d'enfants, de femmes et d'hommes dans le monde, en Afrique, en Amérique latine ou au Moyen-Orient, à la famine, aux épidémies, à la misère, aux charniers.

Si la courbe du capitalisme est bien ascendante, c'est dans l'horreur des conditions de vie et de mort subies par la majorité de la population mondiale, c'est dans la destruction des activités productives, des industries, de l'agriculture dans les pays qui ont vu naître et s'imposer il y a deux siècles environ l'économie de marché capitaliste.

En août 1914, le capitalisme démontrait que la science, la technique, les progrès qu'il avait contribué à diffuser par son appétit expansionniste de richesses conduisaient à la barbarie de la guerre impérialiste.

L'analyse de Marx de l'évolution des modes de production se vérifiait concrètement. Rappelons comment, dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, elle était synthétisée :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production exis-

tants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des obstacles. Alors s'ouvre une époque de révolutions sociales. »

De ce stade, Lénine donnait en 1916 une analyse des caractéristiques fondamentales, avec la publication de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, qu'il définissait comme le stade monopoliste du capitalisme par opposition au capitalisme de concurrence dont il était le prolongement. La transformation du capitalisme de concurrence en impérialisme n'est pas une perversion, mais le résultat du développement de l'économie capitaliste, de la concentration et de la centralisation du capital dans le cours du processus d'accumulation et de crise. La contradiction inhérente au mode de production capitaliste entre la tendance à la socialisation crois-

sante de la production et l'appropriation privée de la production conduit, au stade impérialiste, à des vagues permanentes de destruction des forces productives, à une organisation des activités productives de plus en plus tournée vers la barbarie pour la préservation des profits de l'oligarchie financière et des monopoles bancaires et industriels. L'analyse que fait Lénine de l'impérialisme demeure d'une criante actualité, tout comme l'analyse que présenta Trotsky lors du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste en 1921 sur la « *situation mondiale* », lorsqu'il rappela les conditions qui conduisirent à la guerre et les conditions de la prospérité de l'après-guerre, et lorsqu'il prévoyait, 8 ans avant la crise de 1929 et la dépression des années 30, que « *la courbe des forces productives tombera de sa hauteur fictive actuelle* ».

Crises et guerres, le capitalisme n'a plus rien d'autre à offrir, mais il ne disparaîtra pas automatiquement de la scène de l'histoire parce que son rôle positif comme formation sociale est achevé. « *La bourgeoisie est une classe vivante qui a poussé sur des bases économiques et productives déterminées. Cette classe n'est pas un produit passif du développement économique mais une force historique, active et vivante. Cette classe a survécu à elle-même, c'est-à-dire qu'elle est devenue le frein le plus terrible pour l'évolution historique* », écrivait Trotsky en 1922 (« *Nouvelle étape* »). Elle combat, et pour survivre, enfonce et détruit, et dresse contre elle les exploités et les opprimés.

En 1917, de la révolution d'Octobre, jaillissait l'espoir d'une société organisée selon d'autres rapports de production, une société ou l'appropriation privée des moyens de production ne serait plus là pour mener l'humanité au chaos, à la crise et à la guerre. Mais pour la bourgeoisie qui s'entre-déchirait pour un nouveau partage du monde, Octobre dressait le spectre de la fin de sa domination. Elle n'aura de cesse alors que d'isoler et de détruire les rapports sociaux issus d'Octobre, de briser ou de

contenir les mouvements révolutionnaires des masses.

« La période que l'Europe et le monde entier traversent en ce moment est, d'un côté, celle d'une décomposition des forces productives de la société bourgeoise, et de l'autre celle du développement le plus haut de la stratégie contre-révolutionnaire bourgeoise »,

écrit Trotsky dans *Nouvelle étape*.

Et selon les rapports politiques entre les classes, l'impérialisme détruit ou survit à crédit en attendant de pouvoir faire passer à la caisse les millions d'hommes qu'il exploite et opprime.

Les périodes de « prospérité » très relatives peuvent être plus ou moins longues, comme la phase de reconstruction d'après la Deuxième Guerre mondiale, mais depuis la fin des années 1960, c'est sur une courbe descendante qu'est orienté le capitalisme, avec des phases de plus en plus brèves de « reprise », qui ne sont possibles qu'à partir de restructurations de plus en plus violentes, contre les conditions de vie des peuples.

La domination du capital financier, qui caractérise le stade impérialiste, est le produit d'un développement du capitalisme qui s'impose à toute l'économie et à toutes les classes, y compris les fractions non-monopolistes du capital. Elle représente un stade très avancé de la socialisation de la production, de la centralisation et de la concentration du capital. L'oligarchie financière prélève sa part de profit, sous forme d'intérêts, de dividendes, de commissions, sur la plus-value mondiale produite par les secteurs productifs (industrie, agriculture, transport...), et pour grossir ou préserver sa part elle spécule, manipule les taux de change, les taux d'intérêt, les prix des secteurs monopolistes, opérant ainsi une redistribution plus favorable pour elle de la plus-value.

Mais les pillages, les rackets, les spéculations, les marchés publics captifs comme celui de l'armement ne créent pas de richesse, ils ponctionnent la richesse déjà produite. L'économie spéculative se dresse sur les bases d'une pro-

duction de richesses par les secteurs productifs. Mais ses méthodes et ses besoins contribuent aussi à une destruction des bases de la richesse. Les prélèvements pèsent sur les taux de profits, et c'est pourquoi lorsque le processus réel de production menace de s'interrompre (la crise) et de précipiter le krach boursier et bancaire, le capital financier est contraint (car il lui faut affronter alors la classe ouvrière) de restructurer les secteurs productifs pour les rendre « compétitifs », ce qui se traduit par une désindustrialisation qui prend la forme de suppression de millions d'emplois industriels, comme cela s'est produit au cours des années 1980. Ayant imposé ces restructurations, le capital financier, sous la direction de l'impérialisme américain, a entamé un vaste programme de déréglementation et de « libéralisation » des échanges de capitaux.

Restructurations et déréglementation ont été ainsi les deux tremplins de la spéculation, ou plutôt des spéculations.

Mais les lois de l'accumulation sont plus fortes que toutes les manipulations spéculatives et le parasitisme de l'impérialisme ne saurait les différer longtemps. Depuis 1990, l'économie américaine est entrée dans une phase de ralentissement, et à sa suite progressivement toutes les autres économies.

La relance fictive impulsée après le krach de 1987 par la Banque centrale américaine s'est épuisée, comme s'épuisent les effets dopants de la spéculation financière, boursière et immobilière.

L'économie américaine n'a jamais été aussi endettée — 11 000 milliards de dollars — et la dette publique est entrée dans un processus d'auto-alimentation (les remboursements annuels représentent actuellement 315 milliards de dollars et le déficit budgétaire environ 400 milliards de dollars). Les limites à une relance fictive sont là. Ce qui ne veut pas dire que pour faire face aux échéances brutales, un recours partiel à une croissance de l'endettement public et privé ne soit pas nécessaire.

Mais le capital financier doit imposer de nouvelles destructions des forces productives pour accroître la productivité dans tous les secteurs, y compris dans les services où il lui faut réduire ses frais de fonctionnement.

Dans l'Europe des Douze, et c'est tout le contenu du traité de Maastricht, le capital financier programme de nouvelles restructurations industrielles avec leurs cortèges de licenciements.

Dans les pays de l'ex-URSS et dans les pays de l'Est européen, c'est tout l'appareil de production ou presque qui devrait être détruit pour être reconstitué aux normes actuelles de la productivité sur le marché mondial. Mais un tel programme signifie des dizaines de millions de chômeurs. Partout le capital ne peut fonctionner qu'en éliminant massivement des producteurs, donc des consommateurs. Il n'y a plus d'expansion possible avec ce système, mais seulement une contraction de l'activité (qui peut être rentable dans ces conditions) qui pour survivre exclut des millions d'hommes sur la planète.

Notre objectif dans le présent article n'est pas de tracer un panorama complet de l'économie mondiale mais de présenter une analyse des mécanismes du parasitisme de l'impérialisme à notre époque, dans ses formes les plus caractéristiques, et en particulier les rapports entre l'activité spéculative et certains fondements de l'économie capitaliste décidément têtus.

Depuis la fin des années 1970, disons 1979-1980, c'est-à-dire les années où les dirigeants américains ont mis en application leur politique déflationniste, l'économie capitaliste a connu une très forte progression de toutes les formes de parasitisme. Croissance des dépenses militaires aux Etats-Unis avec les budgets votés sous Carter puis Reagan, et le projet de « guerre des étoiles ». Croissance des mouvements de capitaux internationaux, investissements directs et surtout capitaux spéculatifs. Croissance des spéculations boursières et des spéculations monétaires. Croissance des spéculations immobilières dans les grandes

capitales (New York, Tokyo, Paris, Londres, Bruxelles...). Croissance de l'économie et des trafics de drogue.

---

## L'IMPERIALISME ET L'ECONOMIE D'ARMEMENT

---

A la source de tous les mouvements spéculatifs, de toutes les formes de parasitisme, on retrouve la politique d'endettement des Etats, et en premier lieu de l'Etat américain. La formidable croissance du déficit budgétaire des Etats-Unis, qui en 1992 est encore de l'ordre de 400 milliards de dollars, a été impulsée en 1980-1982 par le bond des budgets de la Défense nationale. Il y a toujours un double aspect dans les dépenses d'armement de l'impérialisme US. D'abord un besoin de puissance militaire pour défendre ses intérêts par tous les moyens, et sous toutes les formes : agression contre l'Irak, fournitures d'armes à la « Contra » au Nicaragua, soutien aux régimes qui directement ou indirectement participent au dispositif contre-révolutionnaire mondial. L'autre aspect, c'est bien sûr le volet strictement économique et industriel des dépenses militaires, la possibilité par de nouvelles commandes de maintenir en activité des milliers d'entreprises appartenant aux grands groupes imbriqués dans l'appareil d'Etat et Wall Street.

---

## LES DEUX ASPECTS DE L'ECONOMIE D'ARMEMENT

---

L'analyse faite quelques années avant que n'éclate la Première Guerre mondiale par Rosa Luxemburg garde toute sa valeur, quant à la nature double des dépenses d'armement, instruments de mort et d'agression pour imposer le pillage impérialiste, mais aussi « *un champ d'accumulation privilégié* ». Les fournisseurs de l'Etat, unique acheteur, ne souffrent pas de la concurrence et peuvent s'assurer des taux de rentabilité conséquents. La concurrence n'apparaît que sur le marché mondial des armes,

mais un missile, un chasseur ou un bombardier apparaît sur le marché une fois que les commandes de l'Etat national ont couvert les coûts de réalisation (recherche et développement, essais, fabrication).

Depuis ces dernières années la concurrence sur le marché mondial des armes, et plus particulièrement des avions de combat, s'est accentuée dans un double contexte : d'abord celui du besoin pour l'impérialisme américain de soutenir ses constructeurs, et ensuite celui des politiques d'austérité, de déflation et de compression des dépenses publiques.

Ainsi, la crise des constructeurs européens comme Dassault, qui ne vend plus depuis 6 ans d'avions de combat sur le marché mondial, s'explique par la pression des Etats-Unis sur les gouvernements des pays acheteurs pour leur faire commander des F 16 plutôt que des Mirages 2000. Et ici le marketing impérialiste n'est pas celui décrit dans les ouvrages à l'usage des étudiants des écoles de commerce !

Mais le gouvernement français ne peut rester le seul acheteur d'avions Dassault. Sa « surface » n'est pas celle des Etats-Unis. Le coût d'entretien du secteur de l'armement risque d'aggraver considérablement le déficit budgétaire et l'endettement public. Alors des économies sont réalisées sur l'armement traditionnel et les compressions d'effectifs touchent aussi les militaires ; quant à l'avion du troisième millénaire Rafale, son avenir semble être derrière lui.

La nature parasitaire du système impérialiste, qui ne peut se survivre que par la violence, s'exprime dans cette méthode d'accumulation où l'on voit des secteurs parmi les plus en pointe de l'industrie (électronique, aéronautique, aciers spéciaux, informatique...) progresser sous l'impulsion des commandes de la Défense nationale, que le « lobby » militaro-industriel continue, comme aux plus belles heures de la « guerre froide », de faire accepter par le Congrès.

Cette forme d'accumulation dans certains secteurs n'est cependant pas une

« solution » aux contradictions propres au système de production capitaliste. Et d'ailleurs de nombreuses critiques sont portées contre la sclérose qu'implique la survivance de « marchés captifs » pour les fournisseurs du Pentagone. Sclérose dans la concurrence sur des créneaux très pointus, et aussi hausse vertigineuses des coûts pour respecter les « cahiers des charges », aussi bien des équipements complexes que des équipements traditionnels. Mais les dépenses militaires n'ont pas pour objet de rendre l'industrie US plus efficace dans la concurrence internationale, leur but est d'assurer des profits aux groupes financiers impliqués. C'est ce que ne comprennent pas ceux qui critiquent les dépenses militaires du point de vue de leur « improductivité », de leur manque de « retombées » ou de leur inutilité, même si dans leurs critiques il y a la démonstration du caractère de plus en plus caricatural et sclérosant de l'économie d'armement (1). Voyons ce qu'écrit un énarque, Philippe Delmas, à propos des dépenses de 1 milliard de dollars engagées par le Pentagone pour convaincre de l'utilité du programme de « guerre des étoiles » (2) :

« Cette coûteuse comédie est indispensable pour l'Etat américain qui doit entretenir l'illusion que sa politique est efficace et que la gestion par la Défense des crédits de recherche à l'industrie n'en empêchent pas la diffusion dans toute l'économie. Les mêmes exemples reviennent inéluctablement : le lancement sur fonds publics de la micro-électronique et de l'informatique dans les années 50-60, des grands réseaux de télécommunications dans les années 70, etc. »

Or la création de ces technologies doit être analysée avec soin. Incontestablement le Pentagone y a joué un grand rôle mais qui n'est peut-être pas celui qu'il croit. Il a certes financé l'essentiel de la recherche en électronique mais l'analyse des technologies commerciales montre que 3 % seulement peuvent être liées directement à cet effort. Gaspillage ? Non ! En fait le ministère de la Défense a eu une influence par deux canaux. L'un, indirect, est qu'il a créé l'environnement pour la recherche

industrielle. Il a donné des moyens aux universités qui ont pu former des hommes, lesquels ont travaillé dans des entreprises grâce aux contrats de la Défense. L'autre voie est tout à fait classique : le Pentagone a créé le marché. De 1953 à 1970 il a acheté environ la moitié de la production de l'industrie naissante de l'électronique. En pratique il a fait la même chose que le gouvernement japonais : il a créé les conditions pour le développement et la valorisation d'une technologie dont la portée a dépassé toutes les espérances. Il en est de même dans les autres domaines. Ainsi les seuls cas où le système américain a fonctionné efficacement sont ceux où il suivit sans le dire — ou même le savoir — les principes qui font le succès de l'Europe ou du Japon !

Mais ce qui fut possible hier ne l'est plus aujourd'hui. En effet, dans les années 60, l'action du Pentagone n'avait pas une très forte spécificité militaire : il achetait ce qu'il trouvait et aidait de ce fait le développement des marchés commerciaux. Au fil du temps les progrès techniques et la surveillance du Congrès l'ont amené à avoir des exigences particulières de plus en plus divergentes de celles des applications civiles. Les générations successives de bureaucrates ont ajouté des couches et des couches de règles ou de normes sans jamais en retirer, rendant les objets militaires de plus en plus exotiques. Dans une série d'enquêtes, la Cour des comptes américaine a mis sur la place publique les prix ahurissants payés par la Défense pour des objets courants : machine à café à 1 million de francs, cuvette de WC à 20 000 F, marteau à 5 000 F... Inculpés, la plupart des fournisseurs ont démontré qu'il n'y avait là aucune escroquerie mais le prix réel à payer pour suivre des cahiers de charges surréalistes. La machine à café — destinée aux bombardiers stratégiques — devait par exemple résister à des conditions aussi extrêmes que les parties électroniques les plus vitales !

La distorsion imposée à l'économie est donc extrêmement profonde. Le possible devient le nécessaire et le prix n'a pas de sens. Le goût de la technologie extrême appliquée aux objets les plus modestes aboutit à fausser l'ensemble des armées du fait de l'emprise exercée à la fois dans la création et dans la

demande de technologie. » (Pages 313-314.)

Il y a certainement des absurdités propres aux lourdes administrations militaires, qui démontrent la putréfaction d'un système, mais c'est tout le système impérialiste qui fonctionne ainsi. Les monopoles, le capital financier, ne rationalisent pas l'économie capitaliste, ils accroissent l'anarchie sur le marché en mettant en œuvre leurs politiques dictées par le seul but de la rentabilité financière.

Et on ne peut pas séparer l'analyse de l'économie américaine de la nature d'un impérialisme comme celui des Etats-Unis qui s'est imposé depuis la Première Guerre mondiale, comme la puissance dominante. Il ne s'agit pas du concours du meilleur élève de l'école libérale, mais du résultat concret, inscrit dans les faits, des pratiques impérialistes, du gangstérisme du capital financier. Les discours des économistes et journalistes bourgeois à propos des « résultats » économiques n'ont pour objet que d'entretenir des illusions sur le fonctionnement de l'économie bourgeoise, sur les bonnes et les mauvaises politiques, sur le « génie » d'un Bérégovoy, d'un Delors ou d'un Barre. L'économie capitaliste est l'exploitation de la force de travail des salariés par la classe bourgeoise, et pour prolonger et entretenir « sous danger de mort » cette exploitation, la bourgeoisie n'utilise pas des théories économiques mais toutes les armes de la lutte des classes. Et les théories n'en sont que l'habillage falsificateur.

Ainsi, lorsqu'au début des années 1980 le gouvernement des Etats-Unis a décidé d'augmenter les taux d'intérêts et de laisser grimper le dollar jusqu'à 10 F, la doctrine libérale de Reagan ne trompait personne, d'autant plus que la croissance du déficit budgétaire devenait vertigineuse, alors même que toutes les instances internationales (OCDE, FMI...) avaient déjà désigné les déficits publics comme le mal des économies modernes ! L'objectif c'était « l'Amé-

rique d'abord », et par tous les moyens, dans les conditions politiques le permettant.

Il a été plusieurs fois évoqué, au début 1992, des rapports du Pentagone concernant la stratégie de domination des Etats-Unis (3). Les documents insistent sur la nécessité de préserver le rôle de superpuissance des Etats-Unis, qui doit être perpétué par un « *comportement constructif et une force militaire suffisante pour dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier la suprématie des Etats-Unis* ». Il s'agit de décourager toute tentative « *de défier le leadership (américain), ou de chercher à mettre en cause l'ordre économique et politique établi* ». La puissance des Etats-Unis réside dans ses capacités économiques, même si d'autres puissances sont concurrentes, dans le rôle du dollar et dans sa force de frappe. D'ailleurs, les auteurs des rapports du Pentagone précisent : « *Nous devons agir en vue d'empêcher l'émergence d'un système de sécurité européen qui pourrait déstabiliser l'OTAN* », et à propos de l'Extrême-Orient les Etats-Unis « *doivent garder leur statut de puissance militaire de première grandeur dans la région* »... « *Ainsi les Etats-Unis resteraient capables de contribuer à la stabilité et à la sécurité régionale... et d'empêcher l'émergence d'un vide stratégique ou de n'importe quelle hégémonie régionale.* » Il n'est pas question pour les experts militaires de laisser la moindre place à une puissance en dehors du contrôle des Etats-Unis, en particulier dans cette région, et il faut selon eux « *rester attentifs aux risques de déstabilisation qui viendraient d'un rôle accru de la part de nos alliés, en particulier du Japon mais aussi éventuellement de la Corée* ».

L'économie mondiale est une totalité où les Etats-Unis occupent une place prépondérante, et même si les taux de croissance japonais sont supérieurs à ceux de l'Amérique, c'est dans le cadre de cette totalité structurée par les Etats-Unis que l'impérialisme japonais exporte ses marchandises et ses capitaux.

Ainsi, après des années de croissance

du Produit intérieur brut (PIB) entre 5 et 6 %, la croissance japonaise est « tombée » à 2,5 % en 1992 en relation avec la situation mondiale.

Les rapports mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale entre les impérialismes ont concentré sur les Etats-Unis l'ensemble des contradictions de l'économie capitaliste. Ainsi, les « crises » du dollar, qui sont en même temps les « crises » du mark, du yen, ne traduisaient pas plus un déclin qu'un renforcement de la puissance US, mais une crise profonde de l'économie capitaliste mondiale, qui se concentre sur l'économie américaine, les autres économies se trouvant plus ou moins dépendantes des décisions prises alors par Washington. En 1971, lorsque Nixon décida de supprimer la convertibilité du dollar en or, cela a signifié que le monde entier devait accepter la monnaie américaine comme monnaie internationale en dernier recours, manipulée par les mouvements spéculatifs ; ou en 1985 quand le cours du dollar s'est envolé, les pays capitalistes durent en accepter les conséquences. Toujours en 1985, comme en 1991-1992, c'est de la « reprise » de l'économie américaine que l'espoir est attendu par les gouvernements des mêmes pays. Ce qui ne veut pas dire que les autres impérialismes, et en particulier les plus « jeunes » comme l'Allemagne et le Japon (qui ont aussi l'appareil productif le plus jeune, compte tenu des conditions favorables qui leur étaient accordées dans les années d'après-guerre, pour leur reconstruction), ne cherchent pas à préserver leur part dans la répartition mondiale des richesses. Mais dans l'interdépendance croissante des économies sur le marché mondial, qui s'est fortement accentuée encore au cours des dix dernières années, les Etats-Unis assument toujours la place centrale. Et dans le déclin général de l'économie capitaliste, l'Amérique essaie en permanence de reporter sur les autres pays le poids de ses contradictions, ce que les impérialistes appellent le « fardeau du monde libre ». A son tour, un impérialisme comme l'Allemagne, dans la place qu'il

occupe aujourd'hui en Europe, doit pour faire face au mouvement des masses qui ont mis à bas le Mur de Berlin intégrer une plus grande part des contradictions mondiales et chercher à les faire partager et supporter par ses voisins.

Il ne s'agit pas d'une division technique du travail, mais de l'affrontement sans merci d'intérêts qui dans d'autres conditions politiques pourrait prendre un tour plus brutal.

Mais en reportant ses contradictions d'impérialisme dominant sur l'Allemagne, tout n'était pas réglé pour les Etats-Unis. Car la lutte des classes dans l'Allemagne réunifiée se matérialise aussi bien par l'obligation pour le gouvernement Kohl de maintenir des emplois « non rentables » à l'Est et certaines conquêtes sociales, que d'accepter les hausses de salaires après les grèves massives des sidérurgistes et des fonctionnaires.

Il en résulte plusieurs conséquences, mais en particulier les suivantes : augmentation du déficit budgétaire, et augmentation des taux d'intérêt pour attirer les capitaux internationaux afin de le financer ; ralentissement de la production, les entreprises supportant les coûts élevés du crédit, et début d'un processus inflationniste, les capitalistes augmentant les prix pour préserver leur marge.

La croissance en Allemagne devrait être de 2 % en 1992, et au deuxième trimestre de 1992 la baisse du PIB a été de 0,5 %.

Il n'est pas question dans ces conditions pour les dirigeants allemands de céder aux pressions de leurs partenaires américains et européens qui souhaitent voir l'Allemagne baisser ses taux d'intérêt. Il s'agit cette fois de la tentative de l'impérialisme allemand de reporter ses contradictions sur les autres pays impérialistes européens.

Mais le patron c'est encore l'Amérique, qui d'une part a fait payer la guerre contre le peuple irakien par l'Allemagne et le Japon, et d'autre part a vérifié la

servilité des vieux impérialismes anglais et français.

## UN CHAMP D'ACCUMULATION PRIVILEGIE

La place de l'économie d'armement dans le fonctionnement parasitaire de l'impérialisme est une donnée qui s'impose quels que soient les discours d'aujourd'hui sur le « désarmement ». Il n'en demeure pas moins en effet que les arsenaux nucléaires accumulés, que les armements conventionnels mais pourtant sophistiqués, massivement utilisés contre l'Irak, représentent une part de la production croissante dans un grand nombre de pays de l'OCDE, entre 1979/1980 et 1989/1990. Ainsi dans le cas des Etats-Unis, le poids des dépenses militaires totales est passé de 5,3 % du PIB à 5,7 % selon les statistiques du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) (cf. tableau A).

« Une bonne partie de l'endettement américain, *peut-on lire dans Le Monde diplomatique*, a été occasionnée par le surarmement de ces dernières années. Les dépenses militaires sont passées de 158 milliards en 1981 à 300 milliards en 1990.

Au cours de la décennie, leur total cumulé a atteint 2 481 milliards de dollars... Alors même que l'Union soviétique a cessé d'exister, la Maison-Blanche et le Congrès s'approprièrent à affecter 1 500 milliards de dollars aux budgets militaires des 5 prochaines années. » (*The New York Times* du 27 avril 1992) (4).

L'effet d'entraînement des budgets de la Défense se traduit par le fait que le chiffre d'affaires des entreprises travaillant avec le Pentagone (il y en avait environ 38 000 en 1988) a augmenté 6 fois plus que celui des entreprises travaillant uniquement sous contrats privés, entre 1980 et 1985, période du grand bond en avant des dépenses militaires aux Etats-Unis.

La prise en main par l'Etat des dépenses de recherche aux Etats-Unis, et en

particulier des dépenses de recherche et développement (R et D) financées par les budgets militaires, a souvent été évoquée dans les années 60 et 70, et c'est une tendance qui ne s'est pas inversée mais au contraire s'est prolongée, malgré la venue au premier plan au cours des années 1980 des dépenses spéculatives et des politiques d'extorsion des remboursements de la « dette » des pays dominés.

« Les Etats-Unis de M. Reagan sont le seul pays de l'OCDE où le rôle de l'Etat dans le financement de la recherche s'est accru depuis 1981 au détriment de celui des entreprises. Non seulement l'Etat américain finance plus que les autres mais il transfère plus que les autres. La recherche financée par l'Etat est exécutée pour moitié par les entreprises aux Etats-Unis contre un tiers seulement environ dans la CEE et moins d'un dixième au Japon. Ainsi la R et D de l'industrie américaine est incomparablement plus subventionnée que n'importe laquelle de ses concurrents, particulièrement dans les secteurs clefs. L'administration américaine fait preuve d'une très grande continuité en la matière : le seul changement apporté par les années 80 aura été un accroissement sensible de la part du financement public dans la recherche industrielle ! Selon l'institut Battelle, elle est passée de 28 % en 1980 à 36 % en 1988. La contribution du gouvernement à la R et D des entreprises aux Etats-Unis est désormais plus élevée que l'ensemble des budgets de recherche de l'industrie japonaise ! » (6).

Cette croissance de l'intervention publique en matière de R et D ne peut s'expliquer si on ne prend pas en compte la place de la R et D à des fins militaires.

« Le système scientifique américain subit aujourd'hui une véritable militarisation qui accentue le déclin de la recherche publique civile. Le budget de celle-ci a baissé d'un tiers entre 1978 et 1987 ! Ainsi la part de la Défense dans le financement de la recherche universitaire a doublé en 10 ans. Dans l'industrie, le ministère de la Défense finance par exemple les deux tiers de la recherche en informatique ou dans l'aérospa-

tiale, et un bon tiers en micro-électronique. Une étude de l'Université de Harvard estime que la moitié environ de la recherche faite aux Etats-Unis est liée aux administrations de la Défense. » (7).

On constate que l'Etat américain intervient plus que ses partenaires dans le financement de la R et D industrielle, et dans des secteurs concernant les industries de la Défense (aérospatiale électronique, informatique et métallurgie).

La comparaison avec l'Allemagne (cf. tableau B ; source ministère de l'Industrie) et le Japon est particulièrement intéressante, car on voit comment ces deux pays longtemps privés d'une industrie d'armement depuis la Deuxième Guerre mondiale, ont moins recours aux subventions publiques directes en matière de R et D industrielle. Le Japon, souvent présenté par les journalistes vulgaires comme l'impérialisme qui monte face à l'Amérique qui décline, a une industrie qui sur le plan technique et organisationnel a démontré sa pugnacité, mais qui sur le plan de la recherche, et plus spécialement de la recherche fondamentale, est en situation de faiblesse par rapport à celle des Etats-Unis.

« Le gain des parts de marché ne mesure pas une compétence scientifique mais une qualité technique. Jusqu'à la fin des années 70 la réussite japonaise s'est faite à partir d'une technologie importée en majeure partie. Aujourd'hui elle est créée sur place mais la science ne l'est toujours pas. La part du Japon dans les publications scientifiques mondiales n'a quasiment pas changé depuis 1973 et n'atteint 10 % dans aucun grand domaine, soit moins du quart des Etats-Unis. Or la recherche de base devient de plus en plus vitale car tout l'élan de la recherche industrielle va vers le raccourcissement du chemin de la science à la technique. Le système américain est idéalement organisé pour cela et l'effort engagé depuis quinze ans se fait sentir. Le contenu scientifique des brevets déposés aux Etats-Unis est de plus en plus récent. En 1975 il y avait huit ans d'écart entre un

brevet et les publications scientifiques auxquelles il faisait référence. Dix ans plus tard il n'y a plus que 6 ans. Dans les biotechnologies l'écart est d'un an et demi seulement. Dans ces conditions, la maîtrise de la source scientifique est indispensable car l'expérience de première main met des années à se retrouver à partir des publications, et c'est même de moins en moins possible. Or l'analyse du contenu scientifique des brevets montre que le Japon prend du retard. Il est désormais bon dernier des grands pays. Un inventaire de 1986 révèle que ses bases scientifiques sont les plus anciennes.

Une mesure fine de cette situation a été entreprise de 1984 à 1986 dans l'électronique par un groupe d'universitaires américains. Plusieurs dizaines de domaines ont été analysés à trois stades : recherche de base, développement, ingénierie des produits. Le groupe a mené une enquête approfondie aux Etats-Unis et au Japon. Les résultats sont spectaculaires : le Japon prend un retard croissant dans presque tous les domaines de la recherche ; il se maintient à parité ou gagne du terrain dans presque tous les domaines de la technologie. » (8).

---

## SOUSSION A L'IMPERIALISME ET POLITIQUE DE LA II<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Au lendemain de la fin de la guerre du Vietnam, comme après la chute du Mur de Berlin, il a beaucoup été question du « désarmement » dans les discours et les articles de presse. Mais la guerre, la violence, la préparation de la guerre sont dans la nature du système impérialiste, qui voit les contradictions du capitalisme, découlant de la socialisation croissante de la production maintenue dans le cadre de la propriété privée, poussées à leur extrême. Et l'économie d'armement comme « champ d'accumulation privilégié » pour une poignée de magnats de l'industrie et de la finance, est liée à la nature même de l'impérialisme. Penser l'inverse c'est imaginer un impérialisme pacifique, c'est en fait imaginer une exploitation de la force de travail sans contradiction

Tableau B

**LA PRISE EN CHARGE DES ENTREPRISES  
AMÉRICAINES PAR L'ÉTAT**

Part de la recherche industrielle financée par l'État

En 1988	EU	FRANCE	RU	RFA	JAPON
Aérospatiale	76	62	61	ND	9
Équipements électroniques et composants	40	32	33	16	0,5
Informatique	40	18	14	7	1
Métallurgie	35	2,5	7	28	1,5
Moyenne pour l'industrie manufacturière	33	24	24	13	2

(Source : OCDE)

Tableau A

Dépenses militaires (Source : OCDE)	Dépenses militaires totales en pourcentage du PIB	
	1979-1980	1989-1990
Etats-Unis	5,3	5,7
Japon	0,9	1,0
Allemagne	3,3	2,9
France	3,9	3,6
Italie	2,1	2,3
Royaume-Uni	4,6	4,0
Canada	1,8	2,0
Autriche	1,3	1,0
Belgique	3,4	2,5
Danemark	2,4	2,1
Finlande	1,9	1,9
Grèce	6,0	5,7
Irlande	1,8	1,4
Luxembourg	1,1	1,1
Pays-Bas	3,2	2,8
Norvège	3,0	3,3
Portugal	3,5	3,0
Espagne	1,8	2,0
Suède	3,1	2,4
Suisse	1,9	1,6
Turquie	4,2	4,3
Australie	2,3	2,2
Nouvelle-Zélande	1,8	2,0
Total OCDE	3,6	3,7

de classes, la fin de la lutte des classes. Là est la liaison entre la politique pro-impérialiste des partis de la II<sup>e</sup> Internationale et leurs politiques pro-corporatistes. Derrière le discours moderniste il y a la plus servile adaptation aux besoins de l'impérialisme, comme on peut s'en rendre compte à la lecture du *Projet du Parti socialiste : un nouvel horizon*. Les exemples fourmillent. Ainsi sous le titre « *Changer le travail* », et présentant les pires attaques menées par le gouvernement bourgeois contre les conquêtes sociales comme une évolution progressiste, les auteurs du document proposent un nouveau compromis social qui est la soumission des travailleurs aux conditions de la concurrence sur un marché mondial capitaliste en crise :

« La flexibilité de l'entreprise vis-à-vis de son environnement n'aurait guère de sens si on ne retrouvait pas en son sein la même capacité d'adaptation. Toutes les techniques d'organisation de la production "juste à temps" sont en effet fondées sur une fluidité totale de l'information de l'entreprise. Il ne suffit plus de disposer de belles machines, ni de bons vendeurs, ni même de s'appuyer sur une gestion financière irréprochable. Il faut produire dans d'autres conditions, faire du changement du travail le cœur du nouveau modèle de production. »

C'est sur la base de cette mutation nécessaire de l'entreprise que peut s'élaborer un nouveau compromis social. Durant les quinze dernières années, les salariés de notre pays ont en effet subi une politique patronale dont l'orientation générale a consisté à remettre en cause certains aspects, positifs, du compromis des Trente Glorieuses — stabilité de l'emploi, augmentation régulière des salaires, haut niveau de protection sociale — tout en accentuant ses aspects négatifs — par exemple, aggravation de la taylorisation du travail.

Constatant l'échelle d'une telle attitude, les socialistes proposent au pays, aux salariés comme aux chefs d'entreprise, la construction d'un autre compromis social : échanger l'enrichissement du contenu du travail, l'accès à

une véritable citoyenneté dans l'entreprise, la reprise d'une politique d'augmentation régulière des salaires, en contrepartie d'un effort de qualification, de formation et d'implication plus forte des salariés dans le processus de travail.

Ainsi, comme dans toutes les périodes de progrès, se créerait un nouvel élan entre l'économie et l'agir collectif. Conçu de cette façon, le social devient un facteur de production, et donc de compétitivité : l'avenir appartient à ceux qui sauront développer les formations qualifiantes, la gestion prévisionnelle de l'emploi, la réduction des échelons hiérarchiques, la polyvalence, la réorganisation et la réduction du temps de travail. »

La citation est un peu longue, mais elle montre comment ces gens qui transforment la régression sociale en avancées, ces gens qui ont mis leurs pas dans ceux de Bush contre le peuple irakien, sont capables de lier Maastricht, cette construction du capital financier, à la paix, alors que la politique de l'impérialisme ne produit que la misère et la violence sur toute la planète.

---

## L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT ET LE PARASITISME

---

Le système social qui, pour imposer son pouvoir, doit consacrer une part importante de son revenu à la production de moyens de destruction n'est pas seulement condamnable du point de vue moral, c'est aussi l'expression d'un système parasitaire. En effet, les commandes militaires du gouvernement américain en premier lieu sont devenues à la fin de la guerre de Corée un volant d'entraînement de l'économie, une méthode de relance. Mais financées par l'impôt ces dépenses conduisent à utiliser une fraction du revenu national à des consommations de produits qui ne sont ni des biens d'équipements ni des biens de consommation, mais des produits de « luxe », des biens « inutiles » ; la plus-value réalisée dans les secteurs de l'armement n'est pas une plus-value nouvelle mais une plus-value détournée des autres secteurs d'activités.

Et la poursuite de l'accumulation réalisée dans les secteurs de la défense exige que l'Etat prélève chaque année de nouveaux impôts pour entretenir ce flux des dépenses improductives, et même un flux croissant. Or cette contrainte et les limites à la pression fiscale ont contribué à faire de la croissance des dépenses militaires (et des profits du secteur de l'armement) la principale source des déficits budgétaires et de l'endettement public.

---

### LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME ET L'EXPLOSION SPECULATIVE

---

La prise en charge par l'Etat bourgeois des contradictions de l'économie de marché ne fait que déplacer les problèmes. Ainsi pendant plus de trente ans après la Deuxième Guerre mondiale, l'Etat américain et dans sa foulée les autres Etats bourgeois ont développé des politiques dites interventionnistes : politiques de subventions des dépenses publiques (dont les dépenses militaires) destinées à contenir les mouvements de classes, concessions à caractère social, protectionnismes, nationalisations, politiques de « redistribution »...

Ces politiques étaient en relation avec les rapports entre les classes à l'issue de la guerre, où la bourgeoisie s'est vue contrainte d'acheter la « paix sociale ».

On peut reprendre ici du point de vue méthodologique l'analyse de Trotsky au lendemain de la Première Guerre mondiale.

« Les gouvernements européens avaient eu peur de la crise qui devait se produire après la guerre et avaient pris leurs mesures pour faire durer ce relèvement artificiel qui avait été provoqué par la guerre. Les gouvernements ont continué à mettre en circulation du papier monnaie en grande quantité, ils ont lancé de nouveaux emprunts, taxé les bénéfiques, les salaires et les prix du pain, ils couvraient ainsi une part des salaires des ouvriers démobilisés en puisant dans les fonds nationaux et créaient

une activité économique artificielle dans le pays. De cette façon, pendant tout ce temps, le capital fictif continuait à croître surtout dans les pays où l'industrie baissait.

Cependant le redressement fictif d'après-guerre a eu des conséquences politiques sérieuses : on peut dire non sans raison qu'il a sauvé la bourgeoisie. Si les ouvriers démobilisés avaient eu dès le début à souffrir du chômage, de l'abaissement du niveau de vie même comparé à celui d'avant-guerre, les conséquences auraient pu être fatales pour la bourgeoisie. » (9).

La bourgeoisie est une classe qui dans les limites du mode de production se défend et combat. Les redressements fictifs, sur la base de l'endettement des Etats et ensuite de toute la société, lui donnent le temps pour se préparer à de nouveaux affrontements ; mais préparée ou non, elle devra passer à la caisse, car les traites devront un jour être honorées et le capital financier tentera de les faire prendre en charge par les salariés et la population laborieuse dans son ensemble.

---

### LES CONTRADICTIONS DU PARASITISME

---

Tant que les rapports de production capitalistes ne seront pas détruits, les capitalistes, qui se battent pour préserver leurs profits, chercheront par tous les moyens à contrecarrer les tendances à l'effondrement de leur système. Même à l'époque ascendante du capitalisme, les tentatives d'aller au-delà des limites que tracent concrètement les rapports de production sont apparues avec le développement de la banque et des Bourses. A cette époque, cependant, il s'agissait là primordialement de moyens subordonnés à la concentration et à la centralisation du capital qui — au travers des contradictions du système capitaliste — allaient dans le sens de la constitution du marché mondial et du développement des forces productives.

Aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme décadent et pourrissant, de la

domination des Etats rentiers, des banques et des monopoles, le recours en permanence au parasitisme et à la spéculation comme fondements de la recherche du profit au détriment des activités productives (désindustrialisation) caractérise à la fois l'incapacité du système capitaliste à développer les forces productives, et les conséquences de la domination de « *l'oligarchie financière* ».

## LES SOURCES DU PARASITISME

On s'attachera plus particulièrement à définir, parmi les sources du parasitisme qui se manifestent dans les premières périodes du capitalisme, celles qui sont liées plus particulièrement au capital de prêt, à la dette publique, au capital par actions et à la spéculation boursière : sans revenir ici sur les fonctions de la monnaie, constatons que c'est dans la sphère monétaire et financière que le parasitisme prend sa source, là où il est possible, parce que les valeurs réelles sont seulement représentées par des titres ou des signes monétaires, de s'approprier une fraction de la plus-value produite ou à venir, en développant des marchés ou s'échangent les monnaies (devises), les titres (actions obligations), les bons du Trésor, et toutes les créances, qui représentent une valeur réelle ou fictive, et selon des lois qui semblent un temps échapper à la loi de la valeur.

Le capital de prêt, c'est le pouvoir du détenteur de prélever quoi qu'il arrive une fraction de la plus-value produite par le capitaliste dans le procès de production réel. Le prêteur avec A (la forme argent du capital) obtient A' (le capital prêté plus les intérêts), en passant pour ce qui le concerne au-dessus de la production.

Avec la croissance de la production, le développement de la taille des entreprises, l'élargissement de l'accumulation, une centralisation du capital s'est opérée, qui voit le rôle des banques s'affirmer. La plus-value dégagée par les capitalistes n'est pas immédiatement reconvertie en capital de production, elle

est épargnée sous forme de dépôts rémunérateurs ou de placements. Cette masse d'argent est à son tour utilisée par les banquiers pour faire des avances aux capitalistes qui veulent investir sans disposer des sommes suffisantes. Cela d'une part permet au capital bancaire, aux prêteurs de s'approprier une fraction de la plus-value, et d'autre part aux banquiers d'utiliser leurs créances comme autant d'actifs à partir desquels d'autres opérations de prêts sont possibles. Car le propre du banquier n'est pas de prêter son argent, ni même seulement celui des autres (ce qu'il fait bien entendu !) mais surtout de prêter par l'écriture, sur la base non d'un trésor mais des multiples créances qu'il détient. Le crédit est ainsi la source d'un marché monétaire, au-delà de la production réelle et même bien au-delà de la production à venir.

Parmi les créances détenues par les banques il faut distinguer celles qui correspondent à l'endettement de l'Etat, c'est-à-dire les bons du Trésor, titres de la dette publique.

L'Etat finance ses dépenses par l'impôt et lorsque ces derniers sont insuffisants, il vend des bons du Trésor c'est-à-dire emprunte. Mais l'Etat n'est pas un capitaliste qui emprunte pour produire et dégager une plus-value, sur laquelle il rembourse par l'intérêt ses créanciers ; non, il consomme l'argent emprunté et remboursera grâce à de nouveaux impôts ou de nouveaux emprunts. Mais les bons du Trésor, eux, vont continuer à vivre dans les comptes des banquiers, servir d'une part de base à de nouveaux projets, et d'autre part alimenter un marché très spécifique qui est le marché financier dont la Bourse représente l'une des principales institutions. Pour Marx, la dette publique est une des principales formes du capital fictif, qui ne correspond à aucun capital réel, car ce dernier a été « mangé ».

Mais il y a aussi sur le marché financier d'autres titres, en particulier les actions, les obligations, et toutes les nouvelles « inventions financières » de ces dernières années (MATIF, bons de

souscription, fonds communs de placement). La constitution de sociétés par actions, qui répondait à un besoin de centralisation et de concentration du capital, a été en même temps l'occasion d'élargir considérablement le champ de la Bourse et de la spéculation. Les actions représentent un droit pour son propriétaire sur les bénéfices distribués de la société, en proportion du montant de l'action dans le capital total.

En outre, les actions ne sont pas seulement des formes, risquées, d'épargne, pour les capitalistes, elles sont aussi un objet de spéculation boursière. Le cours des actions, c'est-à-dire le prix auquel elles s'échangent, est variable, même s'il doit refléter les anticipations des capitalistes quant aux bénéfices distribués à venir. Ainsi l'assurance de futurs bénéfices ou au contraire de futures pertes influence dans des sens opposés les offres d'achat ou de vente. La spéculation est sensible à toutes sortes de rumeurs, fondées ou non, ce qui explique les comportements des financiers. Lorsque General Motors a annoncé son plan de 79 000 licenciements, les cours des actions General Motors à Wall Street se sont élevés, car les restructurations annoncées vont pour les capitalistes dans le sens d'une amélioration de la rentabilité de l'entreprise et donc de futurs profits.

Mais le marché des actions est lui aussi un marché spéculatif, de capitaux fictifs. Car si le capital que représentent les actions est un capital réel (des équipements, des machines...), il ne peut exister deux fois : une fois comme capital réel, et une fois comme valeur capitale sous forme d'actions. Pourtant la sphère de la Bourse est devenue le lieu d'échange de ces actions, et de spéculations qui voient leurs cours souvent atteindre des montants sans rapports immédiats avec la réalité. Mais c'est un lieu où le capital financier trouve la possibilité de faire de l'argent avec de l'argent (A-A').

Cependant, il faut bien voir qu'à l'époque du capitalisme de concurrence, la spéculation se greffait sur une expan-

sion réelle de l'économie qu'elle tentait d'amplifier, au-delà de ce que les marchés pourraient donner. Et lorsque les crises de surproduction éclatèrent, les bulles spéculatives se volatilisèrent, la Bourse et la Banque étant alors les lieux de faillites spectaculaires. Mais les crises étaient des phases de réajustement, permettant une nouvelle expansion du capital, une nouvelle reprise de l'accumulation, dans de nouveaux secteurs productifs, sur de nouveaux marchés. Les tendances au parasitisme, à un capitalisme vivant du capital de prêt, des spéculations, des manipulations boursières et monétaires, Marx les entrevoyait dès la jeunesse du capitalisme, comme il décelait dans les mécanismes de ce système ses tendances à l'effondrement. Mais c'est dans le passage à son stade impérialiste que les tendances au parasitisme du capitalisme vont peu à peu devenir une donnée permanente et essentielle du fonctionnement d'un système où les intérêts de la classe dominante, concentrés dans les intérêts du capital financier, sont totalement inconciliables avec les intérêts de l'humanité tout entière.

---

### **LA PARASITISME REPORTE ET AGGRAVE LES CONTRADICTIONS**

La principale expression du parasitisme de notre époque c'est l'endettement de l'Etat américain et ensuite des autres Etats. Les emprunts publics fournissent les titres qui à leur tour alimentent les spéculations.

L'économie d'armement, et toutes les autres formes de dépenses publiques liées à la préservation des profits, dans les rapports politiques donnés entre les classes, contribuent à une augmentation de l'endettement public au point que le poste budgétaire de la « dette publique » risque, les taux d'intérêt réels étant de plus en plus lourds, de devenir un des plus importants.

L'impôt et l'endettement public opèrent un détournement de plus-value vers les secteurs bénéficiaires (secteurs de l'armement, des travaux publics...) et le

capital financier prêteur. De manière générale, le parasitisme spéculatif qui fait de l'argent avec de l'argent opère lui aussi une répartition de la plus-value existante en sa faveur. Si l'économie fictive entraîne l'économie réelle, elle pèse aussi sur les taux de profit par cette ponction de plus-value, sans elle-même participer à la création de valeurs nouvelles. Et cela même si dans les secteurs parasitaires (armement, banques, finances...) des milliers de travailleurs sont surexploités, et donc semblent produire de la plus-value supplémentaire.

Il n'en est rien, et on peut comparer sur ce point l'activité menée dans les secteurs parasitaires, spéculatifs, à celle menée dans les activités de services, et en particulier dans les activités que Marx avait étudiées (10), comme le commerce :

« Le rapport du capital marchand à la plus-value est autre que celui du capital industriel. Celui-ci produit de la plus-value en s'appropriant directement du travail d'autrui non payé ; celui-là s'approprie une fraction de cette plus-value en se la faisant transférer par le capital industriel. »

Ensuite Marx précise :

« Tout comme le travail non payé de l'ouvrier crée directement de la plus-value pour le capital productif, le travail non payé du salarié commercial procure au capital marchand une participation à cette plus-value. »

Toute l'activité du capital financier est ainsi d'obtenir une participation à la plus-value nouvelle produite dans les secteurs productifs — avec ou sans travail salarié d'ailleurs, tout dépend de l'ampleur du parasitisme — par les intérêts sur le capital de prêt :

— par la hausse des prix sans augmentation de la valeur (coût de production) dans le cas des spéculations immobilières, pétrolières, sur la drogue... ;

— par toutes les formes de brigandage impérialiste (quand le FMI impose des dévaluations) ;

— par les hausses boursières.

En démontrant que depuis le début du siècle, l'économie capitaliste était entrée dans sa phase où domine l'oligarchie financière, Lénine insistait aussi sur « le parasitisme et la putréfaction de l'impérialisme ». Et la domination croissante du capital financier par la centralisation et la concentration croissante des capitaux soumet l'activité industrielle, mais aussi agricole, à des stratégies ni industrielles, ni agricoles, et encore moins sociales, mais financières. Et une poignée de financiers, s'ils en ont les moyens politiques, peuvent détruire la sidérurgie en Europe, mettre au chômage des milliers de travailleurs et placer leurs capitaux dans des activités plus « rentables ».

Ces prélèvements parasitaires de plus-value réduisent les taux de profit. Mais ils ne sont pas les seuls. Pour cela, relisons encore Marx, pour mieux comprendre la place des activités de services, qui ne sont pas toutes parasitaires :

« Le capital marchand n'est absolument rien d'autre que la forme autonome du capital industriel affecté au procès de circulation : toutes les questions qui la concernent doivent donc être résolues en posant le problème comme si les phénomènes particuliers au capital marchand n'apparaissaient pas encore comme autonomes, mais toujours en connexion directe avec le capital industriel, comme une de ses branches. Au bureau, se distinguant en cela de l'atelier, le capital marchand fonctionne constamment dans le procès de circulation. » (11).

C'est par rapport à l'activité productive que Marx relie toutes les autres activités :

« Il est évident, poursuit-il, que dans la mesure où s'élargit l'échelle de production, augmentent aussi les opérations commerciales... Calcul des prix, comptabilité, caisse, correspondance ont leur place ici. Plus l'échelle de production est développée, plus importantes sont les opérations commerciales... donc aussi le travail et les autres frais de circulation. »

Mais les dépenses en salaires correspondant à ces activités sont uniquement destinées à du « *travail consacré à réaliser des valeurs déjà créées. Comme toute dépense de cette sorte, elle diminue le taux de profit parce que le capital avancé augmente sans qu'augmente la plus-value.* »

L'analyse de Marx peut être projetée à notre époque, et pour la réfuter il faut réfuter la loi de la valeur, qui s'exprime dans l'économie capitaliste dans l'exploitation du travail salarié par la classe des propriétaires des moyens de production, autrement dit il faut réfuter la lutte des classes, que Marx et Engels n'ont pas inventée !

Pour l'oligarchie financière, la production capitaliste est, comme pour tout capitaliste, une forme d'appropriation de la valeur nouvelle contenue dans les marchandises, de la plus-value issue de l'exploitation de la force de travail. Mais la production dans l'économie de marché capitaliste met en mouvement des millions d'hommes, dans une division du travail de plus en plus imbriquée, et cette production s'entoure en amont et en aval d'une multitude d'autres activités, entretenues par les revenus issus de la production. Activités utiles, même si elles ne sont pas productives (productives en valeurs nouvelles), comme la santé, l'instruction, les loisirs, ou activités socialement « inutiles » de services liés à la concurrence entre capitalistes, à la présence parasitaire des Etats, ou au parasitisme lui-même, pur, du capital financier. On trouve ainsi successivement des services comme la publicité (jusqu'à 5 % du PIB dans les pays capitalistes développés), les études, le conseil, la communication, ensuite des institutions de l'Etat bourgeois, la police, l'armée, et enfin les activités parasitaires du capital financier, la Bourse et toutes les fonctions des banques et organismes financiers liées aux diverses spéculations. Toutes ces activités vivent sur la plus-value dégagée dans la production de marchandises qui permettent aux hommes de vivre. La baisse de rentabilité du capital menace de précipiter la

crise d'abord dans la sphère financière (Bourses et banques — où s'accumule le capital fictif). Lorsque cela se produit, il appartient aux capitalistes, si les conditions politiques le permettent, de restaurer la rentabilité du capital en détruisant le capital excédentaire et en le remplaçant par du capital plus productif, et c'est ce processus qui conduit à expulser massivement les hommes et les femmes des activités industrielles. Mais pas seulement industrielles, car il faut aussi réduire les frais de circulation du capital, et pour cela les capitalistes s'efforcent de renforcer la productivité des secteurs des services (banques, assurances, concurrence, administration) et donc de licencier.

La concurrence par la productivité et la compétitivité conduit à tout détruire, d'abord les emplois, ensuite les composantes des revenus des salariés et des retraités (salaires directs et indirects), à rentabiliser du point de vue du capital toutes les activités publiques (enseignement, santé...) et à les réintroduire dans la sphère de l'économie privée.

---

### LA POLITIQUE IMPULSEE PAR LE CAPITAL FINANCIER AU DEBUT DES ANNEES 80 : RESTRUCTURATIONS ET SPECULATIONS

---

Dans les années 1960-1970, les déficits publics croissants, l'endettement progressif des économies nationales, la recherche de solutions à court terme dans l'inflation ne faisaient que différer les échéances, qui risquaient de se présenter dans des conditions de plus en plus explosives, en ajoutant les délais aux délais. Les politiques fondées sur un endettement généralisé des Etats, des entreprises, des « consommateurs », ne peuvent se concevoir qu'avec des taux d'intérêt « attractifs », sinon l'endettement devient insupportable. Mais les lois de l'accumulation capitaliste étant ce qu'elles sont, la dégradation des conditions de mise en valeur du capital (les taux de profit) se manifeste au grand

jour. Et c'est ce qui a commencé à se produire à partir du milieu des années 60 (cf. graphique C) où peu à peu il est apparu que la productivité et la rentabilité tendaient à fléchir.

Il s'agit, rappelons-le, de la double manifestation du processus mis en évidence par Marx : accumulation et taux de profit. La faiblesse des taux de profit décourage l'accumulation, et exige une destruction des forces productives (dévalorisation et destruction du capital). Encourager la poursuite de l'accumulation par de nouvelles dépenses publiques, de nouveaux crédits, s'accompagne alors progressivement d'une montée de l'inflation. L'inflation n'est pas autre chose que la tentative par le capital financier d'imposer par la hausse des prix un nouveau partage de la valeur ajoutée défavorable aux salariés, aux retraités, aux profits des petits capitalistes. Mais les rapports entre les classes et en particulier les positions acquises par les travailleurs (syndicats, conventions collectives, indexations...) peuvent leur permettre de lutter contre la vie chère et d'obtenir des augmentations de salaires compensatoires. Ainsi, dans les années 1970, jusqu'à 1982-1983, l'inflation a pris peu à peu forme, risquant de conduire à l'hyper-inflation, sans que les besoins du capital de redresser ses profits ne soient satisfaits. Avec l'inflation, les taux d'intérêt se sont pendant plusieurs années révélés négatifs, les taux d'inflation étant supérieurs aux taux d'intérêt nominaux.

Dans ce contexte général, la concurrence entre les impérialistes et les différents secteurs du capital s'est accentuée. La hausse des prix du pétrole correspondait à une tentative de détournement par « l'impôt pétrolier » d'une fraction de la plus-value mondiale au bénéfice des secteurs bancaires et pétroliers, et au bénéfice aussi des pays détenteurs de ressources pétrolières comme les Etats-Unis. Mais fin 1979, l'inflation mondiale avait « mangé » les hausses de prix pétroliers.

Les banques internationales, qui géraient les flux des « pétro-dollars »,

ont proposé des prêts aux gouvernements des pays du « tiers monde », et placer de tels prêts n'était pas difficile quant on connaît les liens de dépendance de la plupart de ces gouvernements à l'égard des puissances impérialistes et du capital financier (prêts en partie à taux d'intérêt variables indexés sur le taux du marché inter-bancaire à Londres — le LIBOR). Avec la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, surtout à partir de 1980-1982, la politique du « dollar fort » de Reagan, les pays débiteurs ont été étranglés par le coût des remboursements et le coût élevé des importations payées en dollars.

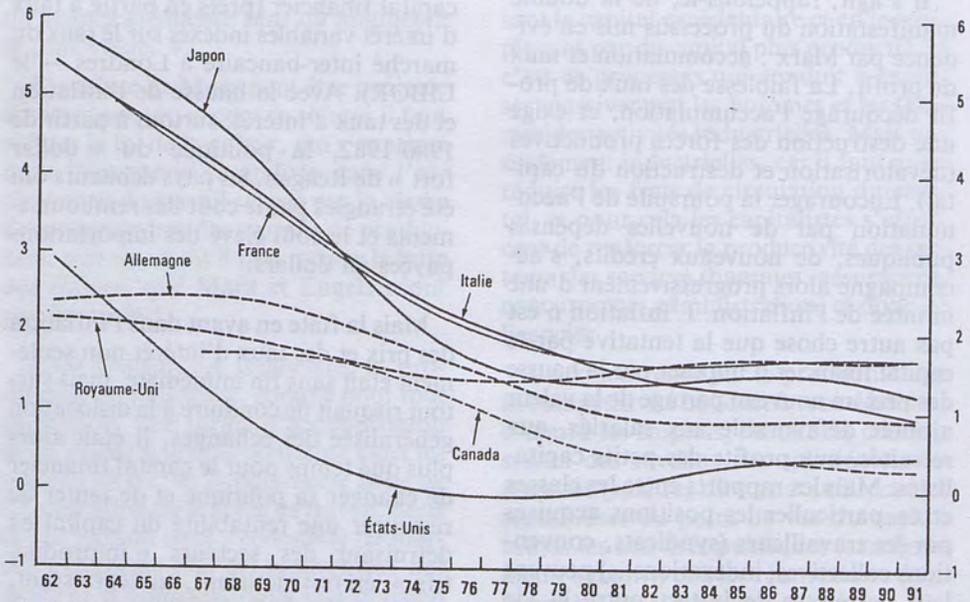
Mais la fuite en avant dans l'inflation des prix et des taux d'intérêt non seulement était sans fin immédiate, mais surtout risquait de conduire à la dislocation généralisée des échanges. Il était alors plus que temps pour le capital financier de changer sa politique et de tenter de restaurer une rentabilité du capital en détruisant des secteurs « improductifs », en restructurant, en dégraissant, en délocalisant d'autres secteurs, et en impulsant un ensemble de politiques (de flexibilité de déréglementation...) qui partout se concentrent en un objectif : réduire massivement le coût de la force de travail pour élever la part de travail non payé. Ce qui exige de détruire les positions conquises par les travailleurs : la législation sociale, mais aussi les syndicats indépendants !

L'analyse faite par l'OCDE de ce retournement de politique éclaire l'ensemble des orientations développées depuis le début des années 1980 par l'impérialisme US, les autres bourgeoisies et les organismes internationaux, FMI, Banque mondiale, OCDE et CEE. Elle montre aussi que ce retournement n'a été possible que par la décision du gouvernement des Etats-Unis, et ensuite l'alignement de tous les gouvernements de « droite » comme de « gauche » unis dans une même politique réactionnaire :

« Dans les années 70, on s'accordait à reconnaître que les pays de l'OCDE étaient en butte à un problème d'infla-

## Graphique C

(Source : OCDE)

Graphique A. Évolution de la productivité totale des facteurs (1)  
Pourcentage de variation

1. La croissance de la productivité globale des facteurs est égale à la croissance de la production de laquelle on a retranché la moyenne pondérée des croissances des facteurs de production. Les poids utilisés sont une moyenne

sur plusieurs périodes de la part des revenus de facteur. La tendance a été calculée en utilisant un filtre Hodrick- Prescott qui correspond en gros à des moyennes mobiles centrées.

tion, comme en témoigne l'étude "Inflation : le problème actuel" publiée par l'Organisation en 1970. Le n° 7 des *Perspectives économiques*, paru en juillet 1970, alors que l'inflation dans la zone de l'OCDE frôlait le 6 %, attirait l'attention sur le "(...) risque d'une inflation généralisée et de plus en plus rapide... (résultant) en partie des succès mêmes... des économies modernes (qui) ont réussi à élever les niveaux de vie, (ce qui) a fait naître de grandes exigences pour l'avenir". La stratégie visant à maîtriser l'inflation — dont il était explicitement reconnu qu'elle n'agirait qu'après un certain délai — consistait "...à redonner à l'économie... un taux normal de croissance, mais à un niveau de pression de la demande plus faible qu'auparavant". Toutefois, "étant donné le caractère persistant de la hausse des prix, on peut craindre..." (même s'il se produit une accalmie ou une brève période de désinflation),

"...qu'elle ne recommence à s'accélérer fortement dès que la croissance aura repris un rythme normal". Par conséquent, "...il importe qu'une politique restrictive ne soit pas assouplie prématurément mais qu'elle soit poursuivie avec fermeté et discernement".

Ce message sans ambiguïté concernant l'orientation de la politique économique face à la montée des pressions inflationnistes n'a pas été universellement reçu.

En 1975, la production de la zone de l'OCDE a baissé, tandis que l'inflation a atteint près de 11 %. La production s'est quelque peu redressée par la suite et l'inflation s'est ralentie, mais jusqu'à la fin de la décennie les responsables de l'action gouvernementale ont été divisés sur l'action à mener alors que la croissance de l'activité ne retrouvait pas le rythme escompté, tandis que l'inflation restait obstinément élevée. » (12).

La crise politique aux Etats-Unis après la chute de Nixon et la défaite au Vietnam entravait le dispositif de l'impérialisme, dont les grands axes avaient été tracés par le même Nixon dans son discours du 15 août 1971 (13).

La division entre les impérialistes ne relevait pas de questions de doctrines économiques mais des hésitations à mettre en œuvre des politiques risquant de déclencher l'explosion sociale.

En l'absence d'une politique d'ensemble de l'impérialisme, les tendances à la dislocation ne pouvaient que s'exacerber, comme le montra le « second choc pétrolier » :

« Le deuxième choc pétrolier a porté à son paroxysme le débat sur la meilleure façon de venir à bout d'une situation caractérisée par une inflation en hausse et une croissance médiocre de la production — l'une et l'autre subissant les effets négatifs de la flambée des prix du pétrole. Les changements de gouvernements aux Etats-Unis et au Royaume Uni ont hâté l'expérimentation de solutions nouvelles, même si la réflexion économique s'orientait déjà dans ce sens. La stratégie qui est apparue privilégiait la maîtrise de l'inflation ; à cet effet, il était jugé indispensable de limiter la croissance de la masse monétaire. L'accent était mis sur la nécessité d'inscrire la politique budgétaire dans un cadre à moyen terme avec, dans la plupart des pays, une réduction du déficit budgétaire et de la taille du secteur public. Cette stratégie visait en outre à inverser la tendance à l'accroissement des rigidités structurelles. » (14).

En optant pour une réduction de la masse monétaire, les impérialistes décidaient de réduire le crédit (par la hausse des taux d'intérêt), et en se prononçant pour une réduction des déficits budgétaires ils mettaient le doigt sur la source de tous les endettements, mais en même temps sur la « méthode » choisie jusqu'alors pour différer les contradictions. Selon l'OCDE, « ce changement de cap reflétait notamment les facteurs suivants », qui s'inscrivent dans ce qui deviendra le cœur de la politique d'ajustements structurels du FMI :

« — Le souci de réduire la taille du secteur public résultait du fait que les dépenses totales moyennes des administrations publiques dans la zone de l'OCDE étaient passées de 28 % du PNB en 1960 à 32 % en 1970 et à plus de 39 % en 1980.

— Il était admis de plus en plus qu'un accroissement de la flexibilité et une intensification de la concurrence seraient bénéfiques pour les économies de l'OCDE.

— Il était aussi généralement reconnu que pour dompter l'inflation et ramener la répartition des facteurs et la rentabilité vers des niveaux plus propices à un investissement soutenu, il faudrait que les économies fonctionnent pendant un certain temps avec une assez grande marge apparente de ressources inutilisées. »

Les conséquences de cette politique déflationniste sont connues :

— Dans les pays industrialisés de l'OCDE, le chômage a doublé entre 1978 et 1983, passant de 18,8 millions de chômeurs à 32,3 millions.

— Le travail précaire est devenu, avec les dérèglementations et la flexibilité, une forme courante d'emploi, se substituant peu à peu au travail à contrat à durée indéterminée.

— La pauvreté a progressé en Europe et aux Etats-Unis, touchant plus de 100 millions de personnes dans les pays industrialisés.

— Les grands secteurs industriels : sidérurgie, chantiers navals, métallurgie, textile, automobile, ont été brutalement démantelés, restructurés, et dans certains pays liquidés.

— Une part croissante de la production des grands groupes industriels est réalisée dans les pays à faible coût de main-d'œuvre et dans les zones libres.

— Dans les pays dominés, la stratégie de la dette a été organisée dans le cadre du FMI et de la Banque mondiale pour piller les peuples.

Sur la base de ces restructurations, de la dévalorisation du capital immobilisé, des dévaluations imposées aux pays

endettés, les profits capitalistes se sont redressés, tandis qu'une part croissante de la population mondiale était rejetée vers la pauvreté et la misère.

---

### LES ANNEES 1980 : UNE EXPLOSION DE LA SPECULATION

---

Entre 1982 et 1989, dans les grands pays capitalistes, la part des profits s'est renforcée dans la valeur ajoutée au détriment de la part des salaires. Mais les profits ne vont que très partiellement relancer l'investissement, sinon sous trois formes :

— Les investissements de modernisation ou de productivité, c'est-à-dire le remplacement des équipements par des équipements plus sophistiqués, permettant des économies de main-d'œuvre et donc une amélioration de la productivité.

— Les fusions-acquisitions, c'est-à-dire l'achat d'entreprises existantes, déjà rentables, dont la rentabilité financière peut être améliorée par des regroupements, des rationalisations, des concentrations...

— Les « investissements financiers » dont l'objectif est purement spéculatif.

Les deux premières formes d'investissement ont conduit à une destruction d'emplois surtout dans l'industrie. Le graphique repris du livre de Philippe Delmas *Le Maître des Horloges* montre comment dans les pays de l'OCDE, la production industrielle a pu globalement progresser (malgré des ralentissements) avec depuis 1980 une chute rapide des emplois (cf. graphique D).

---

### LA DESINDUSTRIALISATION DANS LES PAYS DE L'OCDE

---

De 1975 à 1988, dans les secteurs industriels de base (sidérurgie, textile, chantiers navals), l'emploi a diminué de moitié dans les pays de l'OCDE. Et la modernisation dans tous les secteurs a

soit réduit les emplois, soit empêché la création d'emplois.

Ainsi d'années en années, la part des emplois industriels ne fait que décroître, ce qui ne veut pas dire que mesurée en volume la production industrielle décroît, c'est seulement la forte croissance de la productivité qui explique la chute des emplois industriels.

Ainsi en France, depuis 1975, le nombre d'ouvriers, croissant jusque-là, a commencé à décliner non seulement en proportion de la population active mais en valeur absolue, passant de 8 118 000 en 1975 à 7 258 000 en 1989.

Aux Etats-Unis, les emplois dans l'industrie manufacturière ne représentaient que 17,3 % du total des emplois non agricoles en 1990, contre 22,4 % en 1980 et 27,3 % en 1970.

L'électronique et l'informatique sont à la base des progrès de productivité obtenus, et s'intègrent dans les coûts de production sous la forme du capital constant fixe (équipement) ou circulant (frais de R et D, d'information, de télécommunication...) pour une part de plus en plus forte, par opposition au travail (capital variable).

« Les biens produits depuis 15 ans contiennent de plus en plus d'intelligence. Tel est le cœur du découplage entre la croissance de l'investissement industriel et celle de l'emploi. Il s'agit de la substitution de l'information au travail comme principal facteur de production.

Cette révolution se mesure bien d'ailleurs au fil des générations de produits industriels. La main-d'œuvre représente environ 20 % du coût direct de production d'une automobile et l'information incorporée (R et D, tests, contrôles et automatismes) 40 % ; pour un médicament c'est 12 % et 60 %, pour un circuit électronique 8 % et 80 %. Ces derniers offrent de spectaculaires exemples de découplage purement dû à l'information contenue car il n'y a pour ainsi dire pas de matières premières : du silicium (c'est-à-dire du sable !) et un peu d'énergie, tout le reste est de l'intelligence dont l'intensité se mesure dans le coût des générations successives d'usi-

nes qui double tous les 4 ans à effectifs constants. » (15).

Progrès technologiques entièrement tournés contre l'emploi, et dont les bénéfices ne servent nullement à élargir le champ d'accumulation mais servent soit à de nouvelles économies de travail, soit à la spéculation.

S'en étonner serait oublier que l'activité économique mondiale est dominée par le capital financier. La domination du capital financier s'exprime dans toutes les sphères de l'activité économique, mais elle pèse tout particulièrement sur le secteur de l'industrie, sur lequel elle imprime tout son caractère parasitaire. Pour les détenteurs et gestionnaires du capital, tout se résume dans la recherche de la rentabilité, dans l'obtention d'un taux de profit suffisant, et alors peu importe l'objet de la production, la valeur d'usage. « *L'objectif final de l'entreprise n'est pas de faire des bateaux mais de faire de l'argent* », déclarait un président d'un chantier naval dans une circulaire au personnel (16). Et lorsqu'elle n'est pas jugée rentable, les capitalistes s'en séparent, la vendent, d'où un incessant mouvement de fusions/acquisitions et d'OPA. Ainsi de 20 % en 1980, la revente dans l'année des actifs achetés par fusion/acquisition est passée à 75 % en 1987. C'est le Monopoly du capital financier !

Illustration du même mouvement, le taux de rotation des titres à la Bourse de New York (part des titres ayant changé au moins une fois de main dans l'année), qui était passé de 20 à 30 % entre 1970 et 1979, atteint 70 % dans les dix années suivantes.

Ces opérations de fusion/acquisition s'accompagnent de restructurations : ici on liquide le département de recherche-développement, là on licencie.

Selon Philippe Delmas,

« depuis 1973, les deux tiers des nouveaux sites industriels des 500 premières entreprises manufacturières américaines ont été non pas construits mais

achetés. En revanche, 15 % seulement des usines existantes en 1970 ont été agrandies. Dans une optique purement financière, l'investissement en capital fixe est une source de fragilité tant par son ampleur que par le temps qu'il demande pour être réalisé, valorisé et amorti. » (17).

Et l'auteur en conclut : « *Il vaut mieux acheter que faire.* » Nous avons là une expression du fonctionnement du capital financier, c'est-à-dire de la guerre que se livrent une poignée de magnats pour se partager et se repartager les entreprises, comme d'autres achètent et revendent aux enchères des tableaux de maîtres.

Dire que cette logique parasitaire se fait au détriment de l'investissement productif n'est pas une phrase creuse quand on sait que

« de 1983 à 1988, les 16 500 opérations de fusions/acquisitions ayant eu lieu aux Etats-Unis ont mobilisé chaque année l'équivalent de l'investissement en outillage et équipement de l'ensemble de l'industrie manufacturière américaine ! » (18).

En France, l'ensemble des placements financiers des sociétés « *a été multiplié par 3 entre 1985 et 1990 alors que le capital productif ne croissait dans le même temps que de 28,5 %* » (19).

En dix ans, les placements financiers des sociétés étaient multipliés par 9 ; de telle sorte que les actifs financiers dans les comptes de patrimoine des sociétés sont devenus supérieurs aux actifs non financiers (équipements, stocks, bâtiments) depuis 1987, et représentent actuellement 55 % des actifs.

Pourquoi un tel engouement pour les placements financiers, alors que les taux de rentabilité indiquaient une amélioration depuis 1983 ? Un des grands patrons du capitalisme français donne sa réponse dans un entretien au *Figaro* :

Selon Vincent Bolloré,

« l'obsession du court terme explique une grande partie du déclin de l'industrie américaine. Là-bas les industriels sont obligés de "sortir", chaque trimestre, des résultats de plus en plus élevés

pour satisfaire leurs actionnaires. Dans ces conditions ils ne peuvent plus exercer efficacement leur métier d'industriels. Car l'industrie, par nature, est un secteur où l'investissement ne rapporte pas avant deux ou trois ans. L'industrie c'est le long terme, la durée. »

Et Vincent Bollore déplore que « *L'Occident dans son ensemble a souffert de ce capitalisme à court terme et a épuisé ses entreprises industrielles* » (20). Mais il y a déjà 76 ans que Lénine démontrait que le stade impérialiste du capitalisme se caractérisait en particulier par la domination du capital financier sur l'activité industrielle. Cette démonstration s'est encore accentuée au cours des dix dernières années, en intégrant encore plus directement l'activité industrielle dans la sphère du parasitisme financier, comme le montre, bien involontairement, la « *Lettre de conjoncture de la BNP* » déjà citée, qui observe que l'accumulation des actifs financiers par les sociétés « *a été particulièrement encouragée par la forte croissance de la Bourse... Les firmes ont été invitées à placer parce qu'elles entrevoyaient des rendements élevés.* »

Précisons cependant que si la croissance de la Bourse se fonde sur le redressement des profits, elle a aussi très fortement été encouragée et entretenue par la politique de l'Etat.

Par la création d'innovations financières (nouveaux instruments spéculatifs) et la déréglementation, et aussi par une politique fiscale au service des capitalistes.

« Si on prolongeait (de façon exponentielle) la tendance 1980-1985 jusqu'en 1991, le stock de placements des sociétés ne serait égal qu'à la moitié de ce qu'il en est en réalité. Tout s'est passé comme si la création de titres du marché monétaire avait fait sortir les placements des entreprises de leur tendance de long terme en provoquant un choc sur les produits traditionnels. Cette relation est passée notamment par l'intermédiaire de la baisse des coûts de transaction, induite par les innovations financières. Les nouveaux produits à court terme permettent de limiter la détention d'encaisses non rémunérées

ou de placements à court terme traditionnels pour lesquels les coûts de transfert sont élevés. Ils ont par la suite exercé un effet d'entraînement sur d'autres marchés comme celui des obligations : les billets de trésorerie, les certificats de dépôt, les obligations à court terme ou les bons du Trésor négociables ont tous absorbé des fonds qui ont été libérés par les nouvelles techniques de gestion. Ils ont induit une modification du comportement de passifs des firmes qui s'est ensuite reportée sur le comportement d'actifs. Avec l'expansion qui a débuté fin 1987, le désir de rendement s'est accru. Disposant des moyens techniques et humains suffisants, les entreprises (notamment les grandes) ont pu rapidement tirer avantage de tels changements.

Les innovations financières ont cependant bénéficié d'un environnement fiscal particulièrement favorable. Au moment où elles sont apparues, la fiscalité créait une distorsion de traitement au profit des opérations financières ; le taux de l'impôt sur les sociétés dépassait de près de 30 points celui des plus-values financières à long terme. » (21.)

En dix ans, l'impôt sur les bénéfices des sociétés est passé de 50 % à 34 %, dégageant une part croissante des profits pour la spéculation.

La place de l'Etat dans la spéculation n'est pas un simple facteur favorable. Elle est la source principale du parasitisme. C'est toujours à partir de son activité que l'Etat impérialiste dégage les multiples formes que le capital financier utilise pour son activité spéculative parasitaire.

L'Etat n'est pas neutre, on le sait. Flexibilité, déréglementation et blocage des salaires d'une part, subventions et baisse de la fiscalité sur les profits d'autre part. L'intervention de l'Etat repose toujours sur la dette publique. La dette publique est financée par l'emprunt, l'émission de bons du Trésor, ou obligations des grandes entreprises publiques.

Et les besoins croissants de l'Etat en capitaux pour freiner son endettement pèsent fortement sur les taux d'intérêt.

Emissions d'actions cotées et d'obligations (en millions de francs)		
	1980	1990
Actions	3	59
Obligations	112	339
Dont emprunts d'Etat	31	141

Ce que réalise l'Etat en France, l'Etat américain le réalise à son échelle en fournissant au capital financier le champ d'une accumulation gigantesque de capitaux spéculatifs.

La dette de l'Etat américain atteint en 1992 plus de 4 000 milliards de dollars, dont 2 200 milliards constituent le marché au détail des bons du Trésor. Cette masse de titres qui ne sont que du capital fictif (l'argent emprunté a été consommé par l'Etat, il n'a pas été investi et donc ne se reproduit pas, sinon au moyen de nouveaux emprunts ou de l'impôt) constitue la principale source de la spéculation internationale. Chaque jour ce sont près de 120 milliards de dollars de titres qui s'échangent sur le marché des bons du Trésor, contre seulement 25 milliards en 1975.

Les mouvements de capitaux sur le marché international donnent une représentation statistique de la flambée spéculative des dix dernières années. Si l'impérialisme en général se caractérise par la forte croissance des exportations de capitaux succédant aux exportations de marchandises qui caractérisent le capitalisme de concurrence, depuis la fin des années 60, ce sont les mouvements de capitaux spéculatifs qui se développent et plus particulièrement au cours de la décennie écoulée.

Il y a eu cependant en relation avec les investissements liés aux fusions/acquisitions une croissance des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Le stock d'investissements directs des 13 principaux pays capitalistes, après avoir progressé de 30 % entre 1980 et

1985, a augmenté de 103 % entre 1985 et 1989. Selon l'OCDE, au cours de cette période les flux réels d'investissements directs étrangers ont augmenté beaucoup plus rapidement que le PIB réel, et le stock d'actifs de ce type détenu par les sept grands pays de l'OCDE a presque triplé. Cela s'explique en partie par des effets de valorisation (notamment la hausse générale du prix des actifs), sur la base de la hausse des cours en Bourse « et par l'amélioration des bénéficies dans l'ensemble de la zone » (22).

Il faut aussi mentionner, et cela a particulièrement joué pour les investissements en portefeuille, les assouplissements et même la suppression des restrictions aux mouvements de capitaux. Mais la vague de déréglementations n'a pas engendré les mouvements de capitaux, pas plus que les technologies qui permettent une circulation mondiale permanente des offres et des demandes de capitaux. Elles ont seulement donné un coup d'accélérateur. Et ce sont les besoins du capital financier qui exigeaient les moyens d'une totale liberté d'action.

La vague de déréglementations et son complément, l'inflation de « nouveaux produits » financiers (la fin des entraves à la circulation des capitaux et la fin des spécialisations des organismes financiers ont considérablement accéléré la concurrence sur les marchés financiers, et donc l'apparition de produits différenciés mais qui sont dans le fond identiques, à savoir des créances spéculatives de plus en plus risquées), a commencé à la fin des années 70 aux Etats-Unis pour répondre à la « surproduction » de titres fictifs émis à partir de l'endettement public. L'impérialisme US, en imposant le tournant de la politique déflationniste aux autres bourgeoisies, permettait la généralisation de la déréglementation financière internationale dont le « marché unique » des capitaux dans la CEE est une des composantes. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a plus qu'un seul capital européen, mais que le marché des titres est désormais sans entraves réglementaires.

Selon l'OCDE, depuis 1985 les « flux d'investissements directs étrangers ont augmenté de 34 % par an en moyenne contre 9 % en taux annuel pour les échanges de marchandises ». Or ces investissements directs (création de sociétés ou rachat de sociétés existantes) n'ont pas été réalisés uniquement, loin s'en faut, dans les industries productives.

« Dans l'ensemble, la part des services dans l'investissement direct étranger total a été plus élevée que celle des industries manufacturières.

A la fin des années 80, les investissements directs étrangers des pays de l'OCDE dans les services représentaient plus de 40 % des sorties totales d'investissements directs contre 25 % au début des années 70. »

C'est une confirmation supplémentaire que dans le cadre de l'économie parasitairement entretenue, la sphère de la circulation (qui comprend la majorité des activités de service) se développe beaucoup plus que la sphère réellement productive. Mais, et c'est un des éléments de la crise de l'économie capitaliste, l'extension parasitaire de l'accumulation à la fois développe les activités de services non productives (services financiers, et autres purement liés à la spéculation) et les activités de services dont les entreprises ont besoin pour répondre aux exigences de la concurrence (services d'études, de publicité, de marketing, d'information et de communication...), que ces services soient ou non intégrés à l'entreprise.

La majorité de ces services n'entrent pas dans la phase de production, mais dans la phase de circulation du capital. Ils ne produisent pas de valeur nouvelles mais prélèvent une fraction croissante des valeurs nouvelles créées dans la phase de production.

« Etant donnée la nature de ce secteur, poursuit l'OCDE, l'intensification de la concurrence internationale se traduit souvent par un accroissement des investissements directs étrangers plutôt

que des exportations. Le facteur le plus important a été le développement des investissements dans les secteurs de l'immobilier et du tourisme. Mais la libéralisation des marchés a aussi ouvert à la concurrence internationale un certain nombre d'autres segments du secteur des services, notamment les services financiers. »

C'est bien la spéculation internationale qui a ainsi soutenu le mouvement de croissance des exportations de capitaux, correspondant à des investissements directs. L'immobilier et les services financiers (agences boursières, sociétés de crédits...) ayant été au cours des années 80 les activités parasitaires de pointe.

Comment pourrait-on s'étonner alors que les investissements directs ne soient réalisés en majorité que dans les pays capitalistes développés ! Et « contrairement à ce qui s'est produit dans les pays de l'OCDE, les investissements directs dans les pays en développement ont stagné durant les années 80 », les seules exceptions étant les pays de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique.

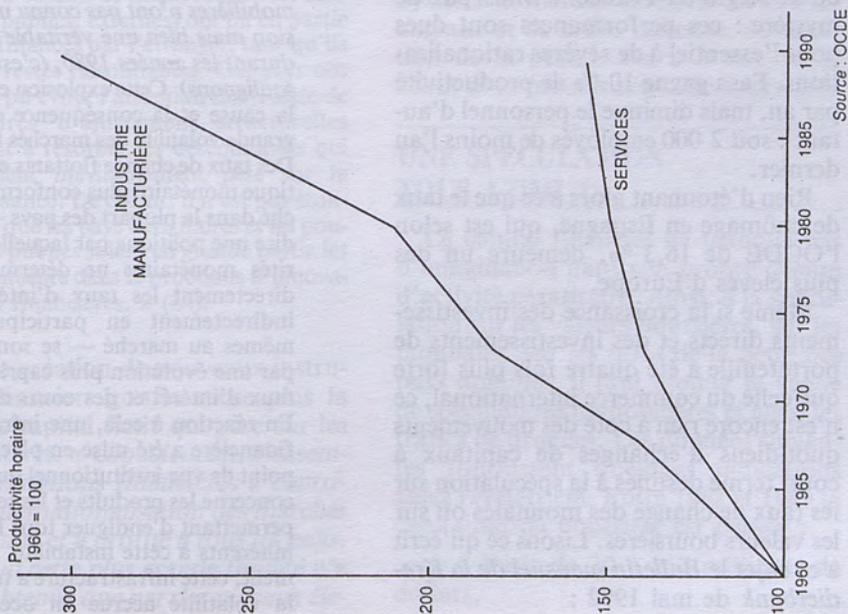
La création de zones franches, comme en Chine, et les délocalisations des monopoles japonais en particulier vers ces pays (Thaïlande, Malaisie) expliquent ces mouvements.

Certains pays ont été plus spécialement recherchés par les capitalistes. D'abord les Etats-Unis, pour profiter d'une part de la déréglementation et de la « reprise » des années 83-89 fondée sur le formidable endettement de l'Etat, et les restructurations imposées au début des années 80, mais aussi les pays de la CEE, en attendant le « marché unique ». De ce point de vue l'Espagne a été une cible privilégiée : « Entre 1986, date de l'entrée de l'Espagne dans la CEE, et 1990, les investissements étrangers ont flambé au rythme fou de 45 % par an. » (Cf. graphique E.) L'ampleur du phénomène impressionne, écrit *L'Usine Nouvelle* :

« Plus de la moitié de la production industrielle de l'Espagne s'appuie sur des firmes étrangères. Celles-ci

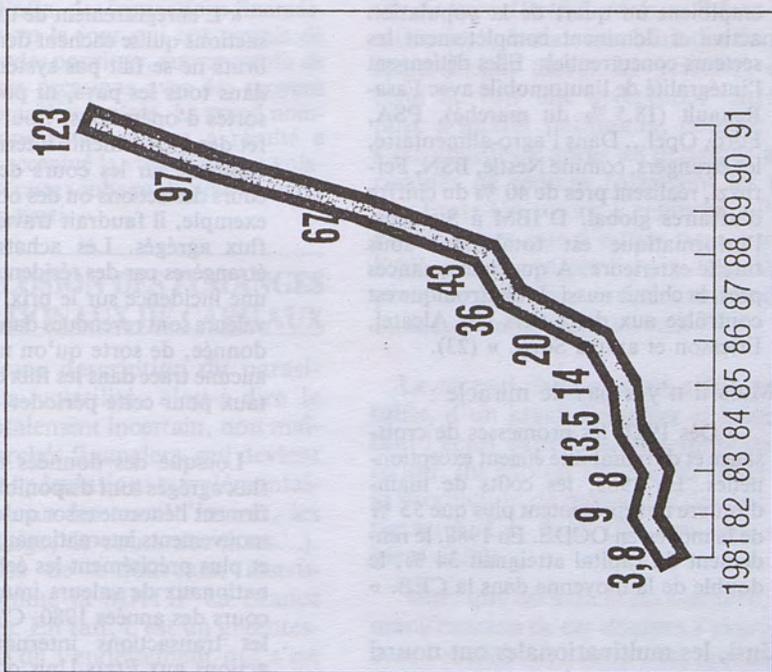
Graphique D

PRODUCTIVITÉ  
L'encéphalogramme plat des services



Graphique E

Flux d'investissements étrangers  
(en milliards de francs)



emploient un quart de la population active et dominant complètement les secteurs concurrentiels. Elles détiennent l'intégralité de l'automobile avec Fasa-Renault (18,5 % du marché), PSA, Ford, Opel... Dans l'agro-alimentaire, les étrangers, comme Nestlé, BSN, Ferruzzi, réalisent près de 40 % du chiffre d'affaires global. D'IBM à Siemens, l'informatique est totalement sous tutelle extérieure. A quelques nuances près, la chimie aussi. L'électronique est contrôlée aux deux tiers par Alcatel, Ericsson et autres Sony. » (23).

Mais il n'y a pas de miracle :

« Dès 1982, les promesses de croissance et de rentabilité étaient exceptionnelles. En 1985, les coûts de main-d'œuvre ne représentent plus que 55 % de la moyenne en OCDE. En 1988, le rendement du capital atteignait 34 %, le double de la moyenne dans la CEE. »

Ainsi, les multinationales ont nourri la croissance espagnole et se sont nourries d'elle parce qu'elles ont jugé pouvoir miser gros et sans grands risques.

Mais à quel prix ? Certes, la productivité s'améliore. Chez SEAT, la production était de huit voitures par employé il y a dix ans, elle est de vingt-cinq aujourd'hui. Chez Fasa-Renault, les rendements sont les mêmes que ceux de la Régie en France... Mais pas de mystère : ces performances sont dues pour l'essentiel à de sévères rationalisations. Fasa gagne 10 % de productivité par an, mais diminue le personnel d'autant : soit 2 000 employés de moins l'an dernier.

Rien d'étonnant alors à ce que le taux de chômage en Espagne, qui est selon l'OCDE de 16,3 %, demeure un des plus élevés d'Europe.

Même si la croissance des investissements directs et des investissements de portefeuille a été quatre fois plus forte que celle du commerce international, ce n'est encore rien à côté des mouvements quotidiens d'échanges de capitaux à court terme destinés à la spéculation sur les taux de change des monnaies ou sur les valeurs boursières. Lisons ce qu'écrit à ce sujet le *Bulletin mensuel de la Kreditbank* de mai 1992 :

« L'enregistrement de toutes les transactions qui se cachent derrière les flux bruts ne se fait pas systématiquement dans tous les pays, ni pour toutes les sortes d'opérations. Pour étudier l'effet des mouvements internationaux de capitaux sur les cours de change, les cours des actions ou des obligations par exemple, il faudrait travailler avec les flux agrégés. Les achats de valeurs étrangères par des résidents ont en effet une incidence sur le prix, même si ces valeurs sont revendues dans une période donnée, de sorte qu'on n'en retrouve aucune trace dans les flux bruts de capitaux pour cette période.

Lorsque des données relatives aux flux agrégés sont disponibles, elles confirment l'énorme essor qu'ont connu les mouvements internationaux de capitaux et plus précisément les échanges internationaux de valeurs immobilières au cours des années 1980. C'est ainsi que les transactions internationales sur actions aux Etats-Unis ont grimpé de 93,1 milliards de dollars en 1981 à 615,4 milliards de dollars en 1990 ; les transactions internationales sur obligations sont passées de 158 milliards de dollars à 4 452,3 milliards de dollars. Même si le rapport en flux agrégés et flux bruts était plus modeste hors des Etats-Unis, *on pourrait encore dire, en se basant sur les chiffres des Etats-Unis, que les échanges internationaux de valeurs mobilières n'ont pas connu une expansion mais bien une véritable explosion durant les années 1980, (c'est nous qui soulignons)*. Cette explosion est à la fois la cause et la conséquence de la plus grande volatilité des marchés financiers. Des taux de change flottants et une politique monétaire plus conforme au marché dans la plupart des pays — c'est-à-dire une politique par laquelle les autorités monétaires ne déterminent pas directement les taux d'intérêts mais indirectement en participant elles-mêmes au marché — se sont traduits par une évolution plus capricieuse des taux d'intérêt et des cours de change. En réaction à cela, une infrastructure financière a été mise en place, tant du point de vue institutionnel qu'en ce qui concerne les produits et les techniques, permettant d'endiguer tous les risques inhérents à cette instabilité. Parallèlement, cette infrastructure a transformé la volatilité accrue en occasions de

gains. Enfin, des innovations financières ont vu le jour qui ont permis de prendre des positions, autrement dit de saisir ces occasions avec des moyens relativement restreints. Le grand nombre d'opérations qui en a résulté a encore accentué la volatilité, une volatilité du reste souhaitable pour pouvoir en tirer parti. »

## **UNE EXPLOSION DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE CAPITAUX**

On a là une description du parasitisme, de la volatilité, c'est-à-dire le caractère totalement incertain, non maîtrisé des marchés financiers, qui devient la source de spéculations supplémentaires (options sur les taux d'intérêt, les taux de change, de cours des titres...). Des dizaines de « nouveaux instruments » comme la MATIF en France ont été créés. En fait, c'est un gigantesque marché de l'endettement qui s'est développé, fondé sur l'endettement des Etats.

« La mise en place des réformes au niveau domestique et les mesures de libéralisation des mouvements de capitaux avec l'extérieur ont permis une meilleure allocation des ressources entre les pays à capacité de financement et ceux à besoins de financement : les déficits (publics, externes) ont pu en partie être financés par l'étranger, tant qu'ils sont restés raisonnables. Ces pays ont ainsi pu éviter l'adoption immédiate de mesures d'ajustement structurelles visant à résorber les déséquilibres qui auraient inévitablement pesé sur la croissance. De ce fait, il n'est pas étonnant que les pays déficitaires et les pouvoirs publics soient en grande partie les précurseurs dans le processus d'innovations financières. » (24).

Mais la création de nouveaux instruments financiers gonfle en creux plus la masse du capital fictif qui pèse sur les taux d'intérêt. « *Globalement, l'ensemble des mutations financières a contribué à l'internationalisation des marchés des capitaux et a profité à tous les pays. Cependant cette plus grande fluidité n'a pu être obtenue que par des niveaux éle-*

*vés de taux d'intérêt réels.* » Il faut bien attirer les spéculateurs. Mais des dangers apparaissent alors. Le premier, c'est celui de voir une divergence entre les taux d'intérêt nationaux, comme cela s'est manifesté après les décisions américaines de réduire fortement les taux aux Etats-Unis pour « relancer » l'économie, alors que d'autres pays comme l'Allemagne avaient besoin de capitaux pour financer leur endettement et donc maintenir des taux attractifs !

Le second danger, c'est celui, inévitable, d'un krach financier et bancaire tant l'écart entre la sphère de la spéculation, du capital fictif et la sphère de la production de plus-value devient vertigineux. Ces deux dangers sont déjà bien visibles.

Alors que cet article était achevé, une manifestation de ces dangers s'exprimait avec l'accélération de la crise monétaire. Les mouvements spéculatifs sur toutes les monnaies européennes entraînaient dans la semaine du 14 au 18 septembre une succession de mesures défensives prises par un grand nombre d'Etats : hausse des taux d'intérêt en Italie, en Grande-Bretagne, en Suède (jusqu'à 500 % pour les taux d'intervention de la Banque centrale !), puis sortie du Système monétaire européen de la livre anglaise et de la lire italienne, dévaluation de la peseta. On a là comme le début d'un processus de désintégration.

## **UNE SPECULATION TOUS AZIMUTS**

Le capital financier ne manque pas d'imagination dans son propre champ d'activité parasitaire. Ainsi, à la spéculation sur les valeurs boursières, sur les monnaies, sur les titres de la dette des pays dominés, il faut ajouter la vague de spéculations immobilières et aussi les trafics de drogues. Les données suivantes fournissent quelques indications assez révélatrices. Entre 1982 et 1989 la capitalisation boursière est passée :

— à Paris de 30 à 267 milliards de dollars,

— à Londres de 212 à 787 milliards de dollars,

— en Allemagne de 67 à 299 milliards de dollars.

Les prix du logement ont augmenté en termes réels (hors inflation) de 114 % à Tokyo entre 1985 et 1989, de 81 % à Paris.

Les revenus de la drogue en 1990 s'élevaient à 150 milliards de dollars.

L'économie de la drogue mériterait qu'un article entier lui soit consacré, pour montrer comment le capital financier s'est emparé de ce marché autrefois domaine de la pègre alimentant un cercle restreint de consommateurs. Mais l'instrument de destruction de la jeunesse que sont les drogues, et dont les premières utilisations massives ont été impulsées par l'armée américaine au cours de la guerre du Vietnam, est une des caractéristiques du parasitisme et de la putréfaction propres au système impérialiste. Comme pour l'économie d'armement, on peut dire à propos de l'économie de la drogue qu'en plus d'être cette forme mortelle de fuite face à une société putride, elle se révèle être pour le capital financier « un champ d'accumulation privilégié ».

Les coûts de production de la drogue sont du domaine de l'infiniment petit, mais les circuits « illégaux » permettent aux intervenants, bien légaux eux, que sont les banques et les agents des appareils d'Etat, d'opérer des multiplications par 1 000 du prix d'origine. Il s'agit donc d'un moyen de prélèvement de plus-value au détriment de la consommation et au profit en particulier des banques qui assurent le blanchiment des fonds et des hommes de main de l'impérialisme.

Au début des années 90, les contradictions se font toujours plus pressantes.

Avec le début des années 90, il apparaît que malgré les restructurations industrielles, la destruction de millions d'emplois dans les pays capitalistes, le racket des peuples des pays « endettés », les ajustements structurels imposés à ces pays par le FMI comme ceux imposés

par le FMI et les bureaucrates aux « ex-pays de l'Est », malgré les attaques sans précédent depuis 50 ans contre les conquêtes ouvrières et démocratiques acquises pour certaines depuis plus d'un siècle, l'économie capitaliste mondiale entre dans une nouvelle phase de sa décomposition.

Après une décennie d'explosions spéculatives, les contradictions mortelles du mode de production surgissent avec encore plus de force. Baisse de la rentabilité du capital, des investissements et de la productivité : de nouveau l'alerte est donnée mais dans des conditions encore plus graves qu'il y a une dizaine d'années, justement parce qu'entre temps, il y a eu ces restructurations, ces destructions de forces productives, et un bond en avant des activités spéculatives. Rappelons ce que le vieux libéral, prix Nobel d'Economie, Maurice Allais, ne cesse de marteler depuis plusieurs années, à savoir que « chaque jour les flux financiers à l'intérieur du Groupe des 7 s'élèvent à 420 milliards de dollars, alors que les flux commerciaux ne représentent que 12,4 milliards de dollars, soit 34 fois moins ».

Cet écart, à l'heure où les conditions de mise en valeur du capital se dégradent encore plus, traduit l'ampleur de la crise de l'économie capitaliste et des destructions qu'elle exige.

Commencé en 1990 aux Etats-Unis, le ralentissement de l'activité économique s'étend au marché mondial, même si certaines économies vivent encore sur leur avance. Mais l'extrême imbrication des économies nationales, l'extrême division internationale du travail et de la production, en un mot le degré élevé de socialisation de la production est tel que c'est le marché mondial qui domine toutes les économies. Un marché mondial qui n'est pas une abstraction, mais une donnée concrète structurée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale par l'économie de l'Amérique : c'est donc de l'analyse du marché mondial, en tenant compte du poids des Etats-Unis sur ce marché, qu'il faut partir.

Prendre par exemple le Japon et comparer ses taux de croissance à ceux des Etats-Unis est une indication des niveaux atteints par deux impérialismes qui luttent en tant que tels, mais insuffisante si on n'intègre pas les rapports entre ces impérialismes dans le cadre du marché mondial, et leurs dépendances réciproques.

Ainsi, dire que l'excédent de la balance commerciale japonaise correspond au déficit de la balance commerciale américaine est une vérité statistique, mais il faut dire aussi que le déficit budgétaire des Etats-Unis a été en partie financé par l'excédent de dollars détenu par la Banque centrale japonaise, et que les variations du dollar sur les marchés des changes sont liées aux politiques mises en œuvre à Washington.

L'objectif des Etats-Unis est de conduire ses partenaires, dont le Japon, à soutenir les intérêts américains. Lorsque Bush réclame lors des réunions du G7 une contribution du Japon et de l'Allemagne à la relance économique mondiale, il leur demande de s'aligner sur la politique américaine. Mais dans un cas, l'Allemagne, cela signifie une baisse des taux d'intérêt, et dans l'autre, le Japon, où les taux d'intérêt sont bas, cela signifie une relance budgétaire (augmentation des dépenses). Derrière ce paradoxe il y a tout simplement le besoin pour les Etats-Unis de « faire partager le fardeau du monde libre » à ses partenaires et concurrents.

Donc, même si certains pays comme le Japon ou l'Allemagne ont pu profiter de circonstances favorables à la croissance de leurs industries et de leur commerce, tous sont touchés par la crise de l'économie capitaliste mondiale, tous ont participé à la formidable croissance du parasitisme des années 80, et tous en sont victimes.

Les capitalistes japonais ont sur la base de leurs profits développé une énorme bulle spéculative à la Bourse de Tokyo et dans l'immobilier.

La spéculation boursière a gonflé la valeur des actions et des titres divers, et

par là même la valeur des actifs détenus sous formes de titres (actions, créances...) par les banques et les entreprises. La croissance des investissements a été dopée par la spéculation. Selon les chiffres officiels, la croissance de la formation brute de capital fixe (FBCF : investissements) a été de 9,6 %, 11,9 %, 9,3 % et encore 9,5 % lors des années 1987, 1988, 1989 et 1990.

La croissance des investissements n'était pour les mêmes années que de -0,5 %, 4,2 %, 0,4 % et -1,6 % aux Etats-Unis, et en Allemagne de 2,1 %, 4,6 %, 7 %, 8,8 %.

En 1990 l'investissement représentait 32 % du PIB (27 % en 1980) au Japon contre 16 % aux Etats-Unis, 21 % en Allemagne et en France.

Depuis 1990, un « krach lent » réduit la bulle spéculative, comme dans un cycle classique, l'excès d'investissements sur fond de ralentissement mondial fait douter de la valeur des titres en Bourse. Et la crainte d'un véritable krach, brutal, alors que la croissance du PIB japonais est tombée à 2,5 % en 1992, a conduit les banques à freiner les crédits. En attendant l'intervention publique.

Le 28 août 1992, le Japon annonçait un plan de relance de 80 milliards de dollars. Mais bien plus qu'un stimulant réclamé par le G7, il s'agit de mesures destinées à éviter une crise que les autres pays redoutent après avoir tant critiqué le dynamisme exportateur puis investisseur du Japon. Les effets escomptés du plan de relance ne devraient d'ailleurs pas entraîner une hausse des importations (donc des exportations des fournisseurs du Japon) de plus de 5 milliards de dollars sur 18 mois. « Une somme ridicule comparée à l'excédent commercial japonais attendu cette année (100 milliards de dollars) et au montant total du plan de relance (86 milliards de dollars). » (*Les Echos* du 1<sup>er</sup> septembre 1992.)

Mais d'un autre côté, « en donnant la semaine dernière un coup d'arrêt à l'effondrement de la Bourse de Tokyo et à la morosité des milieux d'affaires

*nippons, ces mesures ont évité au Japon de s'enfoncer dans une crise qui aurait été préjudiciable à tous* », explique un économiste du Crédit Lyonnais. A quoi un autre économiste, cette fois de la BNP, ajoute : « *Grâce aux mesures de soutien aux institutions financières annoncées vendredi, les banques nipponnes vont probablement cesser de désinvestir en Europe comme elles le font à l'heure actuelle.* »

Ainsi, soudain, le Japon ne serait plus ce monstre froid qui gagne des parts de marché en Europe et en Amérique, et construit ou rachète des usines dans le monde entier ?

Les bilans des banques japonaises, qui ont largement financé la spéculation immobilière, sont lourds de créances hypothécaires douteuses. La valeur des actifs s'est en effet profondément réduite avec la chute des prix de l'immobilier. Les faillites des promoteurs et des spéculateurs immobiliers pourraient ainsi conduire à des faillites de banques.

En avril 1992, le ministère des Finances du Japon estimait les créances douteuses des 21 premières banques à 7 000 ou 8 000 milliards de yens. « *Mais ce chiffre pourrait atteindre 30 000 milliards de yens selon d'autres sources.* » (Les Echos du 1<sup>er</sup> septembre 1992.)

Le plan qui a été mis en place par le gouvernement japonais consiste tout simplement, via une société holding chargée de reprendre une partie des actifs immobiliers détenus par les banques, à financer par la création monétaire l'assainissement du secteur financier, de la même manière qu'au lendemain du krach de Wall Street en octobre 1987, la Banque centrale américaine avait ouvert les vannes du crédit.

Ce qui résume toute la situation. Les mesures qui ont depuis dix ans frappé tous les travailleurs et opprimés du monde correspondaient à une tentative des capitalistes de détruire des forces productives « artificiellement » accumulées par une énorme politique d'endettement.

Mais malgré des attaques contre les conditions de vie de millions d'hommes, malgré l'abandon de régions entières du globe à la friche, à la désertification, à la misère et à la mort, malgré la désindustrialisation et la liquidation de l'agriculture dans les pays capitalistes développés, ces destructions s'avèrent insuffisantes.

A l'échelle mondiale et plus particulièrement dans les pays impérialistes, les rapports politiques entre les classes n'ont pas permis de porter encore les coups qui ouvriraient la voie à la barbarie, à l'apocalypse.

Et tant que l'impérialisme n'est pas en mesure de le faire, ce qu'il tentera toujours, il ne lui reste qu'à développer encore et toujours plus l'économie d'endettement, source des spéculations.

Il est particulièrement instructif d'analyser ce qu'il est advenu des dépenses publiques et de l'endettement public qui ont été désignés par toutes les instances de l'impérialisme (OCDE, FMI, CEE) comme la source de tous les maux, alors que ces dépenses présentent l'obligation pour les Etats bourgeois de soutenir l'économie capitaliste par l'impôt et la création monétaire. Mais dans les dépenses publiques il y a aussi les dépenses sociales (santé, éducation, pensions...) et ce sont bien évidemment ces dernières que les plans d'ajustements structurels et les « *facteurs de convergences* » du traité de Maastricht désignent.

Or, depuis dix ans, le poids des dépenses publiques et le poids de l'endettement public n'ont pratiquement pas varié en proportion du PIB des pays de l'OCDE.

Ce qui exprime d'une part l'incapacité des économies capitalistes de survivre sans une intervention permanente des Etats, et d'autre part la persistance de rapports entre les classes qui freinent la volonté destructrice des capitalistes, de leurs idéologues et de leurs serviteurs.

Dans un article de la *Revue économique de l'OCDE* de l'automne 1991 consacré à la « *maîtrise des dépenses et des*

déficits des administrations publiques », on pouvait lire en conclusion :

« En résumé, les premières années de la décennie 80 ont été marquées par une progression généralisée des dépenses publiques en proportion du PIB, en grande partie sous l'effet de la récession économique. Ce n'est qu'en 1984 que l'action menée par les pays de l'OCDE pour maîtriser leurs dépenses a commencé à se répercuter sur la part des dépenses en termes nominaux, la tâche des pouvoirs publics ayant été grandement facilitée par la reprise économique de la seconde moitié de la décennie. En définitive, la diminution de la part des dépenses a été insuffisante pour compenser l'augmentation antérieure, et l'œuvre d'assainissement budgétaire reste inachevée : treize pays accusaient encore un déficit en 1990, et pour quatre d'entre eux le déficit était supérieur à 5 % du PIB.

La tendance à la croissance des dépenses publiques en proportion du PIB a été freinée au cours des années 80, mais la taille du secteur public ne s'est généralement pas réduite. La limitation des dépenses n'a pas touché au même degré tous les pays de l'OCDE et elle semble dans bien des cas n'avoir été que marginale (...). » (25).

Si on regarde les tableaux F1 et F2 de l'évolution de la dette publique nette et des dépenses des administrations publiques on constate que les dépenses publiques représentent une part croissante du PIB (41,6 % en moyenne en 1989) et que la dette publique connaît depuis 2 ou 3 ans une forte progression.

L'analyse faite par la *Revue économique de l'OCDE* de ces dépenses montre bien que les efforts de réduction des Etats ont porté pour l'essentiel sur les dépenses qui concernent l'ensemble de la population laborieuse :

« Un certain nombre de tendances se dégagent. Premièrement, la part des biens publics dans le PIB est restée très stable au cours des années 80. La grande exception est constituée par les Etats-Unis, où la part des biens publics a progressé de 1,50 %, ce qui s'expli-

que par un net gonflement des dépenses militaires. La part des services économiques est également restée quasi stationnaire ou s'est contractée dans la plupart des pays, sauf les Etats-Unis et les Pays-Bas. Hors paiements d'intérêts au titre de la dette, l'essentiel de la hausse du ratio de dépenses se situe, comme au cours des années 70, dans le domaine de la protection sociale, et plus particulièrement de l'aide au revenu. Mais les dépenses en cause ont moins progressé durant la décennie 80 que dans les années 70. L'Allemagne, l'Australie et les Pays-Bas ont réussi à ramener à un niveau plus faible les dépenses d'aide au revenu en proportion du PIB. Les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni sont tous parvenus à limiter la progression de l'aide au revenu en proportion du PIB à moins de 1 % sur l'ensemble de la décennie. Pour la plupart des pays, ce sont principalement les soins de santé et les retraites qui sont à l'origine de l'accroissement des dépenses : en revanche, les dépenses pour l'enseignement et le logement ont eu tendance à diminuer par rapport au PIB. »

Depuis 1990, de nouveau la part des profits dans la valeur ajoutée tend à fléchir.

	1988	1989	1990	1991
Etats-Unis	33,3	34	33,3	32,9
France	36,1	37	36,6	36,6
OCDE	34,1	34,6	34	33,6

Les taux de rendement du capital dans le secteur des entreprises qui avaient augmenté entre 1982/1989 baissent en 1990 et 1991 dans les principaux pays capitalistes.

	1988	1989	1990	1991
Etats-Unis	16,3	16,9	16,6	16,4
Japon	15,6	16	15,9	15,7
Allemagne	13,7	14,2	14,6	14,2
France	13,6	14,4	14,2	14,2
Total OCDE	14,9	15,4	15,1	14,9

Tableau F1

## Situation financière du secteur public

	A. Emplois totaux des administrations publiques En pourcentage du PNB/PIB nominal			
	1960	1970	1980	1989
États-Unis	27.0	31.7	33.7	36.1
Japon	17.5	19.4	32.6	33.0 <sup>a</sup>
Allemagne	32.4	38.6	48.3	45.1
France	34.6	38.5	46.1	49.7
Italie	30.1	34.2	41.7	51.7
Royaume-Uni	32.2	38.8	44.7	40.9
Canada	28.6	34.8	40.5	44.3
Autres pays de l'OCDE	26.8	32.6	44.0	49.0
Total de l'OCDE	28.0	32.3	39.3	41.6

Tableau F2

## ÉLÉMENTS D'ANALYSE DES POLITIQUES BUDGÉTAIRES

Tableau 36. Dette publique nette<sup>a</sup>  
Pourcentage du PNB/PIB nominal

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
États-Unis <sup>b</sup>	24.1	25.3	27.4	29.9	31.1	31.4	30.8	34.5	36.2	37.0	36.5
Japon <sup>c</sup>	26.0	27.0	26.6	26.3	21.4	17.7	14.6	10.9	7.9	5.6	3.1
Allemagne <sup>c,d</sup>	21.4	21.7	22.0	21.7	23.1	23.7	22.4	21.7	24.1	26.0	27.1
France <sup>c</sup>	20.0	21.1	22.9	25.5	24.8	25.0	24.7	24.8	25.4	26.1	26.7
Italie	68.8	74.4	81.3	86.2	90.9	93.7	95.9	98.2	100.9	102.6	103.2
Royaume-Uni	45.7	47.4	46.2	45.2	42.6	35.9	30.6	29.0	30.0	31.7	32.8
Canada	22.9	26.7	33.0	37.0	38.3	37.0	40.3	42.1	46.3	47.4	46.8
Total des pays ci-dessus <sup>e</sup>	28.3	29.8	31.5	33.1	32.8	31.9	30.7	31.5	32.3	32.6	32.1
Belgique	103.2	108.2	112.3	116.8	121.4	123.1	121.0	120.0	121.3	121.8	121.3
Danemark	33.3	36.8	34.4	28.5	25.6	26.6	26.1	26.6	27.3	27.5	26.5
Finlande <sup>c</sup>	0.4	0.7	0.9	0.0	2.4	0.6	-1.6	-3.0	0.6	7.5	12.9
Pays-Bas <sup>c</sup>	36.5	39.9	43.0	46.5	52.3	55.1	57.2	58.8	59.3	59.8	59.6
Norvège <sup>c</sup>	-8.4	-12.5	-16.0	-21.0	-21.2	-20.9	-21.1	-22.1	-19.9	-18.4	-16.7
Espagne	18.4	22.9	27.6	29.9	31.2	31.0	30.5	31.4	32.7	33.7	34.4
Suède	10.5	12.6	16.1	16.1	7.9	2.1	-3.4	-7.0	-6.7	-5.7	-4.2
Total des petits pays ci-dessus <sup>e,f</sup>	31.7	34.6	37.1	38.4	39.0	38.5	37.3	36.8	38.0	39.1	39.7
Total des pays européens ci-dessus <sup>e,f</sup>	35.3	37.6	39.7	41.1	42.0	41.7	40.6	40.6	42.1	43.5	44.3
Total des pays de l'OCDE ci-dessus <sup>e,f</sup>	28.8	30.4	32.2	33.7	33.5	32.7	31.5	32.2	33.0	33.4	33.0

a) Dette des administrations publiques.

b) Non compris les dotations en capital de la Resolution Trust Corporation (RTC).

c) Actifs financiers hors actions et participations dans les entreprises publiques.

d) Pour la définition de l'Allemagne, voir l'encadré, page iii.

e) Pondération par le PNB/PIB de 1987 aux taux de change de 1987.

f) Y compris le passif financier brut de l'Australie, de l'Autriche, de la Grèce et de l'Irlande.

(Source : OCDE)

La productivité du travail, après une reprise au cours des années 1980, mais qui demeure inférieure à celle des années 1960, fléchit en 1990 et 1991.

Variations en taux annuel de la productivité du travail					
	60/73	73/79	79/90	90	91
Etats-Unis	2,2	0	0,5	0,5	0,2
Japon	8,6	2,9	3	3,1	2,5
Allemagne	4,5	3,1	1,6	1,9	1,6
Total OCDE	4,1	1,4	1,5	1,3	1

Les investissements des entreprises ont diminué de 1,8 % en 1991 pour l'ensemble des pays de l'OCDE et de 6,7 % pour les Etats-Unis. Mais en fait, depuis 1985, après une courte reprise, la part des investissements dans le PIB diminue aux Etats-Unis.

En France en 1991, les investissements ont diminué de 3,5 % et de 7 % dans l'industrie manufacturière. Le chômage a fortement augmenté depuis 1990 dans les pays de l'OCDE, passant de 24,4 millions de chômeurs officiellement à 29,9 millions en 1992. La progression est particulièrement forte aux Etats-Unis, où le chômage touchait en juin 1992 près de 10 millions de travailleurs (7,8 % de la population active contre 5,5 % en 1990), soit par rapport à 1990 plus de 3 millions de chômeurs supplémentaires.

Annoncée depuis deux ans, mois après mois, la reprise ne vient pas, et pourtant les taux d'intérêt américains ont été abaissés plusieurs fois, de telle sorte que le taux d'escompte est descendu pratiquement au niveau de l'inflation, ce qui signifie un taux d'intérêt réel presque nul. Mais pour autant les banques ne prêtent pas et maintiennent des taux d'intérêt plus élevés pour leurs clients qui eux-mêmes sont fortement endettés.

Cette attitude des banques, qui se retrouve aussi dans les autres pays, est simple à comprendre. Devant d'une part le ralentissement de l'activité productive, et d'autre part le gigantesque parasitisme amplifié par des années de spéculation, les banques s'inquiètent des ris-

que de faillites en chaîne. Les banques partout réduisent alors le crédit. En France en 1991, les prêts au logement ont diminué de 30 à 35 %. Selon Jean-Yves Haberer, P-DG du Crédit Lyonnais,

« la demande de crédits est en régression ; en glissement sur 12 mois deux catégories de crédits sont passées en dessous de zéro : les crédits à courts termes aux sociétés et les crédits aux ménages autres que les financements d'habitation depuis juillet 1991. Cela veut dire que la création de monnaie par les crédits bancaires qui est normalement la principale source de création monétaire est en train de se tarir... C'est une situation sans précédent depuis la guerre. » (26).

Et le banquier ajoute :

« A-t-on déjà vu une reprise s'opérer avec contraction des moyens de paiement ? »

Mais beaucoup plus qu'une reprise, c'est une spirale régressive qu'anticipe un autre banquier, Antoine Jeancourt-Galignani, P-DG de la Banque Indo-Suez :

« Lorsqu'on a des taux d'intérêt réels aussi élevés, la sélection entre les différents acteurs est beaucoup plus forte. L'objectif qui s'impose aux banques en particulier est de repérer ceux qui vont tenir notamment parmi les PME et dans les services où les choses sont plus mouvantes que dans l'industrie lourde. Or nous nous apercevons progressivement que le nombre de ceux qui vont tenir est beaucoup plus faible qu'escompté... Ce n'est pas un mal en soi, mais une sélection aussi rigoureuse ne permet plus d'employer les forces de travail du pays avec leurs caractéristiques données en quantités suffisantes. »

Quelle démonstration des conséquences de l'économie de marché incapable d'employer les forces de travail avec leur qualification, leur niveau de salaire et de protection sociale !

« Il se pose donc, poursuit le P-DG d'Indo-Suez, un problème manifeste d'emploi des capacités de production qui ne se boucle pas. Avec la peur du

chômage qui réduit la demande des ménages et qui provoque une baisse de l'investissement, il y a là une spirale qui n'est guère sympathique. »

Au cours du même entretien du *Figaro* avec les grands patrons français, la grande peur qui s'est exprimée n'est cependant pas celle du ralentissement de l'économie, car le capital financier même en pleine crise peut faire des profits en accentuant sa domination sur le reste de la société : « *Les restructurations, la fermeture des sites non compétitifs, l'élimination des canards boiteux ne sont pas le problème aujourd'hui* » selon le P-DG de Saint-Gobain, Jean-Louis Beffa. « *Les entreprises qui ont survécu à cette sélection sont concurrentielles... En revanche, ce qui est très inquiétant à mes yeux ce sont les problèmes d'équilibre des frais généraux de la nation que nous commençons à atteindre et le niveau du chômage avec tous les effets sociaux qu'il comporte.* »

Et pour le P-DG de la Banque Pallos-Stern, Jacques Henri David, « *notre vrai problème aujourd'hui c'est qu'au milieu de toutes ces contraintes notre tissu social perd de sa cohésion. C'est notre principal risque. Nous avons fixé la barre un peu trop haut. Le risque aujourd'hui c'est moins celui d'une déflation que d'une déstabilisation sociale.* »

Ce que craignent les patrons, ce n'est pas une nouvelle augmentation du chômage, ni une extension de l'exclusion sociale et de la misère, mais la résistance et la mobilisation des masses contre les politiques capitalistes et leurs conséquences.

Et si les patrons sont si moroses trois ans après la chute du Mur de Berlin et « *le triomphe de l'économie de marché* », c'est parce que pour des millions d'hommes, une « économie de marché » qui produit avant tout des chômeurs et des exclus est inacceptable.

L'économie fondée sur la propriété privée des moyens de production est incapable d'employer les découvertes scientifiques et les progrès techniques autrement que dans une course suicidaire au profit, à la rentabilité, à la compétitivité. En remettant l'économie sur ses pieds, c'est-à-dire en partant des besoins sociaux pour produire et distribuer, et en plus en partant des besoins privés de l'oligarchie financière, les forces productives potentielles (techniques, sciences) et avant tout 6 milliards d'êtres sur la planète, pourraient être libérées.

C'était déjà le message d'Octobre.

**Michel Dauberny**

- (1) Cependant, les critiques des secteurs industriels non directement concernés sont beaucoup plus fondées, et traduisent et expliquent les rapports de rivalités entre fractions du capital financier.  
 (2) Page 213, Philippe Delmas : « *Le Maître des Horloges : modernité de l'action publique* » Ed. Odile Jacob 1991.  
 (3) *Le Monde diplomatique* d'avril 1992 : « *Washington et la maîtrise du monde* », par Paul-Marie de la Gorce.  
 (4) Article de F. Clairmonte et J. Cavanagh dans *Le Monde diplomatique* de septembre 1992.  
 (5) *Le Monde diplomatique* de juin 1992, article de M.F. Toinet, page 14.  
 (6) Philippe Delmas, page 280.  
 (7) Philippe Delmas, page 309.  
 (8) Philippe Delmas, page 320.  
 (9) L. Trotsky, *Nouvelle étape*, 1922.  
 (10) *Le Capital*. Livre III, tome 1 (Editions Sociales), pages 303 à 309.  
 (11) Idem, page 308.  
 (12) *Perspectives économiques de l'OCDE*. Décembre 1991.

- (13) Dans ce discours, le président Nixon annonçait la décision de suspendre la convertibilité du dollar en or et de dévaluer la monnaie américaine de 10 %.  
 (14) *Perspectives économiques de l'OCDE* - Décembre 1991 - page 9.  
 (15) Philippe Delmas, *ibidem*, page 60.  
 (16) S. Melman : « *Profit sans production* », 1987.  
 (17) Philippe Delmas, page 99.  
 (18) *Ibidem*, page 100.  
 (19) *Lettre de conjoncture de la BNP*, mars 1992.  
 (20) *Le Figaro* du 27 juillet 1992.  
 (21) *Lettre de conjoncture de la BNP*, mars 1992.  
 (22) *Perspectives économiques de l'OCDE* - n° 50 - décembre 1991.  
 (23) *L'Usine nouvelle*, 23 avril 1992.  
 (24) Caisse des dépôts et consignations : services des études. Mai 1991. « *Dix années d'innovations financières en Europe* ».  
 (25) *Revue économique de l'OCDE* - automne 1991.  
 (26) *Le Figaro* du 27 juillet 1992.

# La question nationale dans le miroir de la Yougoslavie

Par Lucien GAUTHIER

En cette fin de XX<sup>e</sup> siècle où les dirigeants impérialistes prétendent parler de « construction européenne », un sanglant conflit se déroule depuis deux ans dans l'ex-Yougoslavie, avec son cortège de morts, de blessés et de réfugiés.

C'est la crise la plus meurtrière en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, et elle intervient au moment où précisément l'impérialisme US a proclamé l'instauration d'un « nouvel ordre mondial » au lendemain de la guerre du Golfe.

Tirant le bilan de la guerre du Golfe (1991), la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR écrivait au lendemain de celle-ci :

*« Un simple survol de quelques aspects de la scène internationale au moment où la guerre du Golfe en tant que telle s'achève suffit pour comprendre que son issue n'entraîne aucune stabilisation mondiale et régionale, mais prépare au contraire d'autres crises. » (La Vérité n° 608, mai 1991).*

Ainsi, avant même la guerre du Golfe, la Yougoslavie était d'ores et déjà déchirée par un conflit meurtrier. La situation dans ce pays est en effet inséparable non seulement des développements dans les Balkans ou à l'Est de l'Europe, mais aussi de ceux de la situation mondiale après la chute du Mur de Berlin.

En 1989, au lendemain de ces bouleversements, une résolution de la IV<sup>e</sup> Internationale établissait :

« Ce à quoi nous assistons, c'est à l'effondrement en cours de l'équilibre édifié à Yalta, déstabilisant tant l'équilibre des pays où la propriété privée a été expropriée que l'équilibre de tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde. A l'équilibre de Yalta qui se liquide par les faits se substituera une situation où des mouvements antagoniques vont se développer entre la révolution et la contre-révolution que la bureaucratie et l'impérialisme ne pourront régler. »

Plus personne aujourd'hui ne peut d'ailleurs nier que nous n'assistons nullement à la mise en place d'un « nouvel ordre mondial », mais à celle d'un « désordre » croissant. Dirigeants impérialistes comme journalistes et autres

« spécialistes » s'accordent à reconnaître que la situation en Yougoslavie est à la fois expression et élément constituant de ces « désordres » et aussi le signe annonciateur de nouveaux bouleversements dans l'Est européen et dans le monde. Tous dénoncent le développement du « nationalisme archaïque » parmi les peuples d'Europe de l'Est, comme si les peuples étaient responsables du chaos.

Ainsi les développements actuels relèveraient de la résurgence de conflits inter-ethniques et de haines ancestrales entre les peuples de la région, et non de la responsabilité tant de l'impérialisme que des bureaucraties.

---

## I - UNE "HAINE ANCESTRALE", OU COMMENT LA BOURGEOISIE A REGLE A VERSAILLES LE PROBLEME NATIONAL DANS LES BALKANS

---

Parler de l'existence de problèmes nationaux non réglés dans la région balkano-danubienne est une évidence qui voit une multitude de peuples demeurer imbriqués dans une même région et au sein d'un même Etat, tantôt comme nations dominantes (par exemple les Albanais en Albanie), tantôt comme minorité opprimée (les Albanais au Kosovo). Mais est-ce là le fait des peuples ou le fait de ceux qui ont tracé les contours de ces Etats ?

Il ne s'agit pas ici de revenir sur la formation historique du problème des nationalités dans les Balkans mais de souligner comment celui-ci s'est trouvé posé à l'époque moderne, à l'époque du capitalisme, au moment où la liquidation du féodalisme a signifié l'explosion d'un cadre ancien étouffant les forces productives et la mise en place de nouveaux cadres permettant leur développement. Ainsi se sont constitués les Etats modernes. La capacité de ces Etats (ou leur incapacité en ce qui concerne les Balkans) de s'ériger comme Etat-nation est directement liée au degré atteint par la révolution bourgeoise.

### La révolution bourgeoise et la nation

La destruction du féodalisme par la révolution bourgeoise et l'unification nationale qui en découlait ont créé les bases d'un essor de forces productives appuyé sur un nouveau régime social. Ce fut le cas en France, en Angleterre ou en Hollande. C'est ce qui a donné son caractère progressiste à la bourgeoisie ascendante. Mais ce processus ne put aboutir là où la bourgeoisie se montra incapable de mener à son terme ce rôle révolutionnaire. Le développement inégal et combiné de la société européenne illustre en particulier cette incapacité à

régler complètement le problème national.

C'est ainsi que l'arriération économique de l'Espagne déclinante à l'époque des révolutions bourgeoises a interdit à la bourgeoisie espagnole de constituer une nation. D'où la nécessité pour elle de se tourner vers la monarchie et l'Eglise pour réaliser l'unification de l'Espagne.

De même, la fusion des petites unités balkaniques au sein de nations plus larges qui aurait ouvert la voie au développement d'une production marchande élargie et à celui des forces productives — ce qu'avaient envisagé Marx et Engels pour l'Europe centrale en 1848 —, fut contrecarrée par le développement historique.

Car si d'un côté le développement capitaliste donna un nouvel essor aux aspirations nationales des peuples balkaniques, de l'autre le surgissement du mouvement des masses dans les révolutions de 1830 et 1848 plaça les grandes puissances lancées à la conquête de l'Europe et du monde devant la nécessité de soumettre cet éveil des nationalités à leurs intérêts.

L'inégalité du développement économique signifia que nombre de bourgeoisies nées dans le berceau des empires féodaux ne purent se libérer elles-mêmes et réaliser leur propre révolution par crainte de déchaîner des soulèvements révolutionnaires qu'elles n'auraient pu contrôler. Elles abandonnèrent alors la tâche de centraliser l'Etat à l'aristocratie et à la monarchie qui s'en acquittèrent bureaucratiquement en opprimant les peuples sous le joug des empires d'Autriche et de Turquie.

Quant aux bourgeoisies française et anglaise, qui avaient elles accompli leur révolution, elles collaborèrent avec les régimes autocratiques le plus arriérés du continent, comme la Russie ou la Turquie, contre les mouvements nationaux bourgeois des nations opprimées dans l'objectif de dominer l'Europe. Ainsi elles acceptèrent et soutinrent le partage de la Pologne, l'écrasement de la révo-

lution hongroise de 1848, la mise sous tutelle des Balkans.

De fait, même si par la suite d'autres facteurs entrent en ligne de compte, ce qui au point de départ renforce ou affaiblit le caractère des Etats (c'est-à-dire ce qui légitime leur prétention à centraliser l'ensemble du territoire en une seule nation) c'est leur capacité — ou non — à être le cadre de développement des forces productives.

L'homogénéisation d'un territoire est donc liée à la capacité de la bourgeoisie à le développer comme un ensemble. Là où l'inégalité du développement va se maintenir ou s'accroître (en liaison avec des questions politiques propres à chaque pays et à son histoire), comme ce fut le cas en Irlande avec la Grande-Bretagne ou pour les différents peuples d'Espagne, les problèmes de la question nationale demeurent posés. L'inégalité économique entraîne et développe l'inégalité des droits démocratiques.

Au départ, c'est donc l'incapacité de la bourgeoisie d'être à la base d'un cadre étatique suffisamment large pour asseoir un développement des forces productives dans les Balkans qui est à l'origine de la façon dont la question nationale se pose aujourd'hui dans cette région.

La persistance des problèmes nationaux est le produit direct de la nature de classe exploiteuse de la bourgeoisie qui a constitué des Etats pour son seul profit, et non pour « l'épanouissement » égalitaire (tant individuel que national) du peuple qu'elle prétendait représenter, même si cela constituait un développement facteur de progrès. Au fur et à mesure que ce caractère exploiteur a pris sa forme moderne d'impérialisme — déclin du capitalisme — une multitude de questions nationales ont resurgi non seulement à cause de la colonisation, mais aussi parce que la bourgeoisie dans les Balkans avait intérêt à dresser les peuples les uns contre les autres, faisant de cette « prison des peuples » une véritable « poudrière de l'Europe ».

En effet, d'un côté les nationalités subordonnées à l'Autriche ou à la Tur-

quie ont cherché à s'émanciper, et ébranlé l'ordre établi, de l'autre côté les impérialismes français et britannique avec la Russie ont transformé cette région en zone d'influence, utilisé les revendications nationales tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre selon leur objectif d'affaiblissement ou d'alliance avec l'empire ottoman ou autrichien. Toutes les grandes puissances ont repris le vieux mot d'ordre de la cour de Vienne pour les Balkans : « *Diviser pour régner* ».

### Versailles : tailler dans la chair des nations

Les impérialismes se disputant l'Europe ont ainsi poussé au déclenchement des guerres balkaniques de 1912-1913 qui, opposant Grecs, Turcs, Roumains, Serbes, Bulgares, ont joué le rôle de préparatifs à la guerre mondiale de 1914.

Car l'impérialisme, foulant aux pieds les aspirations nationales des peuples qu'il n'utilisait qu'à son profit, ne pouvait donner à telle ou telle de ces aspirations une apparence de satisfaction qu'au travers des massacres, du chaos et de la guerre. C'est ce qui trouva sa plus sanglante expression dans la guerre de 1914-1918 qui redécoupa l'Europe « *en taillant dans la chair des nations* » (L. Trotsky).

Cependant, au cours de ces mêmes décennies, le mouvement des peuples pour leur autodétermination s'affirma. Il fut d'ailleurs l'un des moteurs de la vague révolutionnaire qui déferla sur l'Europe en liaison avec l'émergence de la Russie révolutionnaire.

En effet, alors que l'autorité de Moscou, ancienne capitale de l'empire tsariste en décomposition, n'allait plus guère au-delà de l'ancienne Moscovie, par la révolution russe l'union d'une mosaïque de peuples se constitua en quelques mois. Elle allait servir de cadre au plus vaste développement des forces productives qu'ait connu l'humanité sur une période aussi courte.

Ce mouvement contre l'exploitation conduisit à l'expropriation des grands moyens de production, qui devinrent propriété de la société à travers l'étatisation, sous la direction d'un gouvernement forgeant l'alliance des ouvriers et des paysans. Ainsi étaient rassemblés les instruments du développement des forces productives.

Voilà ce qui a servi de point d'appui à la mise en œuvre de la réponse démocratique à la question nationale, que la bourgeoisie russe, prisonnière de l'autocratie, n'avait jamais été capable d'apporter. En apportant la paix, le pain et la terre aux paysans, les bolcheviks surent déployer une politique apportant une réponse positive à la question nationale. L'audace des mots d'ordre du droit à la sécession pour tous les peuples proclamés par les « soviets » ne s'explique que par l'existence d'un pouvoir qui n'entendait pas obtenir des privilèges par l'exploitation des travailleurs et des peuples, mais au contraire voulait garantir à tous leur épanouissement dans un cadre commun.

Ce n'était possible que parce que ce cadre était dirigé par la classe ouvrière qui n'a nul intérêt à reproduire des méthodes d'exploitation qui ne pourraient que se retourner contre elle-même, ainsi que l'a démontré l'instauration de la dictature stalinienne qui opprime peuples et travailleurs.

En 1918, les impérialismes vainqueurs virent se dresser dans toute l'Europe centrale la révolution prolétarienne. De fait, dans les empires moribonds de Turquie et d'Autriche, la question nationale ne pouvait se régler que sur la base de l'autodétermination des peuples, ce qui ouvrait la voie à l'idée, alors répandue, de fédération balkanique. Cela aurait permis la centralisation et l'organisation de l'industrie dispersée de cette région, à l'instar de la nouvelle fédération soviétique constituée sur la base du renversement du tsarisme et de l'expropriation du capital.

Pour contenir ce mouvement incompatible avec leurs intérêts, les vainqueurs

de la guerre, les impérialismes français et anglais, devaient lui opposer une barrière d'Etats « indépendants ». L'écroulement brutal de l'empire autrichien et l'affaiblissement de la Turquie créaient le risque d'un vide étatique. Il ne restait plus d'Etat capable de structurer la contre-révolution dans les Balkans.

Déjà la classe ouvrière hongroise, répondant à l'appel de la révolution russe, cherchait à se doter d'un Etat des conseils ouvriers et proclamait la nationalisation des usines et des terres, l'égalité et la liberté des peuples et minorités nationales, l'alliance avec la Russie révolutionnaire. Les impérialismes ne pouvaient certes pas permettre l'autodétermination des peuples des Balkans qui débouchait sur la remise en cause de leur propre main-mise sur la région.

C'est pourquoi le traité de Versailles accentua les divisions existantes entre les peuples et fournit la base de nouveaux antagonismes nationaux par la création de minorités nationales dans chaque Etat, par un tracé artificiel et antidémocratique des frontières.

De ce point de vue, le traité de Versailles est la réponse de l'impérialisme à la révolution russe porteuse du message de l'expropriation des capitalistes et de la libération des peuples, ainsi qu'à la révolution prolétarienne en Hongrie et à la vague révolutionnaire dans tous les Balkans.

La leçon de la guerre impérialiste de 1914-1918 était claire : les revendications démocratiques, les aspirations des nations et des peuples sont incompatibles avec le maintien de la propriété privée et de l'exploitation de l'homme par l'homme : pour les maintenir, l'impérialisme devait exacerber les aspirations nationales des peuples tout en leur interdisant de trouver satisfaction dans le cadre d'une fédération balkanique échappant à son contrôle.

La défense de cet « ordre » impérialiste réalisé sur la base du traité de Versailles débouchera sur la Deuxième Guerre mondiale en 1939-1945.

## Le mouvement des travailleurs ne s'est pas interrompu

Pour préserver « l'ordre », l'impérialisme fit intervenir l'armée roumaine — nation jusqu'alors dominée par l'aristocratie et la bourgeoisie hongroises dans le cadre de l'empire austro-hongrois — contre la révolution hongroise des conseils ouvriers qui avait proclamé la liberté des peuples, pour l'écraser et mettre au pouvoir l'amiral Horty (lequel s'illustrera plus tard dans la collaboration avec Hitler). Tout en épousant frauduleusement l'aspiration des Slaves du Sud à s'unir et à se libérer du joug impérialiste, la Grande-Bretagne et la France s'appuient alors sur l'Etat serbe, qu'elles soutiennent financièrement et militairement, afin de constituer la Yougoslavie autour de la monarchie serbe qui, selon le mot de Lénine, « veut des privilèges pour sa propre nation ».

Une nouvelle fois, l'impérialisme utilise les aspirations nationales d'un peuple contre celles des autres pour barrer la voie à toute remise en cause de sa domination.

« Pour dresser militairement les Etats balkaniques les uns contre les autres, leurs protecteurs impérialistes mirent à profit l'avidité de la bourgeoisie de ces pays, leur soif de conquêtes territoriales, leur faisant miroiter la perspective qui d'une "Grande Serbie", qui d'une "Grande Bulgarie", qui d'une "Grande Roumanie". Ils incitèrent les différentes nationalités à se battre les unes contre les autres, leurs fournirent de l'argent pour leurs armements, prenant en contrepartie leurs sources de richesses, les mines, les ponts, les matières premières, bref les transformant de fait en colonies... Abandonnant des millions d'étrangers — des Bulgares, des Albanais, des Hongrois, des Allemands, des Lituanais et des Russes — à la merci de la clique militariste serbe et des grands propriétaires et fonctionnaires corrompus roumains, le conseil supérieur de Paris a réservé pour les "5 grandes puissances" le droit d'utiliser en cas de nécessité les minorités nationales comme moyen de pression sur la Serbie, la Roumanie et la Grèce en vue d'obte-

nir toutes sortes d'avantages économiques et politiques...

Vaines espérance aussi de la Roumanie, de la Grèce et de la Serbie de recevoir une aide de la part de leurs "alliés" pour les services rendus du temps de la guerre. Les capitalistes anglais et français incapables de maîtriser la ruine de leurs propre pays et de reconstruire chez eux l'industrie et les transports ne seront pas en état de porter un quelconque secours aux pays balkaniques. Au contraire, ils considèrent à l'avenir ces pays davantage comme des sources de matières premières et des marchés pour l'écoulement de produits inutiles. Le pillage total des états balkaniques, "ennemis" comme "alliés", se pratiquera dorénavant d'une manière encore bien plus impitoyable. » (Appel du comité exécutif de l'Internationale communiste au prolétariat des pays balkano-danubiens, 5 mars 1920.)

Mais ces régimes réactionnaires se heurtent à la classe ouvrière, comme par exemple dans la grève générale des cheminots qui unit toutes les nationalités contre la monarchie serbe en 1920. Et la monarchie a de nouveau recours au nationalisme grand-serbe pour diviser et opprimer les peuples. Cela ne fait que renforcer les aspirations nationales des Slaves du Sud à se libérer ; la place croissante que la classe ouvrière tient dans ce mouvement s'exprimera à un degré supérieur lors de la Deuxième Guerre mondiale, et fera pièce à toutes les "théories" sur une prétendue "haine ancestrale" entre les peuples.

Car en dépit des séquelles de l'oppression nationale de la monarchie serbe, en dépit des tentatives "nationalistes" de collaborer avec les nazis en Slovénie et surtout en Croatie (reconnue par les nazis comme Etat indépendant de Croatie sous le régime fasciste des "oustachis" qui se livrera à un véritable génocide contre les Serbes en prétendant défendre les Croates contre les Serbes), tous les peuples vont se rassembler dans l'armée des partisans dirigée par le PC de Tito. Les ouvriers et les paysans de toutes les nationalités sont unis dans le combat contre la guerre d'extermination

d'Hitler, contre la colonisation brutale et sauvage.

A la fin de la guerre, il y avait près de 500 000 partisans combattant pour une Yougoslavie débarrassée de l'oppression et de l'exploitation.

C'est pourquoi les tentatives imposées par Staline et Churchill de restaurer la royauté et l'Etat bourgeois firent long feu face à la mise en mouvement de millions de femmes et d'hommes qui, en libérant le pays, en prenant le contrôle de la terre et des usines, n'entendaient pas en remettre les clefs à ceux qu'ils venaient de chasser. Contre Staline et les impérialismes (qui avaient décidé à Yalta que la Yougoslavie resterait dans la zone d'influence impérialiste), la puissance du mouvement populaire d'expropriation et l'effondrement de toutes les institutions étatiques bourgeoises poussent le PC de Yougoslavie à instaurer une république et à décréter l'expropriation des propriétaires fonciers et capitalistes que les masses travailleuses avaient déjà commencé à réaliser. C'est ce mouvement qui a été à la base de l'unité des travailleurs de toutes nationalités. Tous — y compris les Serbes — se sont opposés à la restauration de la monarchie serbe et à son régime d'oppression et d'exploitation du travail. La marche à la propriété sociale par l'étatisation de la propriété privée donnait sa base matérielle à « l'aspiration yougoslave » des Slaves du Sud cherchant à se rassembler dans un cadre de coopération qui aurait permis de jeter les bases du règlement du problème national.

On voit dans ces conditions que le rejet des « solutions » impérialistes, les avancées sur la voie d'une société fondée sur l'expropriation des capitalistes, non seulement ne déchaînent pas les « haines ancestrales », mais tendent à les résorber.

C'est pourquoi, quand on voit aujourd'hui le président croate Tudjman (ancien partisan, officier de l'armée de Tito, et membre de l'ex-comité central de la Ligue communiste yougoslave - LCY) faire revenir à Zagreb les cendres d'A.

Pavelic, chef des fascistes oustachis ; quand on voit Milosevic (ex-membre du comité central de la LCY et chef actuel de la nomenklatura stalinienne de Serbie) faire appel au combat historique de la Grande Serbie, on comprend qu'ils expriment l'un et l'autre les intérêts de l'impérialisme, au compte de la liquidation de la propriété sociale, et on comprend également où se trouve la responsabilité de l'actuel chaos : certainement pas du côté des peuples, car leurs aspirations à la démocratie politique, économique et sociale réalisant l'unité des peuples ont été mutilées tant par la bureaucratie stalinienne que par l'impérialisme à Yalta.

---

## II - DE VERSAILLES A YALTA

---

Comme la première guerre impérialiste en 1914-1918, la Deuxième Guerre mondiale — expression de la barbarie impérialiste — va à nouveau provoquer à la fois le soulèvement des peuples et le pseudo-« règlement » du problème national, cette fois-ci avec le concours du Kremlin.

En tentant d'« unifier » l'Europe une seconde fois sous sa botte, l'impérialisme allemand, sous le drapeau du nazisme, avait en même temps provoqué — par la sauvagerie qu'il avait mise à vouloir réduire en esclavage des dizaines de millions d'hommes et à tenter de détruire des peuples entiers (juifs, tziganes) — un nouvel élan des aspirations nationales des peuples d'Europe centrale et orientale, qui se fondait sur la volonté d'en finir avec le régime de la propriété privée.

A la fin de la guerre, tous les pays des Balkans et du Danube voient la classe ouvrière se dresser pour balayer les vieux régimes dont la plupart avaient collaboré avec les nazis. Et ce dans une situation où les grands Etats impérialistes de France et d'Allemagne sont en miettes, où les USA doivent prendre en charge la reconstruction des Etats bourgeois. La bureaucratie du Kremlin monte en première ligne pour se dresser contre ce

mouvement qui, dans sa volonté d'abattre l'ordre impérialiste, remet en cause sa propre position. Pour ce faire, elle constitue dans tous les Etats d'Europe orientale des « gouvernements d'union nationale » rassemblant les PC avec les débris monarcho-bourgeois des vieux régimes (en France, le PC entre au gouvernement de De Gaulle pour casser la vague révolutionnaire). Il n'est pas dans notre propos d'indiquer ici pourquoi et comment elle ne parviendra pas à maintenir les Etats bourgeois, et comment elle va devoir exproprier le capital et constituer les Etats bureaucratiques. Mais nous voulons souligner comment la collaboration de l'impérialisme et de la bureaucratie à Yalta va une nouvelle fois interdire le règlement de la question nationale dans les Balkans.

### Yougoslavie et Fédération balkanique

En respectant — voire en renforçant — les cadres étatiques issus du traité de Versailles (et les redécoupages auxquels elle procède, comme l'intégration de la Moldavie à l'URSS), en divisant l'Allemagne en deux, la bureaucratie du Kremlin va renforcer sa politique d'oppression nationale.

Cette politique va être particulièrement brutale dans les Balkans, où la combinaison du processus révolutionnaire en Yougoslavie et en Albanie avec les mobilisations en Bulgarie, en Roumanie et le déclenchement révolutionnaire en Grèce mettent en cause la domination impérialiste sur l'ensemble des Balkans et posent une nouvelle fois de façon concrète la question de la Fédération balkanique.

La résolution adoptée en 1920 par le congrès constitutif de la « Fédération communiste balkanique » déclarait :

« Seule la révolution garantira aux petites nations une existence libre et un développement indépendant. Elle les débarrassera des dettes énormes de l'Etat, libérera les forces productives de tous les pays en les sauvant des limites des frontières d'Etat et ouvrira une issue à l'espace ainsi ouvert en unissant les nations dans une unité économique. La

libération des nations balkaniques de la domination politique, financière et économique de l'impérialisme, leur liberté nationale et leur unité, la création des conditions nécessaires pour le développement de leurs forces productives, tout cela ne peut être réalisé que si ces nations s'unissent pour former une république socialiste des Balkans. »

C'est précisément la raison pour laquelle Staline va bloquer toute marche en avant dans ce sens, en interdisant à la Bulgarie et à l'Albanie de participer à une quelconque fédération, et en livrant les partisans grecs à la sanglante répression de l'impérialisme britannique.

Le 28 janvier 1948, la *Pravda* publiait une analyse de la situation dans les Balkans dans laquelle on pouvait lire que ces pays « *n'ont pas besoin d'une quelconque fédération - confédération ou réunion douanière problématique et artificielle, mais bien plutôt de la consolidation et de la défense de leur indépendance et leur souveraineté* ».

Chaque pays va être ainsi coupé de ses voisins et isolé du marché mondial. Les frontières hermétiques que dresse la bureaucratie vont non seulement séparer des peuples liés par une histoire millénaire, mais aussi morceler ces peuples eux-mêmes : Hongrois de Slovaquie, de Yougoslavie, de Transylvanie et de Hongrie ; Roumains de Moldavie et de Roumanie, Albanais du Kosovo et d'Albanie, etc.

Tous ces peuples n'ont soudain plus d'autres rapports entre eux que la subordination au Kremlin qui les pille et les opprime. Ainsi les différentes bureaucraties aux ordres de Moscou sont mises en place sur la base du maintien de l'oppression nationale qu'elles utilisent et dont elles se nourrissent. Car l'auto-détermination des peuples des Balkans aurait menacé l'existence même de toutes ces bureaucraties parasitaires et en premier lieu celle du Kremlin. Le correspondant de l'AFP à Belgrade, V. Lapteff, à l'époque du non de Staline à une telle fédération, écrivait que Staline « *n'a pas intérêt à ce qu'il se forme en bordure (de l'URSS) une seconde fédération*

de nations dont l'évolution pourrait prendre un cours propre ». Il s'agissait de la défense de l'ordre de Yalta, de la préservation du système capitaliste mondial, nécessaire à la survie de la bureaucratie du Kremlin.

Dans ces conditions, la Yougoslavie représente alors une tentative avortée et menée de manière bureaucratique pour réaliser l'union d'une partie des peuples des Balkans. Mais en même temps, il ne faut pas dissimuler que malgré ce caractère bureaucratique, la mobilisation des masses de toutes les nationalités a bel et bien permis de rassembler différents peuples dans un Etat fondé sur l'expropriation du capital. C'est ainsi que la Constitution de 1946 de la Fédération de Yougoslavie établit un certain équilibre entre les nationalités en créant sur une base formelle d'égalité les républiques de Slovénie, de Croatie, de Serbie, du Monténégro, de Bosnie et de Macédoine.

Cette dernière se voit alors « libérée » de la Serbie et reconnue comme république, à la fois pour contrecarrer l'idée d'une Grande Serbie en Yougoslavie et pour affaiblir la position de la Bulgarie qui revendiquait la Macédoine comme terre bulgare.

Malgré cela, du fait de la non-constitution d'une réelle Fédération balkanique et de la politique de Staline, la Macédoine reste divisée en trois Etats (Yougoslavie, Grèce, Bulgarie). De même, la direction titiste n'accorde pas de statut de république à deux territoires : la Vojvodine (où vit une forte minorité hongroise) et le Kosovo, peuplé majoritairement d'Albanais (ainsi les 1,7 million d'Albanais sont considérés comme une minorité alors que les 600 000 Monténégrins sont considérés comme un peuple).

Ainsi l'impossibilité de constituer une réelle Fédération balkanique, à quoi s'ajoutent l'isolement total de la Yougoslavie après la rupture avec Staline qui pousse celle-ci vers l'impérialisme et la politique même de la direction titiste, vont interdire un véritable règlement de la question nationale, dont les fonde-

ments avaient pourtant été jetés par la lutte commune des peuples contre le nazisme et l'impérialisme.

Refusant de s'appuyer sur les masses, même si dans la période 1947-1950 la direction titiste devra y recourir partiellement face à son isolement international croissant, le régime va rapidement se retourner contre elles. Parti unique, purges, police secrète, répression caractérisent une bureaucratie composite nationalement et soumise à diverses pressions, dominée par Tito. Ce dernier utilise la question nationale pour affermir sa propre position de Bonaparte en s'appuyant sur l'état-major et l'armée, qui du fait de la guerre constitue d'emblée un des piliers de l'Etat fédéral (l'armée est en effet la seule institution fédérale dépassant le cadre national des républiques et la seule garante de l'ordre fédéral).

Face à la montée du mouvement des masses dans les années 1960 et devant l'émergence des forces centrifuges au sein de la bureaucratie (de ses composantes nationales dans chaque république), Tito dénonce le « *nationalisme serbe* », procède à des purges, s'attaque au « *nationalisme croate* » en purgeant la direction...

### **L'autogestion, la démocratie ouvrière et les droits des peuples**

Mais les véritables causes de cette crise bureaucratique doivent en réalité être cherchées dans le développement de plus en plus massif du mouvement des masses laborieuses résistant à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail et posant la question de la démocratie ouvrière et de l'égalité entre les différentes républiques, ce qui provoque les conflits inter-bureaucratiques. C'est qu'en effet Tito et la bureaucratie, sous le vocable d'"autogestion", ont tenté en permanence d'ouvrir le pays aux lois du marché et au FMI.

Incapable, par sa position privilégiée et son monopole du pouvoir politique, de laisser la gestion de l'économie aux producteurs, ce qui requiert la démocratie, la direction titiste n'avait d'autre voie

pour tenter de maquiller son oppression sociale que de mettre en œuvre « l'autogestion », équivalent titiste de la « construction du socialisme dans un seul pays » chère à Staline.

La déclaration du congrès du PC de 1952 décrétant « les ouvriers gestionnaires des usines » n'a pourtant rien à voir avec les soviets qui s'étaient développés dans la révolution russe. En réalité le « socialisme dans une usine » laissait aux ouvriers, non pas le contrôle de la production nationale et la gestion de l'économie, mais le droit d'exécuter les décisions de la nomenklatura et de la direction ; telle était leur « association » à la marche de l'entreprise, en bref une version « gauche » du corporatisme. Cette « autogestion » fut à l'Ouest de l'Europe très applaudie dans les milieux sociaux-démocrates et d'extrême-gauche. Michel Rocard écrivait en 1973 : « La performance de la Yougoslavie autogestionnaire est, en termes absolus, l'une des plus remarquables du monde entier. » Tandis qu'Ernest Mandel, « théoricien » du Secrétariat unifié, n'hésitait pas à écrire à l'occasion du I<sup>er</sup> Congrès des conseils ouvriers de Yougoslavie (25 juin 1957) :

« Il est significatif que les thèses du congrès soulignent que toute l'histoire du mouvement ouvrier est traversée par une seule et même tradition de transfert des usines aux ouvriers et d'autogestion ouvrière. En renouant avec cette tradition, ce congrès a en fait renoué avec une tradition de démocratie prolétarienne soviétique qui est aujourd'hui avant tout incarnée par notre Internationale. » (Revue *IV<sup>e</sup> Internationale*, juillet 1958.)

Ni plus, ni moins !

Il fallait aux dirigeants du SU une certaine obstination pour écrire dans la même revue, mais cette fois en juillet 1971 à l'occasion du « II<sup>e</sup> Congrès des conseils ouvriers de Yougoslavie » (tenu donc 13 ans après le premier, ce qui fait tout de même beaucoup pour des tenants du contrôle, de l'autogestion et de l'auto-organisation ouvrière...), à un moment où le régime titiste réprimait à

tour de bras la jeunesse et les travailleurs :

« Un tel développement représente une confirmation importante de l'efficacité du système d'autogestion, et il est nécessaire de le dire au moment où une série de détracteurs gauchistes critiquent le système yougoslave d'autogestion (*oui, il s'agit bien là d'un texte du SU et non de la direction titiste — NDR*)... On sait que des théoriciens yougoslaves avaient pendant les années 1960 fait de la loi de la valeur et de la production marchande un fétiche. A ce sujet également, le rapport de Kardelj (*père et auteur de l'autogestion yougoslave — NDR*) apporte d'importantes rectifications en qualifiant la production marchande de « résistance à l'autogestion ». » (*IV<sup>e</sup> Internationale* n° 50, juillet 1971.)

Ainsi les dirigeants du SU présentent le système yougoslave non seulement comme un pas dans la voie de la démocratie ouvrière, mais aussi comme le moyen de défendre la propriété sociale contre le « marché capitaliste ».

En réalité, le caractère corporatiste de cette « autogestion » remettait en cause la propriété sociale, qui avait permis, malgré la bureaucratie, une industrialisation et un développement économique et social du pays.

En effet, l'instauration de l'autogestion s'inscrivait comme une première mesure allant dans le sens d'une plus grande autonomie des entreprises. C'est un historien, partisan de l'économie capitaliste, P. Garde, qui écrit :

« L'autogestion signifiait une plus grande autonomie dans tous les domaines et à tous les niveaux, et par conséquent une certaine avancée vers l'économie de marché. Les entreprises étaient « autogérées » par leurs ouvriers, elles n'étaient donc plus soumises au plan, pouvaient passer des marchés. Le plein emploi n'était plus garanti. » (*Vie et mort de la Yougoslavie*, page 93.)

Sous le drapeau de « l'autogestion ouvrière », le régime bureaucratique procéda à une accentuation de la « décentralisation » à partir des réformes de 1961-1965. Loin d'entraîner une

« démocratisation » de la société, la voie autogestionnaire yougoslave renforça le pouvoir de la nomenklatura qui multiplia la corruption et les prébendes, trouvant là de nouveaux moyens institutionnels pour piller l'économie et affaiblir les bases de la propriété sociale par une remise en cause des conquêtes de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs à partir du milieu des années 1960 que l'on assiste à une vague d'émigration yougoslave sous l'effet du chômage massif qui se développe et de la hausse des prix directement liée à l'ouverture du marché intérieur aux produits et aux capitaux étrangers.

Cette « décentralisation » représentait les premières attaques contre le régime de la propriété sociale, ouvrant la voie aux capitaux et importations étrangères (concurrentant la production nationale), et contribuait à renforcer les inégalités économiques entre les républiques, que le premier essor du développement économique avait tendu à réduire. Ainsi à la fin des années 1950, le revenu par tête au Kosovo représente 65 % de celui de la Slovénie. En 1971, il n'est plus que de 50 %, et au fil des années, cela va encore s'accroître. La remise en cause du cadre fédéral au profit de l'autonomie de chaque république vis-à-vis du marché yougoslave, et donc l'échange dans ce cadre va aggraver les déséquilibres. Face au mécontentement croissant et au déséquilibre de toute l'économie, le pouvoir central répond une nouvelle fois par des méthodes bureaucratiques opposant les peuples : il institue en 1965 un « fonds d'aide » qui laisse la décentralisation s'accroître avec les inégalités et va ponctionner des fonds dans les républiques dites riches (Slovénie, Croatie) pour aider le Monténégro, la Macédoine, la Bosnie... Bien évidemment, ces sommes vont alimenter les prébendes et les privilèges, mais surtout, le ressentiment des républiques qui se considèrent comme pillées va s'amplifier. Ces sentiments nationaux qui se développent parmi les masses sont donc fondés sur l'aggravation de la situation économique dans toutes les républiques, y compris dans les

républiques dites riches, qui en imputent la responsabilité au « centre » bureaucratique de Belgrade.

Sous l'effet de cette mobilisation des masses — comme l'explosion au Kosovo en 1968 sévèrement réprimée, mais aussi dans d'autres républiques —, les diverses fractions nomenklaturistes jouent avec les revendications nationales pour leur propre compte et pour leur propre intérêt. Mais dans le même temps elles ne peuvent en prendre réellement la tête sans voir remis en cause l'ensemble du système, et c'est pourquoi elles n'hésitent pas à réprimer régulièrement le mouvement des masses. Ces attaques contre la propriété sociale ouvrent la voie au développement de revendications « nationales » pour certaines fractions de la bureaucratie. Ainsi une fraction de la bureaucratie croate exige au début des années 1970 une réforme bancaire lui permettant de conserver d'avantage de devises sous son contrôle. Le « printemps croate » de 1971, qui voit, à l'initiative des étudiants, une vaste mobilisation, est sévèrement réprimé, tandis que la direction du parti croate est purgée. Le centre cherchait à maintenir l'équilibre. L'année suivante, il engage une réforme constitutionnelle qui devait aboutir à une nouvelle Constitution soustrayant le Kosovo à la Serbie, en le constituant en « territoire autonome » avec son propre Parlement, contre les prétentions de certaines fractions serbes de la bureaucratie.

### **Pillage des peuples et oppression des nationalités**

Cependant, en relation même avec les développements des réformes économiques sous l'égide du FMI, on assiste à la constitution croissante, au sein même des différentes composantes de la bureaucratie, de cliques et de mafias qui cherchent les unes contre les autres à s'assurer la plus grosse part des privilèges.

Après le développement économique des premières années, la Yougoslavie se retrouve confrontée à la fin des années

1970 à une situation dramatique. Avec 20 milliards de dettes, elle se voit mise en demeure par le FMI de mettre en œuvre les « *plans d'ajustement structurel* » qui sur tous les continents ont conduit aux plus grands désastres. Afin de payer 3 à 4 milliards annuels pour les intérêts de la dette et la maintenir à ce montant, la bureaucratie va véritablement saigner le pays. Dès lors, se faisant le fidèle exécuteur des plans du FMI, la bureaucratie porte non seulement une série d'attaques contre les populations — coupes dans les budgets sociaux, chômage et licenciements, fermetures d'usines, baisse du pouvoir d'achat et inflation à 2 000 % — mais aussi désorganiser toute la production nationale. Car les attaques contre la propriété sociale signifient en réalité la liquidation de branches entières de l'économie, le pillage et un retour en arrière pour toute la société, puisque, sous couvert d'« ouverture » au marché mondial, il s'agit de briser le marché constitué entre les différentes républiques sur la base de la propriété sociale.

« Il y avait 15 % de la population sous le seuil de pauvreté en 1979, puis 48 % en 1987 et 60 % en 1988. » (« *Le FMI, une entreprise de pillage des peuples* »).

Tel est le bilan de la politique pro-FMI qui aggrave encore les inégalités nationales. Ainsi :

« Au Kosovo, le produit social par habitant est actuellement 7 fois inférieur à celui de la Slovénie. Le chômage atteint 57 % de la population du Kosovo alors que la moyenne yougoslave est de 16 %. Le revenu par habitant dans cette province est équivalent à celui du Bangladesh. » (Ibidem.)

La politique exigée des nomenklaturas mercenaires du FMI équivalait à une mise en coupe réglée des travailleurs et des peuples. Appliquer cette liquidation sociale a signifié un renforcement de l'oppression nationale des peuples et des minorités nationales et a nourri un mouvement de résistance à ces mesures.

Car remettre en cause les bases constitutives du cadre commun aux peuples

par l'instauration des lois du marché ne pouvait que faire resurgir la question nationale que n'avait pas réglée la Fédération yougoslave.

Cette entreprise de restauration et de liquidation se heurte à la résistance des masses. Et si contrairement aux affirmations courantes, l'« ouverture » au marché n'a pas abouti aux investissements annoncés, nécessaires à la privatisation — sauf dans le secteur des transports et communications, qui lors du budget 1987 se voyait augmenter par les investissements de la CEE pour la construction de routes nécessaires aux transports routiers en provenance de Grèce et de Turquie, alors qu'il chutait de 16 % pour tous les autres secteurs —, c'est que les conditions internationales (crise de décomposition impérialiste) et internes (crise de régime) ne garantissent nullement la réalisation de profits. La propriété sociale, dénaturée, torpillée, menacée de destruction par la bureaucratie, n'a donc pas été liquidée.

Car en dépit de la pression extraordinaire exercée par le FMI, et de la volonté politique de la bureaucratie, agence de la restauration capitaliste, le dernier Premier ministre fédéral, Markovic, devait reconnaître, à la veille de l'éclatement de la Yougoslavie, que le bilan des « *réformes économiques* » était une privatisation de seulement 2 % des entreprises publiques, qui représentent plus de 90 % de l'économie du pays. C'est l'expression de la résistance de la classe ouvrière à la bureaucratie pro-FMI. Et également celle du fait que sous couvert de privatisation il ne s'agit pas de « transformer » l'économie, mais de liquidation, de dislocation de l'économie basée sur la propriété sociale. Ce n'est pas l'ouverture de « *nouveaux marchés* » qui est à l'ordre du jour avec le FMI et l'impérialisme, mais une gigantesque destruction des forces productives par le démantèlement et le saccage des économies nationales structurées sur la base de l'expropriation du capital et conduites à la faillite par la bureaucratie.

Cette politique de liquidation sociale remettant en cause les acquis de la lutte

de classe et de l'histoire va faire resurgir les problèmes nationaux que ni l'impérialisme ni la bureaucratie n'ont réglés, mais qu'ils ont aggravés, et au moment où toutes ces forces mènent une offensive conjuguée contre la propriété sociale, conduisant à la guerre et à l'actuel chaos de l'ex-Yougoslavie.

### III - COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ A LA GUERRE ?

Il est donc évident que le chaos actuel plonge ses racines dans cette politique et non dans le mouvement des masses pour leurs droits nationaux et sociaux. Car depuis des années le mouvement des masses se dresse pour jeter à bas cette dictature pro-FMI. Les années 1980 ont été marquées notamment par une vague de grèves sans précédent. Pour la seule année 1988, 2 000 grèves ont officiellement été recensées dans la seule Serbie.

Commencée par les étudiants et la jeunesse (dans un territoire où 50 % de la population a moins de 21 ans et où le chômage des jeunes est de 80 %), la révolte du peuple albanais du Kosovo en 1987 a été sévèrement réprimée. Lors d'une nouvelle explosion en 1989, les mineurs ont joué un rôle d'avant-garde de la révolte nationale albanaise du Kosovo en résistant aux plans de restructuration frappant leurs territoires sous les exigences du FMI.

De même, quand en 1987 le Parlement fédéral appliquant les plans du FMI baissera les salaires, les grèves débiteront en Slovénie et en Croatie. En Serbie également, une vague gréviste se développera.

Mais face au pouvoir central de Belgrade qui est l'agence directe des mesures du FMI, la mobilisation des masses dans les républiques intègre alors comme une composante centrale la revendication nationale, comme l'une des formes de la volonté d'en finir avec la dictature, de se détacher du cadre étatique oppresseur des peuples et responsable de la brutale aggravation des conditions économiques.

C'est dans ces conditions que la mort de Tito en 1980 — la disparition du bonaparte — révèle au grand jour et accélère toute la crise de la bureaucratie qui tend à se désarticuler sur des bases nationales, sources de son pouvoir et de ses privilèges.

### La surenchère bureaucratique pro-FMI

Une partie de la bureaucratie fédérale, celle de Serbie, et l'état-major, tentent alors de rééquilibrer les rapports bureaucratiques en liquidant la Constitution de 1974, abolissant l'autonomie du Kosovo et de la Vojvodine, placés dorénavant sous la domination militaire et répressive de la Serbie. Ils tentaient alors de maintenir en place l'appareil bureaucratique fédéral pro-FMI nécessaire à la défense de « l'ordre ».

Face aux grèves qui se développent en Serbie, le pouvoir lance une vigoureuse campagne anti-albanaise pour « défendre » les Serbes du Kosovo. Une nouvelle étape est franchie dans la désarticulation de l'appareil à l'occasion des premières élections « libres » organisées dans le cadre de la « rénovation » des bureaucraties dans tout l'Est européen : c'est l'explosion de la Ligue communiste yougoslave. La victoire des « partis nationalistes » en Croatie et Slovénie, partis dirigés par des nomenklaturistes « rénovés », celle du parti stalinien serbe rénové en Parti socialiste dans les élections truquées en Serbie ouvrent la voie au déchaînement de part et d'autre des surenchères « national-bureaucratiques ». Devant l'effondrement du pouvoir central, la menace sans cesse croissante des mobilisations ouvrières, et également la recherche de leurs propres intérêts, les différentes fractions de la nomenklatura cherchent à utiliser frauduleusement la revendication nationale pour en fait s'y opposer.

Les débris de l'appareil stalinien, placés face à l'effondrement du « centre » bureaucratique et à la mobilisation des masses, cherchent à passer directement

et ouvertement au service de l'impérialisme pour mettre en œuvre sa politique.

C'est en ce sens que nous pouvons parler de nomenklatura « continuiste ». Tous les présidents des républiques à l'exception de celui de la Bosnie sont d'anciens membres du comité central ou du bureau politique, tous les organes dirigeants dans toutes les républiques y compris la Bosnie sont aux mains des membres de l'appareil. Et il ne s'agit pas pour nous de réduire cela à une « continuité » de personne, indépendamment du fait que chacun peut affirmer avoir rompu avec le stalinisme ou s'être rénové. Tous poursuivent et aggravent l'offensive pour liquider la propriété sociale ouverte par les réformes de 1965. Il s'agit en fait pour le vieil appareil stalinien de chercher à se maintenir en se faisant l'agent de la restauration capitaliste. Il s'agit de la négation de la démocratie, car peut-on prétendre l'instaurer en maintenant et rénovant l'ancien appareil politique utilisant la question nationale pour ses intérêts de mercenaire pro-FMI ?

Cette question est soulevée dans l'ensemble des pays est-européens où des débris de la nomenklatura se maintiennent au pouvoir au compte de la restauration capitaliste.

### **La nomenklatura, mercenaire de l'impérialisme**

Déjà en 1936, Trotsky, envisageant l'avenir de l'URSS, dégageait trois hypothèses. Après celle de la victoire de la classe ouvrière raffermissant le socialisme par la régénération démocratique de la société, il envisageait la marche à la restauration capitaliste en écrivant :

« Si un parti bourgeois renversait la caste soviétique dirigeante, il trouverait pas mal de serviteurs parmi les bureaucrates d'aujourd'hui, les techniciens, les directeurs, les secrétaires du parti, les dirigeants en général. Une épuration des services de l'Etat s'imposerait aussi dans ce cas : mais la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire. L'objectif principal du nou-

veau pouvoir serait de rétablir la propriété privée des moyens de production. Il devrait avant tout donner aux kolkozhozes faibles la possibilité de former de gros fermiers et de transformer les kolkozhozes riches en coopératives de production de type bourgeois, ou en sociétés par actions. Dans l'industrie, la dénationalisation commencerait par les entreprises de l'industrie légère et de l'alimentation. Le plan se réduirait dans les premiers temps à des compromis entre le pouvoir et les "corporations", c'est-à-dire les capitaines d'industrie soviétiques, les propriétaires potentiels, les anciens propriétaires émigrés et les capitalistes étrangers. Bien que la bureaucratie soviétique ait beaucoup fait pour la restauration bourgeoise, le nouveau régime serait obligé d'accomplir sur le terrain de la propriété du mode de gestion, non une réforme, mais une véritable révolution. » (...) (*La Révolution trahie.*)

Bien évidemment, ces lignes ont été écrites il y a près de 60 ans, mais dans l'essentiel elles demeurent d'une brûlante actualité. Il soulignait dans une troisième hypothèse le fait que si « *la bureaucratie demeure à la tête de l'Etat, l'évolution des rapports sociaux ne cesse pas (...), il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite dans les rapports de propriété* ».

Mais jusqu'à présent elle n'a pu y parvenir, même si de par sa nature de caste parasitaire, c'est de l'intérieur même de l'appareil bureaucratique qu'ont surgi toutes les tentatives de restaurer le capitalisme.

Car c'est précisément l'absence de rapports de classes cristallisés et l'impossibilité d'en ériger sur le fondement de la propriété sociale qui donne un caractère si convulsif à tous les développements actuels. C'est cela qui explique l'absence de base sociale de ces nomenklaturas-mafias, qui n'ont d'autres raisons d'être que de se faire les mercenaires de l'impérialisme, et donc leur politique qui ébranle tous les fondements de l'économie.

Mais pour arriver à son objectif, pour détruire la propriété sociale, il faut que « *la contre-révolution en marche vers le*

*capitalisme brise la résistance des ouvriers* » (Léon Trotsky). C'est-à-dire disloque la classe ouvrière. Mais, poursuit Léon Trotsky, « *la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des masses* », c'est-à-dire que les rapports fondés sur la propriété sociale sont à la base de la résistance et du mouvement des masses déjà engagé, qui a vu la chute du Mur de Berlin et celle du Kremlin. Les processus à l'Est de l'Europe combinent les deux termes de l'alternative formulée par Trotsky (soit la classe ouvrière renverse la bureaucratie et établit son propre pouvoir, soit la bureaucratie brise la résistance des ouvriers et ouvre la restauration capitaliste). Aucun des deux camps en présence n'a abouti à ce stade. Il y a à la fois les mobilisations des masses qui se sont exprimées, et dans le même mouvement la contre-révolution en marche qui s'exprime notamment dans la barbarie de la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

Car quand nous parlons de l'impossibilité de restaurer « pacifiquement » le capitalisme, à froid, par des « réformes », nous indiquons la réalité d'un processus qui voit la restauration capitaliste non pas sous la forme de la reconstitution d'un véritable marché intégrant les pays de l'Est, mais sous la forme des plus gigantesques destructions des bases de l'économie. La tentative du vieil appareil stalinien disloqué de passer au service de l'impérialisme pour mettre en œuvre la restauration capitaliste s'accompagne de la hausse des prix, du chômage, de la destruction des industries et de l'agriculture, comme on peut le voir avec le bilan des « réformes » en Pologne. C'est une véritable guerre contre les travailleurs, et dans des pays comme l'ex-Yougoslavie dont le caractère d'union ou de fédération reposait sur la propriété sociale, les différentes fractions de la bureaucratie, pour être les mercenaires de la restauration capitaliste, ont cherché à dresser les peuples les uns contre les autres pour finalement déboucher sur une vraie guerre qui frappe tous les peuples de l'ex-Yougoslavie.

---

#### IV - UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

---

Telles sont les conséquences du maintien du régime mondial de la propriété privée arrivé à son stade impérialiste que Lénine définissait comme l'« *ère des guerres et des révolutions* ».

Dans ces conditions, la tenue d'une conférence à Londres ou à Genève prétendant œuvrer pour la paix et le « *droit des peuples* » ne peut masquer la réalité : la responsabilité de l'impérialisme, qui est non seulement historique mais immédiate et s'incarne aujourd'hui de façon concrète.

Après avoir saigné la Yougoslavie sous le poids de la dette en écrasant les peuples, les gouvernements impérialistes ont — pour tenter de préserver l'appareil nomenklaturiste nécessaire à leur politique — soutenu la légitimité des élections truquées de 1990 en Serbie, faisant pression sur l'opposition pour qu'elle y participe, et donnant ainsi sa « *crédibilité* » au régime de Milosevic. Sous l'impulsion des USA appuyés par la France et la Grande-Bretagne, l'impérialisme est intervenu directement pour que « l'ordre central » soit rétabli afin de mettre en œuvre ses plans ; ils ont aussi très explicitement soutenu l'armée fédérale et Milosevic pour tenter de maintenir l'appareil fédéral bureaucratique. C'est ainsi qu'ils ont fait geler pendant 3 mois les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Puis, devant le caractère de plus en plus incontrôlable de la situation, les puissances impérialistes ont tenté d'aboutir à une solution négociée qui ne remette pas en cause « l'ordre » et les frontières dans l'ensemble des Balkans : car derrière la question de la Yougoslavie, ce sont les questions des Hongrois de Slovaquie, de Roumanie, de Yougoslavie, celle des Roumains de Moldavie, celle des Macédoniens... R. Dumas l'a indiqué clairement : « *La Yougoslavie constitue un test et pratiquement un laboratoire pour toute l'Europe. Ou bien le respect du droit international ou bien la guerre*

*civile.* » En un mot, pour Dumas et la CEE, il s'agit de démontrer que l'opposition des peuples aux diktats de la CEE et du FMI (« le droit international ») ne peut conduire qu'à la « guerre civile ».

Dans ces nouveaux développements où chacun joue sa carte, ils ont, à l'initiative de l'Allemagne, reconnu la Croatie et la Slovénie, mais refusé de reconnaître la Macédoine — sous la pression de la Grèce — et exigé de celle-ci un changement de nom afin de ne pas revenir sur la division de la Macédoine en trois Etats (Bulgarie, Grèce, Yougoslavie). Ce sont toujours les frontières de Versailles, Yalta...

Sous prétexte que sa « reconnaissance internationale » la protégerait de la guerre, l'impérialisme a poussé la Bosnie à déclarer son indépendance, pour ensuite faire adopter devant le conflit grandissant une proposition de « cantonisation » de cette république. Cette mesure prise sous la pression de la CEE a été imposée au gouvernement de Bosnie qui l'avait d'abord rejetée.

Cette « solution », d'ailleurs inapplicable en raison de l'extrême imbrication des peuples en Bosnie, visant à constituer des cantons serbes, musulmans et croates, ouvrirait la voie au dépeçage de la Bosnie par la guerre, car la Bosnie ne peut exister que comme Etat multi-ethnique. Et c'est aujourd'hui dans un déchaînement de violences et de barbarie visant à dresser les peuples les uns contre les autres que les nomenklaturas, mafias et cliques rivales conduisent au chaos et au massacre. Et dans ce cadre, les impérialismes ont en permanence jeté de l'huile sur le feu pour la défense de leurs propres intérêts au nom du « *droit d'ingérence* ».

### **Le « droit d'ingérence »...**

Ce « droit d'ingérence » n'est rien d'autre que la réplique de l'impérialisme mondial au tournant de la situation mondiale, au vide dans le dispositif contre-révolutionnaire que laisse la chute de l'appareil stalinien international. L'impérialisme doit tout concentrer et les

USA dominer. A l'occasion de la crise du Golfe, après l'effondrement de l'équilibre de Yalta et alors que les conséquences de cet effondrement se manifestaient dans la multiplication des mouvements des masses, l'impérialisme US a dû réaffirmer qu'il demeurerait la « superpuissance » prenant en charge l'ensemble de la défense de l'ordre qui a basculé après la chute du Mur de Berlin et celle du Kremlin. Dans ce cadre, l'impérialisme US pèse sur tous les impérialismes pour qu'ils s'alignent derrière lui, multipliant les tensions et contradictions dans une situation qui entraîne un redoublement de coups contre la classe ouvrière des pays impérialistes, et une véritable liquidation dans les pays dominés et à l'Est de l'Europe. Car l'affirmation de l'hégémonie US par la violence contre les peuples ne survient pas seulement dans une phase avancée de la décadence impérialiste, mais à un moment où l'économie mondiale est dans une phase de putréfaction parasitaire, dans une crise d'une ampleur telle qu'elle déchaîne tous les effondrements et toutes les contradictions.

En effet, la crise du marché mondial dominé par l'impérialisme est un élément de destruction de toute l'économie et de chaque marché national. A l'Est de l'Europe, une telle liquidation sociale ne peut se faire que par la mainmise de l'impérialisme, c'est-à-dire par une nouvelle forme de colonisation.

Tel est précisément le contenu de cet « ordre » qui en réalité engendre et engendrera chaos, misère et guerre. Le « droit d'ingérence » n'est rien d'autre que la préservation de ce nouvel ordre mondial, dont le contenu est la restauration capitaliste, la liquidation de tous les droits et garanties, et qui aboutit à détruire les fondements mêmes de la civilisation sans pouvoir prétendre être capable de construire quoi que ce soit.

De ce point de vue, même si chacun des gouvernements impérialistes ne souhaite pas le développement de la guerre en Yougoslavie en raison des risques qu'elle comporte pour la préservation de l'ordre en Europe, toute leur politique y

conduit. Car elle implique le maintien au pouvoir des débris de l'appareil nomenclaturiste passés à leur service pour la liquidation sociale, contre la démocratie et pour provoquer des conflits meurtriers pour les travailleurs. C'est au nom de la défense de cet « ordre » responsable du chaos que l'impérialisme entend, à travers le « droit d'ingérence », intervenir en Yougoslavie pour mettre sous coupe réglée les travailleurs et les peuples, comme il l'a clairement indiqué à l'occasion de la guerre du Golfe :

« Dès l'amorce de la crise du Golfe, en explicitant ses buts de guerre, l'Administration Bush a marqué l'enjeu mondial de son intervention. Il s'agissait d'une guerre contre-révolutionnaire menée contre les aspirations des peuples pour maintenir l'ordre de l'oppression nationale, de l'exploitation, du pillage, des plans du FMI. L'impérialisme américain assumait pleinement le rôle de "gendarme mondial" ».

La guerre d'extermination dans le Golfe c'est le recours au "talon de fer". Mais les développements d'ensemble de la situation mondiale sont marqués par la montée des luttes des travailleurs et des peuples contre l'exploitation et l'oppression. Chercher à imposer le "talon de fer" c'est nécessairement aller au-devant de nouvelles explosions, de nouveaux affrontements où révolution et contre-révolution se combineront. » (Notes sur la situation politique après la guerre du Golfe, *La Vérité* n° 608, mai 1991).

### ...fait des émules

Et précisément, ces exigences de « l'ordre » conduisent ceux qui osent encore prétendre parler au nom de la « classe ouvrière » à s'aligner sur les exigences impérialistes, tels les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale qui après avoir soutenu l'intervention dans le Golfe, appellent de leurs vœux, au nom des « causes humanitaires », l'intervention des troupes impérialistes (comme régulièrement d'ailleurs l'a fait dans le passé l'impérialisme dans les Balkans au nom du « droit des peuples » ou des libertés menacées).

Et le cortège des « interventionnistes » s'élargit. C'est ainsi qu'on trouve parmi les signataires d'un appel de « personnalités » favorables à l'intervention militaire en Bosnie C. Samary, « spécialiste » de la Yougoslavie, auteur d'une thèse universitaire sur l'autogestion et l'économie yougoslave, mais également dirigeante de la Ligue communiste révolutionnaire, et A. Krivine.

Il ne s'agit pas là d'une « bavure ». La lecture d'*Inprecor*, organe « officiel » du Secrétariat unifié, est depuis plusieurs mois édifiante.

Six mois avant la décision formelle d'établir l'embargo de la Serbie, et alors que cette question était mise à l'ordre du jour dans les cercles impérialistes, *Inprecor* n° 336, l'organe du SU, indiquait que la « chute (du régime Milosevic) ne peut s'envisager que comme le résultat d'efforts combinés : un isolement politique et économique du régime de Belgrade par l'Europe tout entière qui aurait pour but d'étayer la résistance de républiques, et des principes menacés en Yougoslavie même ». Et nos grands révolutionnaires peuvent bien ajouter : « et tout aussi important, un rejet croissant de la guerre en Serbie », ils ne se prononcent pas moins pour un appel clair et direct aux gouvernements impérialistes d'Europe pour que ceux-ci mettent la Serbie sous embargo.

Il n'est pas utile de revenir ici sur la signification — après la guerre du Golfe —, pour des gens qui se prétendent révolutionnaires, d'en appeler à l'embargo que quelques mois plus tard l'impérialisme va instaurer. Et d'ailleurs en mai 1992, à la veille de l'embargo, alors que les menaces planent, que les troupes de l'ONU sont présentes, *Inprecor* n° 353 écrit : « Le malheureux peuple de Bosnie attend d'être soulagé par les troupes des Nations Unies ! »

Pour sa part, la IV<sup>e</sup> Internationale se situe dans le camp des travailleurs et des peuples, de ceux qui, comme la commission exécutive du syndicat Nezavinost (1), affirment : « Par ses conséquences, la résolution 757 du Conseil de sécurité

*de l'ONU signifie une punition contre le peuple serbe, pour une chose dont il n'est pas coupable. L'Est et l'Ouest, avec l'aide de tous les gouvernements, veulent punir le peuple serbe pour la politique de la camarilla de Milosevic et des généraux, pour une politique dont les gouvernements US et européens sont bien plus coupables que le peuple serbe.* » (Résolution du 2 juin.)

Nous affirmons quant à nous, devant la barbarie dans laquelle impérialistes et nomenklatura pro-FMI entraînent les travailleurs et les peuples, qu'il existe une issue : celle de la mobilisation des travailleurs et des peuples qui a déjà commencé en Yougoslavie.

Et c'est précisément la ligne de partage qui sépare radicalement nos positions de celles de la LCR ou de Lutte ouvrière (2). Sous des formes différentes, ces deux organisations partagent l'idée que le mouvement des travailleurs ne peut rien.

D'un côté, la LCR minimise en permanence l'importance du mouvement contre la guerre et ignore l'émergence d'un mouvement ouvrier indépendant, ne voyant d'autre solution que de pousser l'ONU à intervenir. Ainsi, dans *Inprecor* n° 348, il est fait référence aux « mobilisations populaires » sous la forme suivante : « Sans une telle volonté et mobilisation populaires, les forces de l'ONU s'enliseront, incapables d'empêcher le rebondissement d'une guerre qui risque de faire boule de neige. »

De l'autre, Lutte ouvrière déclare que seule la classe ouvrière pourrait ouvrir une issue... mais pour plus tard, car les masses « dans la situation présente, sont privées de toute autre perspective que celle de victimes ballottées dans l'engrenage des surenchères nationales » (*Lutte ouvrière* n° 1251) et va même plus loin en dénonçant le caractère réactionnaire des manifestations de masse qui ont rassemblé 50 000 personnes à Belgrade le 31 mai contre la guerre et le régime. D'ailleurs, pour Lutte ouvrière, « en fin de compte, huit jours après, la presse (en tout cas *Libération*) annonce qu'ils n'étaient plus que 6 000 ». Si *Libération*

l'affirme, alors... LO comme la LCR n'ont rien à opposer à la politique de l'impérialisme, sur laquelle, au-delà des discours, ils s'alignent.

Depuis des mois, le mouvement contre la guerre s'est étendu. Dans cette situation, un syndicat indépendant, *Nezavinost*, s'est constitué en Serbie, en affirmant dès le départ son opposition à la guerre : « *La place d'un travailleur est à l'usine, pas au front* ». En pleine guerre, des mouvements de grèves ou des manifestations ont eu lieu, rassemblant les travailleurs qui refusaient de faire les frais de la guerre.

Et la manifestation massive du 31 mai 1992 avant l'ouverture sanglante des massacres en Bosnie pouvait entraîner la chute de Milosevic et empêcher l'extension de la guerre à la Bosnie. Mais le gouvernement américain, par crainte de la chute du régime Milosevic (ce dernier, rappelons-le, a été constamment soutenu par l'entremise de J. Baker) qui risquait de survenir avant l'embargo, et par crainte de la déstabilisation qui en aurait résulté, a cherché à mettre en place une solution préservant l'ordre. C'est à cela que vise l'embargo. Faire pression pour dégager une solution bloquant la voie à la chute du régime par la mobilisation des masses. « *Un coup d'Etat militaire type Algérie ou Pérou n'est pas exclu, ou une combinaison du type table ronde* », indiquait un militant de l'Alliance européenne des travailleurs dans *Informations ouvrières*.

On voit donc des dignitaires du régime quitter Milosevic pour rejoindre l'opposition, et nombre de dirigeants de ce bloc se prononcer aujourd'hui pour « un gouvernement de salut national sur la base d'une table ronde avec le parti gouvernemental avec ou sans Milosevic ». En un mot, pour ceux-ci, il s'agit de « démocratiser » le régime par le départ de Milosevic, et ainsi de le préserver.

Le résultat de ce maintien de « l'ordre » ce sont de nouveaux massacres.

Pour sa part, la section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Yougoslavie ne considère

pas qu'il s'agit de substituer à Milosevic une nomenklatura acceptable pour l'impérialisme. Elle se prononce contre l'embargo de l'impérialisme contre le peuple serbe, contre la mise en coupe réglée des peuples de l'ex-Yougoslavie par l'ONU, pour le droit de tous les peuples à l'auto-détermination, pour la défense de la propriété sociale. Elle considère que l'issue est dans la mobilisation des travailleurs contre la nomenklatura pro-FMI.

---

**V - LE DROIT DES NATIONS  
NE PEUT ETRE REALISE  
QUE PAR LA CLASSE OUVRIERE  
DEFENDANT  
LA PROPRIETE SOCIALE**

---

Pour toutes les forces attachées d'une manière ou d'une autre à la préservation de cet « ordre », il faudrait masquer le fait que ce ne sont pas les peuples en armes qui se combattent mais de petits groupes armés au service des « seigneurs de la guerre », maffieux nomenklaturistes pro-FMI. Il faudrait taire le fait que lorsqu'il y a eu mobilisation des masses, c'était précisément contre la guerre, contre la liquidation de la propriété sociale.

Car les manifestations massives en Serbie comme en Croatie ou à Sarajevo avant le siège, rassemblant les Bosniaques sur le mot d'ordre « *Croates, Serbes, Musulmans, unis* », expriment la volonté des peuples de voir s'établir la paix. De ce point de vue la palette de nomenklaturistes et de maffieux rassemblés par l'impérialisme dans la Conférence de Londres, qui ne peuvent en aucun cas parler au nom des peuples, en dit long sur les « solutions » que veut trouver l'impérialisme.

La grève générale en Slovénie contre le plan de privatisation de l'économie et les mouvements en Croatie contre la situation économique, la mobilisation en Serbie à l'appel du syndicat indépendant Nezavinost (constitué pendant la guerre) contre la guerre, contre les restructurations et les licenciements, témoignent du rejet des travailleurs de « *faire les frais*

*de la guerre* », comme le disait un syndicaliste de Belgrade. Tel est le contenu du mouvement des peuples voulant réaliser leurs aspirations nationales en se libérant de la tutelle bureaucratique et de sa politique anti-ouvrière pro-FMI.

**La décadence de l'impérialisme  
et le droit des nations  
à disposer d'elles-mêmes**

Les exigences du régime de la propriété privée, qui entraîne sous l'effet de sa crise l'ensemble de l'humanité vers le chaos, signifient par la destruction de la propriété sociale non seulement la liquidation des masses laborieuses vouées à la misère, au chômage et à la déchéance, mais aussi la négation des droits nationaux de ces peuples par une véritable mainmise impérialiste sur ces pays, par une nouvelle forme de colonisation. Et la colonisation est contradictoire avec l'aspiration nationale des peuples et leurs droits souverains.

Au point de décadence où il est arrivé, l'impérialisme ne peut non seulement régler aucune question nationale, mais il ne peut que les aggraver : car sous l'effet de sa propre crise de décomposition il doit écraser l'ensemble des économies nationales, en soumettant ces pays, en en faisant exploser le cadre national, à travers une nouvelle forme de colonisation. Une nouvelle forme, car l'ancienne colonisation s'inscrivait dans une économie mondiale qui au XIX<sup>e</sup> siècle s'est constituée sur l'industrialisation dans laquelle s'engageaient tous les pays. Toute l'économie mondiale est actuellement fondée sur la désindustrialisation et la désertification. Toute l'économie mondiale reposait sur les échanges, la circulation et la consommation de marchandises ; aujourd'hui, elle repose sur la spéculation, les capitaux fictifs.

Or le contenu du mouvement des travailleurs et des peuples d'URSS, d'Europe centrale et orientale contre la bureaucratie stalinienne est partie constituante du mouvement d'ensemble des peuples pour leur émancipation. La chute du Mur de Berlin, la réunification alle-

mande bouleversant les « frontières » de l'ordre, la chute du Kremlin et la mobilisation des peuples pose d'une manière directe la question des Etats-Unis d'Europe en relation avec le fait que la lutte des travailleurs d'Europe tend à s'unifier non pas seulement sur le plan d'objectifs historiques, mais y compris au niveau des problèmes les plus immédiats dans la résistance face aux plans de régression et de liquidation dans tous les pays d'Europe.

La tentative de l'impérialisme de préserver l'« ordre » conduit au chaos et au désordre, qui ne traceront pas des Etats selon les « frontières des nations » mais selon « la carte de la guerre » par la création de petites colonies, « féodalités » dirigées par les maffieux nomenclaturistes au service de l'impérialisme et base de tous les conflits à venir.

*Car notre « revendication (droit à la séparation) n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation des petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles en pratique les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts des masses sont indubitables. » (Lénine, La révolution sociale et le droit des nations).*

Et précisément, la construction de l'Europe ne peut passer que par la fédération des peuples se reconnaissant dans des Etats existant ou créant leurs propres Etats par leur libre détermination. Il faut d'ailleurs noter — même si cela n'est pas ici notre propos — que la CEE qui s'intitule frauduleusement « l'Europe des Douze » n'a nullement été le cadre de la solution à la question nationale pour les Basques, Catalans, Irlandais, Flamands, Wallons... Depuis des décennies, ces questions pourrissent et on voit au contraire, produit de la politique de destruction sociale qui ne peut que les entretenir et les amplifier, se rallumer tous les clivages nationaux, et des ques-

tions nationales latentes (comme en Ecosse) tendre à s'affirmer, des cadres nationaux se lézarder (comme en Belgique).

### **La CEE, l'« Europe des régions » contre l'Europe**

Loin de construire l'Europe, la politique de la CEE détruit les bases mêmes de l'Europe et conduit non seulement certaines régions à la balkanisation, mais même à la guerre.

La CEE prétend répondre à ce type de problème par la constitution de l'« Europe des régions ». Cette « idée » — au demeurant absolument irréalisable — est d'abord dirigée contre les peuples des pays où existent des questions nationales pour tenter de les convaincre que la lutte pour leurs droits nationaux n'a plus de sens, puisqu'à terme l'Etat contre lequel ils luttent serait amené à se dissoudre et que leur nation arriverait ainsi à la souveraineté dans le cadre de l'« Europe des régions ». Car mettre sur le même pied la Picardie et la Catalogne, l'Irlande et le Bade-Wurtemberg, c'est en réalité la négation totale du droit des nations catalane et irlandaise.

Concernant les Balkans, les différentes « solutions » avancées d'« autonomie » ou autres formules de l'impérialisme ne sont rien d'autre qu'une tentative de préserver des débris de l'appareil d'Etat décomposé pour la mise en œuvre de sa politique liquidatrice.

Ainsi, dans un compte rendu d'un colloque international de la CEE à Gand (Belgique) du 6 et 7 juin 1991, on peut lire à propos de cette idée d'Europe des régions :

« L'écroulement du communisme à l'Est et le soulèvement à l'Est des nationalités obligent toute l'Europe et l'Ouest en particulier à construire un futur dont l'espace ne doit plus être découpé en Etats nations épris de jacobinisme... Il faut donc travailler à une interfécondation des structures actuelles et à des solutions souhaitables pour le futur proche. L'Europe centrale et l'URSS sont à ce titre des laboratoires, même si l'Europe de l'Ouest offre déjà des exem-

ples tels la Belgique et le Danemark (*c'était avant le non danois au référendum — NDA*)... La carte de l'Europe doit être une carte de régions, et pour cela il faut organiser le droit à la diversité culturelle en inversant la pyramide démocratique... Les régions pourraient alors dialoguer directement avec la CEE et s'affranchir par cette reconnaissance des contraintes de l'Etat national... Au niveau des Etats membres de la CEE, il convient de parachever le fait national pour certains (Italie, Espagne, Grande-Bretagne, Allemagne), de provoquer l'implosion chez les autres, en France en particulier (...), archaïque car dernier vestige du jacobinisme arrogant en Europe. »

Passons sur la « vision historique future » pour nous concentrer sur l'essentiel. Derrière les fumeuses théories sur la dissolution de l'Etat français ou allemand, il s'agit en réalité de couvrir l'offensive concrète de liquidation économique entreprise par la CEE et Maastricht, et de dislocation des nations elles-mêmes sous l'effet de cette politique contraire au progrès historique qu'avait constitué leur avènement et contraire à leurs droits. Comme celui de la reconstitution de la nation allemande, c'est-à-dire de la reconstitution de l'unité du peuple et de la classe ouvrière allemande qui vit trembler tous les « commissaires » de la CEE. Et qui voit aujourd'hui la bourgeoisie allemande ne pouvoir solutionner autrement l'unification du pays qu'elle n'avait pas souhaitée qu'en procédant à la liquidation sociale à l'Est, à la destruction de l'économie, et en en faisant porter le poids à toute l'Allemagne. Il y a aussi en Allemagne un mouvement contradictoire. Par la liquidation et l'appauvrissement à l'Est, la politique de la bourgeoisie pousse aux différenciations régionales et à la division de ce qui vient d'être réuni. A l'inverse, la classe ouvrière par son mouvement, ses revendications, les conventions qu'elle obtient réduisant l'écart des salaires Est-Ouest, œuvre à consolider l'unité de la classe ouvrière et de la nation allemande.

Sous couvert de fumeuses « théories », l'objectif n'est bien évidemment pas la dissolution des nations dans une

Europe unie cadre du développement des forces productives, mais conduit à atomiser et disloquer les cadres existants, pour disloquer les conquêtes sociales et démocratiques qui y sont attachées.

### Pour l'Europe unie

L'« Europe des régions » serait alors un recul vers les particularismes alors que les nations ont été constituées au travers de la lutte pour des acquis communs, dépassant les particularismes médiévaux. Ce serait — selon les participants du colloque de Gand — un moyen de mettre en concurrence les régions en les poussant à se détacher elles-mêmes des protections du droit lié à leurs Etats respectifs : les zones franches, les pôles européens de reconversion (mines, sidérurgie, chantiers navals), les systèmes de dérogation à la Disneyland en France en sont une illustration. Mais si une telle « vision » est irréaliste sous cette forme ou sous une autre, c'est parce qu'à ce stade de déclin les bourgeoisies n'ont nullement la capacité de « dépasser » leurs intérêts contradictoires pour construire un « super-Etat ». Et encore moins la capacité de développer les forces productives pour cela. Mais en même temps, leur nécessaire unité pour détruire les acquis sociaux attachés aux Etats nationaux ouvre toutes grandes les vannes à ce chaos.

La bourgeoisie ascendante avait besoin de grands Etats pour développer son commerce en exploitant un marché suffisant ; la bureaucratie en décomposition n'a besoin que du microcosme pour ses rapines maffieuses, pour son brigandage sans avenir. Elle est de ce point de vue-là servilement en symbiose avec la bourgeoisie contemporaine qui ne peut approcher aujourd'hui l'URSS, hier tant convoitée, avec les moyens de ses ancêtres mettant en exploitation les colonies.

La bourgeoisie montante se construisait des empires les plus larges possibles, dégageant par ses moyens d'Etat la possibilité de leur exploitation à outrance en y installant les infrastructures nécessai-

res. Elle croyait à la pérennité de ce qu'elle faisait. La bourgeoisie actuelle ne peut guère envisager la « colonisation » de l'Est de l'Europe que sous la forme de la liquidation de branches entières de l'économie et de l'agriculture.

C'est avec ces éléments qu'il faut aborder les problèmes liés à la question nationale dans les Balkans. Il est impossible de séparer la défense des droits des peuples de celle de la propriété sociale. C'est ainsi que la reconnaissance du droit des peuples ne signifie absolument pas la reconnaissance du « droit » des maffiosi nomenklaturistes volant et dilapidant la propriété sociale. Au contraire.

Véhiculant et reflétant la pression des médias pro-impérialistes, Lutte ouvrière comme la LCR ont dans leur presse repris la thèse de « *la résurgence et de l'aggravation des hostilités inter-ethniques* » (*Lutte des classes* n° 43) ou de la « *régression nationaliste* » (*Lutte ouvrière* n° 1 236), tandis qu'*Inprecor* n'a cessé de dénoncer le « *nationalisme grand-serbe* » comme le responsable de la guerre. « *La logique grand-serbe, principale responsable de la guerre.* » (*Inprecor* n° 354).

Que la question des nationalités soit une question évidemment centrale en Yougoslavie, comme d'ailleurs dans l'ensemble des Balkans, nul ne peut le contester. Mais ne pas dégager clairement que la question des nationalités est utilisée dans un but précis qui ne peut s'identifier avec on ne sait quel tradition historique de conflits entre les peuples, parler du « *resurgissement* » de conflits inter-ethniques aboutit en fin de compte — même en précisant « *prudemment* », comme le fait Lutte ouvrière, qu'il « *manque au prolétariat une direction révolutionnaire internationaliste* » — à faire retomber sur les travailleurs et les peuples la responsabilité du conflit, en refusant de se prononcer clairement pour le droit des peuples à l'autodétermination.

Car on ne peut nier aux peuples le droit à disposer d'eux-mêmes sous prétexte que l'exercice de ce droit pourrait

être exploité par ces maffiosi-nomenklaturistes. Ce serait participer de l'utilisation des « *nationalismes* » au compte des nomenklaturas pro-FMI. Car le paysan qui défend sa terre, l'ouvrier son emploi, le membre de la minorité nationale sa langue et ses droits, n'ont pas les mêmes intérêts dans la question nationale que la bureaucratie qui enrage de ne pouvoir s'enfuir rapidement avec les quelques millions résultant de la vente frauduleuse des biens de la société.

De même, dans une déclaration de la LIT (fraction majoritaire du courant moreniste — du nom de Moreno, qui est présenté par ses héritiers comme le « *fondateur du trotskysme orthodoxe* », merci pour Trotsky) publiée en septembre 1992 par *Solidaridad Socialista* d'Argentine (n° 429), on lit : « *Arrêt du génocide contre le peuple bosniaque, arrêt de l'épuration ethnique, dehors les troupes de Milosevic, défense de l'intégrité de la Bosnie, des armes pour la Bosnie* », sans que soit mentionnée à un quelconque moment la question de la propriété sociale. Dans sa déclaration, la LIT ne dénonce l'impérialisme que sur le terrain de la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans jamais aborder le fait que c'est la politique de restauration capitaliste, d'attaque contre la propriété sociale qui porte la responsabilité de la situation de chaos actuelle. Au-delà des positions douteuses faisant du peuple bosniaque le seul peuple martyr, il partage là une position commune avec la LCR et Lutte ouvrière, en se situant sur un terrain qui, ne partant pas du régime de la propriété, se situe nécessairement sur une position de nationaliste petit-bourgeois.

La IV<sup>e</sup> Internationale ne se situe pas sur le terrain d'un « *nationalisme* », limité à l'époque de la décadence impérialiste à l'obtention d'une « *autonomie* » et donc signifiant la préservation de l'Etat bourgeois et de l'appareil bureaucratique. Toutes les propositions sur ce terrain ne sont rien d'autre que l'acceptation de la liquidation de la propriété sociale, et sont en contradiction

totale avec le combat non seulement de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais du mouvement ouvrier mettant au centre de son combat émancipateur l'expropriation du régime de la propriété privée. Tel est le fondement véritable de son combat pour le droit des peuples et des nations à décider de leur avenir.

Sur ce terrain, il y a une frontière de classe entre la IV<sup>e</sup> Internationale et tous les courants liés de près ou de loin à l'impérialisme, à ses satellites sociaux-démocrates et stalinien plus ou moins reconvertis et à l'extrême-gauche.

L'Europe ne peut être que l'union libre des peuples. L'union ne peut exister que par le droit plein et entier de chaque peuple à se constituer en nation, ce qui signifie le droit à constituer un Etat indépendant. Et cela exige de dire clairement que la défense de la propriété sociale concentre l'ensemble des tâches du prolétariat seul à même de régler la question du droit des peuples.

Car ces « théories » en apparence radicales pour ou contre les « nationalismes » indépendamment de la question du régime de propriété se dressent en réalité contre les droits des peuples et s'opposent à l'action des masses opprimées. Car toute l'histoire nous enseigne que les Etats constitués par les processus nationaux l'ont toujours été par des forces sociales se heurtant à l'étouffement des forces productives dans les cadres anciens et tirant la force de briser ces cadres — pour en construire de nouveaux — de leur capacité — et de leur volonté interne — à développer les forces productives. Pour construire les Etats-Unis d'Europe, il faudrait un mouvement similaire. Et pour cela, la bourgeoisie ne réunit nullement les conditions aujourd'hui.

Mettre en place un « état-major européen » pour coordonner une politique de destruction massive des forces productives est une chose, constituer un Etat dans un cadre géographique continental — cadre nécessaire au développement des forces productives — en est une autre, totalement opposée.

## **Droit des peuples et propriété sociale**

Pour nous, la question du droit des peuples n'est pas une question abstraite ni morale. Nous nous opposons à l'oppression nationale car celle-ci impose nécessairement des restrictions aux développements des forces productives, à l'organisation de la classe ouvrière et à une authentique démocratie... C'est pourquoi nous nous prononçons dans les Balkans pour le droit des peuples à décider de leur avenir, et donc y compris à la séparation politique.

Si comme nous l'avons expliqué plus haut, dans sa période ascendante, la bourgeoisie en se libérant du féodalisme a eu la possibilité de constituer dans une série de pays la nation et l'Etat moderne comme cadre de développement de forces productives et de progrès, il n'en a plus été de même après 1848 où le développement des forces productives mondiales, y compris dans les pays dominés, a vu l'accroissement de la principale de ces forces, le prolétariat. Dès lors, la bourgeoisie — par crainte du prolétariat — s'est montrée incapable de prendre la tête de la nation là où elle n'avait pas encore aboli le régime féodal ; au contraire, elle se soucia de protéger sa propre position, et s'opposa à la constitution des Etats modernes auxquels elle préféra le cadre des vieux empires.

A notre époque où non seulement la bourgeoisie ne peut absolument plus jouer ce rôle historique mais au contraire est un facteur de dislocation, c'est le combat de la classe ouvrière pour son émancipation sociale qui peut réaliser les tâches de la nation souveraine en libérant celle-ci du carcan du régime de la propriété privée dans les nations dominées par l'impérialisme et en défendant la propriété sociale dans les pays où le capital a été exproprié.

Comme l'indiquait déjà Léon Trotsky en 1934 :

« La classe ouvrière n'est pas indifférente à sa nation. Au contraire c'est parce que l'histoire place entre ses mains le destin de la nation que la classe ouvrière refuse de confier à l'impéria-

lisme la tâche de la liberté et de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme, lequel ne "sauve" la nation que pour la soumettre le lendemain à de nouveaux dangers pour les intérêts d'une minorité insignifiante d'exploiteurs.

Ayant utilisé la nation pour son développement, le capitalisme n'a nulle part, dans aucune région du monde, pleinement résolu le problème national. Les frontières de l'Europe de Versailles sont taillées dans la chair des nations. L'idée de retailler l'Europe capitaliste pour faire coïncider les limites des Etats avec celles des nations est la plus pure des utopies. Aucun gouvernement ne cédera un pouce de son territoire face à des moyens pacifiques. Une nouvelle guerre taillerait de nouveau l'Europe conformément à la carte de la guerre, et non aux limites des nations. La tâche d'auto-détermination nationale complète et de coopération pacifique de tous les peuples d'Europe ne peut être résolue que sur la base de l'unification économique de l'Europe, débarrassée de la tutelle de la bourgeoisie. Le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe n'est pas seulement celui du salut des peuples balkaniques et danubiens, mais de celui des peuples allemand et français. » (*La IV<sup>e</sup> Internationale et la guerre.*)

Aujourd'hui encore, la politique de l'impérialisme et des nomenklaturas à son service ne fait que tailler dans la « chair des nations ».

Car aucun régime social fondé sur l'exploitation ou l'oppression ne peut aujourd'hui réaliser les tâches nationales restées inaccomplies au siècle précédent ; elles ne peuvent l'être que par un mouvement qui les dépasse et les englobe, en brisant l'étroit carcan des frontières nationales qui visent à opposer les peuples les uns contre les autres. Seule la démocratie ouvrière peut abolir complètement l'oppression nationale et respecter les droits nationaux à travers la construction des Etats-Unis socialistes d'Europe. Ouvrir cette perspective, ce n'est pas tracer une carte idéale de l'Europe, mais définir la seule issue à la situation actuelle qui puisse s'opposer au chaos impérialiste.

A l'inverse, les développements en Yougoslavie démontrent que le maintien du régime de propriété privée à l'échelle mondiale tend à détruire la propriété sociale dans les pays où le capital a été exproprié, et taille les Balkans selon la carte de la guerre et non selon les frontières des nations.

Pour paraphraser Marx et Lénine, on pourrait écrire que dans le creuset d'une Europe unie finiraient par disparaître sous leurs formes actuelles, pour donner naissance à une unité supérieure, les différenciations nationales, parce que les Etats-Unis d'Europe permettraient aux diverses nationalités de participer ensemble librement à la réalisation de cette unité, sur la base d'un développement des forces productives.

« Le socialisme a pour but non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion. » (Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations.*)

Mais cette perspective ne saurait balayer d'un trait de plume le lourd héritage d'oppression nationale de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne.

C'est pourquoi nous nous situons pleinement sur le terrain de Lénine, qui précisait immédiatement à l'égard des « révolutionnaires » qui, au nom de cette perspective, niaient le droit des nations à disposer d'elles-mêmes :

« De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition, de même, elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer. »

Toutefois, reconnaître ce droit ne signifie pas décider en lieu et place des masses, car nous considérons au contraire que c'est aux peuples de décider eux-mêmes de leur sort. Comme l'expliquait Lénine,

« accuser les partisans de la libre détermination, c'est-à-dire de la libre séparation, d'encourager le séparatisme, est aussi absurde et hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté de divorce d'encourager la destruction des liens de famille. De même que dans la société bourgeoise les défenseurs des privilèges et de la vénalité sur lesquels reposent le mariage bourgeois s'élèvent contre la liberté du divorce, de même dans un Etat capitaliste nier la libre détermination des nations, c'est-à-dire la liberté de se séparer, c'est défendre purement et simplement les privilèges de la nation dominante et les méthodes policières du gouvernement au détriment des méthodes démocratiques. »

C'est pourquoi dans une déclaration publiée en août 1991, le Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale affirmait :

« Il est d'ailleurs illustratif de ce point de vue de voir que l'action de tutelle de la CEE vise en fait à restaurer "l'ordre" nécessaire à la mise en œuvre des réformes, de s'opposer aux aspirations des peuples de Yougoslavie, qui ouvriraient alors la voie aux peuples des Balkans, d'URSS, et plus généralement en Europe. C'est là le "nouvel ordre mondial" de Bush, l'"Europe" de la CEE qui, en URSS comme dans les Balkans, n'entend pas laisser aux peuples le droit à l'autodétermination.

La IV<sup>e</sup> Internationale, fidèle à sa conception d'une Europe des travailleurs et de la démocratie associant tous les peuples sur une base d'égalité, dans le respect des minorités nationales, considère que la seule alternative à la barbarie dans laquelle nous entraîne le "nouvel ordre mondial" reste dans le droit des peuples à décider souverainement de leur avenir, droits des peuples slovène, croate, bosniaque, albanais, serbe, macédonien, à disposer de leur sort.

Ces droits des peuples, la défense des intérêts des travailleurs, exigent de chasser la bureaucratie continuiste au service du FMI et de ses plans meurtriers.

Ce n'est ni à la bureaucratie, agence de la restauration capitaliste, ni à la Communauté économique européenne ou au Fonds monétaire international, états-majors de l'impérialisme, de décider en lieu et place des peuples et des

travailleurs de Yougoslavie, c'est à eux-mêmes de déterminer librement leur avenir. » (Le 8 août 1991.)

---

### SEULE LA CLASSE OUVRIERE...

---

Le combat pour l'instauration d'une authentique démocratie basée sur la propriété sociale implique d'en finir avec le maintien en ex-Yougoslavie des régimes continuistes rénovés ou pas, mais tous fourriers de la restauration capitaliste. Il exige de liquider tout le vieil appareil d'Etat en décomposition, de combattre en Serbie comme le font les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale pour que « *la parole soit donnée immédiatement au peuple serbe, que l'on cesse de parler en son nom* » : pour la chute de Milosevic et la liquidation de toutes les institutions nomenklaturistes, pour des élections libres à une Assemblée constituante qui instaurera la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu, qui mettra immédiatement fin à la guerre, et qui protégera les travailleurs de la menace de liquidation sociale, en défendant la propriété sociale.

Sous des formes particulières c'est l'axe sur lequel combat la section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les différentes républiques de l'ex-Yougoslavie. Dans une telle voie, la démocratie authentique réalisera à la fois les tâches de constitution de la nation basée sur la propriété sociale et le développement économique, qui nécessairement posera la question de la coopération avec les autres peuples balkaniques. C'est pourquoi le combat pour la démocratie, qui signifie une égalité totale en droit des nations, implique de reconnaître leur droit à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la séparation politique pour tous les peuples et les minorités nationales de l'ex-Yougoslavie, et dans tous les Balkans.

Car derrière la question de la Yougoslavie, se trouve posée la question du droit de tous les peuples de la région, Hongrois de Slovaquie, Transylvanie et Voïvodine, Turcs de Bulgarie, de Grèce et de Yougoslavie, Roumains de Moldavie, Macédoniens, Albanais, mais aussi Ser-

bes, Monténégrins, Musulmans, Croates, Slovènes. Bref, d'une nouvelle remise en cause tant de l'ordre établi à Yalta en pleine décomposition que des prétentions à imposer contre les peuples un nouvel ordre mondial.

C'est dans ce sens qu'un appel de responsables syndicaux, de démocrates et d'universitaires serbes, répondant à l'appel de syndicalistes grecs pour une conférence des Balkans, déclare :

« Encore une fois, les différentes forces de la politique mondiale utilisent notre région pour une épreuve de force entre elles. La création d'un nouvel ordre colonial du monde peut être arrêtée dans les Balkans ou se mettre en place au prix de catastrophes et de souffrances jamais vues.

Unis, résistons-leur, prenons la défense de la paix et de la démocratie dans les Balkans ! Ne permettons pas aux puissances mondiales de décider de notre sort, prenons notre destin en mains ! Créons l'Union des républiques démocratiques et indépendantes des Balkans. »

Tandis qu'une réponse de militants syndicaux et de démocrates de Croatie souligne que :

« Les peuples des Balkans sont face à une menace de recolonisation et d'extermination. La Croatie, la Bosnie, la Serbie et les autres républiques de l'ex-Yougoslavie se trouvent placées sous le "protectorat" des puissances impérialistes. Un simple pas en avant ne peut être fait sans l'accord des USA et des gouvernements anglais et français. Et la guerre se poursuit. Qu'en conclure ? Que la guerre n'est qu'un instrument d'asservissement des nations balkaniques. »

C'est en ce sens que l'initiative prise par les syndicalistes et militants grecs de l'AET qui appellent les travailleurs et syndicalistes des Balkans à une conférence balkanique est une étape dans cette voie pour rassembler les forces du mouvement ouvrier combattant contre la politique de la CEE et du FMI, pour la défense de la propriété sociale et des revendications des travailleurs, pour le droit des peuples et des nations souve-

raines basées sur la propriété sociale qui permettra alors d'ouvrir la voie à une coopération des peuples balkano-danubiens dans la voie d'une union libre de ces peuples. Il s'agit là de la continuité du combat du mouvement ouvrier qui est assurée par la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est la continuité de celui des partis socialistes des Balkans qui, dès leur fondation, avaient pris position pour le droit des peuples, contre la guerre en 1914. Ils avaient protesté dans une lettre ouverte à la II<sup>e</sup> Internationale contre le vote des crédits de guerre des partis français et allemand et ensuite dénoncé le traité de Versailles comme contraire au droit des peuples. En janvier 1920, à Sofia, se tient une conférence à laquelle participe le PC bulgare, le PSO de Yougoslavie, le POS de Grèce et le PS roumain. Lors de cette conférence, ils décident de changer de nom et de constituer la Fédération communiste balkanique et d'adhérer à l'Internationale communiste.

La résolution de la conférence souligne :

« La situation des peuples balkaniques créée par les guerres, qui également dans les Balkans ont entraîné de profonds changements dans la vie économique, se caractérise d'une part par la concentration permanente des capitaux, la mobilisation des moyens de production et d'échange, et par l'accroissement des contradictions irréconciliables entre les classes, et d'autre part par la catastrophe économique, la famine, la misère et l'exploitation criminelle des masses ouvrières. Les partis bourgeois des Balkans se montrent incapables d'améliorer cette situation et de satisfaire les besoins vitaux des masses ouvrières.

Dans ces conditions, il est certain que la faillite économique des pays balkaniques est imminente, conséquence des guerres et des lourdes dettes que ces pays ne peuvent supporter et qui leur sont imposées par les grandes puissances impérialistes de l'Entente. Les pays balkaniques divisés, ennemis entre eux, dépendants et subordonnés aux forces impérialistes de l'Entente ne peuvent, dans leurs frontières territoriales, développer et faire renaître la vie économique sur la base du système capitaliste

sans l'aide du capital européen, qui, aussi importante qu'elle soit, dressera des obstacles à leur développement économique. Il faut ajouter à tout cela la limitation des territoires balkaniques, le caractère insoluble et complexe des questions nationales, les moyens réactionnaires et le chantage administratif avec lesquels la bourgeoisie crée dans les Balkans une situation sans issue et étouffante et à laquelle les peuples balkaniques ne peuvent échapper s'ils restent divisés et continuent de supporter les relations capitalistes actuelles.

L'union fédérale des pays balkaniques est une impossibilité si le pouvoir reste dans les mains des bourgeoisies nationales qui se sont montrées incapables de réaliser cette union à cause de leur acharnement et à cause des obstacles nés

du monarchisme, du militarisme, dans tous les pays balkaniques. » (*Revue communiste*, juin 1921.)

### Lucien Gauthier

(1) Nezavinost est une organisation syndicale indépendante du régime bureaucratique constituée contre les syndicats officiels de Milosevic en pleine guerre. A l'origine de sa création, se trouvent des syndicats de la métallurgie et du transport. Elle s'est élargie à l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière en Serbie et a pris position contre la guerre et contre la politique d'austérité du gouvernement Milosevic.

(2) Lutte ouvrière est une organisation française qui se prétend trotskyste. Elle n'a jamais fait partie de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle développe, sous couvert d'ouvriérisme, une politique de secte qui en fin de compte a conduit à s'adapter aux appareils. Elle s'est illustrée dans la dernière période par un appel à l'abstention lors du référendum sur Maastricht en France.

# Contribution sur la question nationale en Afrique noire

Par Miguel Cristobal

L'éclatement des frontières qui ont donné le cadre territorial des Etats d'Afrique noire, tels qu'ils ont été constitués lors des processus d'indépendance (fin des années 30, début des années 60), est devenu un fait marquant tous les développements politiques dans ce continent. « L'Afrique noire » est le théâtre d'une multiplication de conflits dits « ethniques » (en réalité de conflits régionaux) fréquemment armés. Certes, tous les pays africains ne sont pas en situation de guerre civile ou sur le point de l'être. Mais ce qui est certain c'est qu'il y a généralisation des conflits mettant en cause les frontières. Et ce processus accompagne la majorité des prétendues « *transitions multipartistes* ».

L'étape actuelle du pillage impérialiste est manifestement entrée dans une nouvelle phase qui voit la mise en cause en Afrique et ailleurs même des formes les plus formelles de la souveraineté nationale.

L'absence de base productive de « l'économie de la dette » amène en effet à un épuisement progressif des possibilités de pillage dans les termes où les PAS (plans d'ajustement structurel) l'ont organisé au cours de la dernière décennie.

Cela, la Banque mondiale l'a constaté à partir de 1988.

« Les obligations au titre du service de la dette, en 1988 — qui correspondaient à 47 % des recettes d'exportation — n'ont été honorées que pour moins de la moitié. On a négocié plus de 100 rééchelonnements de dette, et, malgré cela, les arriérés continuent de

s'accumuler. Dans plusieurs pays, les dépenses consacrées aux services sociaux ont fortement diminué, le taux de scolarisation est en baisse, la situation nutritionnelle empire et la mortalité infantile reste élevée. »

Cela fait deux ou trois ans que les principales institutions financières internationales contrôlées par l'impérialisme US (le FMI et la Banque mondiale par exemple) ont opéré un revirement radical dans leur appréciation de la majorité des régimes actuels de l'Afrique. Le FMI et la Banque mondiale jusqu'à cette date ferment systématiquement les yeux sur les pratiques frauduleuses, sur la prévarication systématique sur les fonds de l'Etat auxquels se livraient les dignitaires des Etats. Mais dès 1988, les rapports de la Banque mondiale en particulier, se livrent à une « critique » systématique de la corruption. En effet, les exigences « classiques » du FMI commencent à montrer des signes d'épuisement comme source de profit.

Le remboursement de la « dette » devrait bientôt dépasser 100 % des recettes d'exportation. Les mesures d'austérité mettent déjà en cause la possibilité même du renouvellement de la force de travail.

La détérioration des termes de l'échange a entraîné dans la dernière décennie une perte de la valeur des matières premières exportées de près de 75 %. Ce qui met en cause d'ores et déjà la possibilité même de reproduction du cycle de production. Les paysans ivoiriens ont du mal à acheter les produits de base nécessaires à la production du

cacao et du café, ceux du Sénégal à acheter les engrais pour produire du coton.

La dénationalisation de l'économie a été accomplie dans la majorité des pays, entraînant la destruction des usines. Mais la reconquête du marché par les excédents venant des USA et de la CEE trouve une limite incontournable dans la baisse généralisée de la capacité de consommation des populations.

Il faut donc des « *mesures complémentaires* ». Celles-ci consistent en une réappropriation en faveur du grand capital étranger en général, des USA en particulier, d'une bonne partie des « privilèges » et des assises économiques des hautes sphères des régimes. C'est-à-dire des bases matérielles sur lesquelles les impérialismes français et britannique avaient constitué les appareils d'Etat qui leur étaient inféodés.

La vague de nominations de « super-Premiers ministres » directement issus et liés aux grandes institutions financières de l'impérialisme, pratiquant une « austérité » réelle au sommet, est là pour en témoigner. Le mot d'ordre est : « *Feu sur les intermédiaires véreux : ils coûtent trop cher.* »

Place à des gestionnaires « *loyaux* » rapatriant l'ensemble des richesses vers les « *institutions financières internationales* ».

Or ces mesures « d'austérité » qui commencent à affecter les bases des privilèges des sommets de l'Etat mettent en cause tout l'équilibre précaire et violent sur lequel ces appareils d'Etat se sont constitués.

Ce nouveau tournant imposé par le FMI comporte comme perspective certaine (dans le cas où ces plans continueront à être développés) l'inévitabilité et surtout le développement à très court terme d'une multitude de guerres civiles meurtrières.

Il est en effet incontestable que dans la généralisation de conflits « régionalistes », il y a l'expression avant tout du repli de secteurs des sommets de l'Etat « disloqués » par l'offensive du FMI, et

leur constitution progressive en « seigneurs de guerre » prélevant leurs profits dans la multiplication de « nouvelles frontières » qui permettent le détournement des impôts vers de véritables rackets « régionaux ».

Voici comment par exemple une lettre confidentielle française, éditée à l'attention des « investisseurs », décrit les perspectives de l'Afrique dans le cadre des développements actuels de la crise :

« L'installation de régions entières dans la dissidence, éventuellement sous la conduite de chefs de guerre agissant comme des condottiers (modèle libérien) ou par l'intermédiaire de mouvements politiques structurés en proto-présidentialismes (modèles de l'UNITA en Angola, ou, dans les années 1980, de la NRA en Ouganda) :

— Prolongation d'une guérilla endémique dans la vallée du Fleuve Sénégal et en Casamance, dans laquelle se trouveraient progressivement impliqués le Mali, la Gambie et la Guinée-Bissau.

— Enkystement d'une rébellion touareg au Niger et au Mali.

— Reproduction de la guerre civile comme mode de production du politique au Nigéria, à l'image de ce qu'ont expérimenté le Tchad, l'Ouganda, le Mozambique et l'Angola depuis les années 70.

— La dérive (ou l'accentuation de la dérive) de certains Etats vers une exploitation maffieuse de leurs ressources et de leur souveraineté, sur le modèle de la Somalie de Syad Barre ou du Libéria de Samuel Doe, dans le cadre d'un retour de la région à une économie de traite plus ou moins prédatrice.

Semblent particulièrement vulnérables à ce processus, ne serait-ce que parce qu'ils y participent déjà peu ou prou : la Gambie, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, le Libéria, et de manière plus hypothétique, le Togo et le Bénin en raison de leur vocation d'Etats-entre-pôts.

— La généralisation de la délinquance urbaine, du banditisme rural, de l'émeute et de la jacquerie comme mode d'action des groupes sociaux subordonnés — notamment de la jeunesse — et

l'intensification des migrations à la suite de ces explosions, par voie de fuite devant les exactions des forces de l'ordre et les pogroms populaires, mais aussi d'expulsions décidées administrativement selon les précédents nigérien et sénégal-mauritanien.

Devraient être concernées au premier chef :

— Les grandes métropoles urbaines (Dakar, Abidjan, les villes nigérianes, et par-delà la totalité des capitales de la région).

— Les communautés d' "étrangers" en Côte-d'Ivoire (en particulier burkinabé, ghanéenne et guinéenne).

— Les communautés libanaises (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Sierra Leone, Nigéria). »

La forme actuelle du pillage impérialiste ne laisse en effet plus de place aux Etats « nationaux » tels qu'ils ont été constitués dans les années 1960.

L'avenir du continent africain dans le cadre de la politique du FMI est décrit très justement par un chercheur du département de politique internationale de la Brookings Institution de Washington :

« Certaines resteront prostrées dans une situation "d'assistance" prolongée, qui permet à peine la survie de leurs populations ; certaines autres connaîtront des dislocations majeures, une intensification des mouvements de population, une aggravation des conflits armés internes et des recompositions pouvant aller jusqu'à l'évanouissement d'un certain nombre d'entités étatiques, du moins sous leur forme actuelle.

D'autres régions du continent, potentiellement mieux dotées de capital humain et matériel, constitueront ce que l'on peut appeler une "Afrique utile".

Il s'agira, à la vérité, d'une série "d'enclaves" (pétrolières, agricoles ou minières), de portions de territoires, pour la plupart côtières, susceptibles de continuer d'attirer quelques puissants intérêts étrangers.

Ces "enclaves" et ces "comptoirs" pourront maintenir un simulacre de souveraineté juridique, dans le sens où ils disposeront de drapeaux et de sièges à l'ONU.

Mais leur réelle marge de manœuvre sera substantiellement érodée, et leur pouvoir de négociation au sein de l'économie mondiale pratiquement inexistant. »

---

## L'ACCENTUATION DES CONTRADICTIONS INTER-IMPERIALISTES COMME FACTEUR SUPPLEMENTAIRE DE DISLOCATION DES CADRES ETATIQUES

---

La dislocation des cadres étatiques est aussi étroitement liée à la concurrence accrue entre les différentes puissances impérialistes pour le contrôle d'un marché mondial en régression comme conséquence de la crise générale du capital. Jusqu'à maintenant en effet, il y avait un certain consensus inter-impérialiste pour considérer l'Afrique noire comme une « chasse gardée » des impérialismes français et anglais essentiellement. Mais l'impérialisme US a décidé de rompre ce « consensus ».

En octobre 1986, nous avons eu l'occasion de constater à propos des événements « éthiopiens » :

« La chute du colonel Mengitsu met en évidence le rôle croissant que l'impérialisme américain s'attribue en Afrique, bouleversant le "principe" de l'intangibilité des frontières.

Dans une Afrique effondrée de misère, ravagée par les diktats du FMI, déjà bouleversée par la crise généralisée des régimes de parti unique, la chute du colonel Mengitsu et la part active prise par les USA dans la suite des événements, l'éclatement du cadre territorial de l'Éthiopie ont produit l'effet d'un tremblement de terre. Le gouvernement britannique, et, surtout, le gouvernement français, n'arrivent plus à cacher leur inquiétude. Ces événements confirment que les USA entendent désormais jouer un rôle central en Afrique.

Les USA, quant à eux, n'ont pas la volonté de s'en tenir au cadre respectant les accords passés, c'est-à-dire le pacte selon lequel l'Afrique était un "domaine

réservé" des deux anciennes puissances coloniales : la France et l'Angleterre.

Dans cet "ordre", la défense du colonel Mengitsu faisait partie des choses établies. La guerre qu'il menait contre le peuple d'Erythrée le plaçait au premier rang de la défense du "principe" de l'intangibilité des frontières actuelles en Afrique, c'est-à-dire le principe qui fonde l'existence de tous les appareils d'Etat en Afrique et leur dépendance à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne ; ces deux pays, lorsqu'ils avaient été contraints, dans les années 1960, de cesser leur occupation coloniale, avaient créé des frontières artificielles séparant des peuples, et dans le même temps en rattachaient d'autres à des Etats qui naissaient ainsi sous le signe de la guerre civile potentielle. Le calcul était le suivant : en empêchant la constitution de véritables nations, on imposait aux nouveaux gouvernements "indépendants" la guerre pour la préservation des frontières, et donc l'obligation de faire appel à des protecteurs. C'est ainsi que la France avait pu réintroduire une présence militaire officielle dans une dizaine de pays africains.

C'est par l'application de ce "principe" que l'ONU, en 1952, a empêché l'Erythrée, ancienne colonie italienne, d'accéder à l'indépendance et l'a rattachée à l'Ethiopie. La défense du régime éthiopien en guerre contre le peuple érythréen faisait figure de "principe de base" pour les tenants de l'ordre colonial. C'est pourquoi, par ailleurs, les gouvernements africains avaient confié à Mengitsu le rôle symbolique d'assurer de façon permanente la direction de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) dont le siège est à Addis Abbeba.

C'est la seconde fois en l'espace d'un an que l'impérialisme américain intervient directement en Afrique, dans des conditions favorisant l'éclatement des frontières qui assuraient les dominations françaises et britanniques sur l'Afrique. Déjà l'an passé, les USA avaient fait intervenir les armées nigériennes et gambiennes dans les "affaires intérieures" du Libéria. Une intervention qui n'avait d'ailleurs pas consacré le rétablissement de l'ordre ancien mais la partition du Libéria (partition qui est en train de s'étendre au Sierra Leone voisin). »

---

## L'AIDE HUMANITAIRE ET LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DES "ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES" COMME FACTEUR DE LA REMISE EN CAUSE DES "ETATS NATIONAUX"

---

Dans un continent ravagé par la misère et les guerres civiles, ce qu'on appelle « l'aide humanitaire » intervient comme un facteur supplémentaire de dislocation.

Dislocation de la production nationale et du tissu économique pour « la mise à disposition » (pour un temps limité) de produits qui concurrencent la production du pays (la réalité de l'aide va rarement au-delà du temps nécessaire pour mettre en faillite la production nationale).

La distribution de l'aide est prétexte au financement et au développement massif de bandes armées sous couvert de développement de la sécurité des « convois humanitaires ». En Ethiopie comme en Somalie, au Mozambique comme au Soudan, ce sont les organisations humanitaires qui payent le service de détachements armés qui vont ensuite terroriser la population.

La généralisation de l'action des Organisations non gouvernementales (ONG) est un phénomène de la plus haute importance dans le processus de dislocation. Sous prétexte de remplacer les Etats défaillants, elles sont un rouage de l'accélération de leur décomposition.

On doit constater en Afrique ce qui est visible un peut partout ailleurs.

Les Organisations non gouvernementales sont en réalité des organisations gouvernementales de l'impérialisme (il n'y a rien de plus financé par les gouvernements que ces prétendues organisations « non gouvernementales »). Elles sont l'instrument de ce que la Banque mondiale appelle « l'accompagne-

ment social de l'ajustement structurel ». Leur présence sert à justifier la destruction de toute forme de service public rattaché aux Etats. La « lutte » contre la « pauvreté » devient le moyen du combat pour la destruction du tissu productif (...).

### LA REMISE EN CAUSE DES CONQUETES OUVRIERES ET PAYSANNES COMME FACTEUR DE MULTIPLICATION DES DISLOCATIONS REGIONALISTES

On ne peut pas séparer le phénomène de dislocation des frontières des effets de l'offensive générale du FMI et de la Banque mondiale contre les masses, comme l'a si bien démontré la conférence constitutive du Parti des travailleurs du Sénégal :

« Le congrès constate que ce "plan d'ajustement structurel" comporte dans sa nouvelle phase trois exigences qui en cas d'application mettraient en danger l'existence même du pays comme nation civilisée : la "réforme du Code du travail", la dénationalisation des terres de l'Etat, la privatisation de la Caisse nationale de crédit agricole et la décentralisation-liquidation des services publics de santé et d'instruction. (...)

— La réforme du Code du travail est déposée au bureau de l'Assemblée nationale :

a) sont éliminées toutes les dispositions qui protégeaient les travailleurs des licenciements. Déjà, dans le sens que l'avis préalable de l'inspection du travail n'est pas nécessaire. Donc liberté absolue de licenciement. Et liberté donnée au patronat de ne pas indemniser dans la mesure ou en cas de faillite les travailleurs seraient maintenant les derniers à pouvoir prétendre à une indemnisation.

b) les garanties des délégués du personnel disparaissent : autant dire que dans la réalité les syndicats disparaissent. Les syndicalistes "gêneurs" seront les premiers licenciés.

c) La liberté totale de licenciement remet en cause non seulement l'avenir

des travailleurs, mais aussi celui des entreprises. Il est du domaine public en effet que si une bonne partie des entreprises sénégalaises n'ont pas fermé leurs portes à ce jour, c'est à cause des implications financières qu'impliquent les licenciements collectifs.

d) Le licenciement massif des travailleurs salariés remettra en cause inévitablement dans un très court délai l'existence et la continuité des retraites dont les cotisations des salariés constituent la base. Tout comme la Sécurité sociale ou ce qui en reste. Pire encore : l'Etat lui-même perdra presque toutes les ressources régulières. On sait en effet que dans notre pays les impôts payés par les salariés constituent une source essentiellement de financement de l'Etat.

Autant dire que la réforme prévue du Code du travail aurait des conséquences en chaîne désintégrant l'ensemble national.

— Le projet de dénationalisation des terres de l'Etat et de privatisation de la Caisse nationale du Crédit agricole : l'appropriation par la nation des terres a été un des acquis majeurs de l'indépendance nationale du Sénégal. C'est pourquoi nous disons que la réforme prévue par la Banque mondiale de privatisation des terres touche à l'existence même du Sénégal comme nation indépendante : cette "réforme" non seulement vise à l'expulsion de dizaines de milliers de paysans de leurs terres ancestrales, surtout dans les régions nouvellement irriguées, comme celles du Fleuve. Mais nous disons surtout que, outre ces effets globalement négatifs, une telle réforme aboutirait inévitablement à déséquilibrer les rapports parfois fragiles entre différentes communautés. C'est-à-dire à une multiplication de conflits "régionaux" comme l'Afrique en connaît déjà trop : la réalité des guerres civiles permanentes. Le projet de privatisation de la Caisse nationale du Crédit agricole remet, par ailleurs, en cause la réalité même du prochain cycle de production agricole, dans la mesure où elle interdirait de crédit la majorité des paysans sénégalais.

— La "décentralisation-désengagement" de l'Etat des services publics essentiels de la santé et de l'instruction : c'est-à-dire la fin de toute forme d'accès de la majorité écrasante de la popula-

tion à l'instruction et à la santé dans notre pays qui bat déjà tous les records de mortalité et d'analphabétisme. »

---

## DES ELEMENTS HISTORIQUES PARTICULIERS EXPLIQUENT LA DECOMPOSITION PARTICULIEREMENT RAPIDE DES CADRES ETATIQUES EN AFRIQUE

---

Tout ce que nous venons de dire traduit les effets « particuliers » en Afrique de l'offensive globale, mondiale, du capital contre les acquis des masses populaires, et la tendance du capitalisme dans la phase actuelle de sa crise à mettre en cause la réalité du marché comme marché mondial. Mais il y a aussi un contexte particulier lié :

— à la réalité « récente » du partage colonial (à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle), et la façon dont il a divisé (ou regroupé) artificiellement les peuples africains ;

— à la façon dont les puissances impérialistes ont visé et émiété les ensembles qu'ils avaient constitués. En effet, personne ne conteste aujourd'hui ce qui est une évidence : la majorité des frontières étatiques des Etats africains actuels sont totalement artificielles (nous disons la majorité, et non pas toutes). Elles ne sont même pas, comme on le dit souvent, des « frontières issues de la colonisation » : la colonisation avait découpé l'Afrique en grands ensembles. Ce sont les frontières découpées sur la base des territoires à l'intérieur des « grands ensembles », au moment où l'impérialisme a dû, dans les années 1960, abandonner sa forme directe de domination. Ce sont des frontières non pas « tracées en dépit de tout bon sens », comme on veut bien le dire souvent, mais tracées avec l'objectif clair d'empêcher la constitution de véritables Etats-nations, pour empêcher la véritable fusion qui était en train de s'opérer à la faveur du combat pour l'indépendance nationale.

Les frontières telles qu'elles existent aujourd'hui, et qui contiennent plus de 50 Etats, ont bien des fois séparé des peuples que tout unissait. En même temps, elles ont « emprisonné » d'autres peuples dans un cadre étatique oppressif. La base de la dépendance des futurs Etats indépendants vis-à-vis des anciennes puissances colonisatrices a été ainsi affirmée au point de départ par le fait que ces Etats n'avaient en général pas de base nationale véritable et qu'ils se trouvaient dans la situation d'opprimer des secteurs entiers de la « nation » ;

— dans la répression dont a été l'objet la classe qui dans sa lutte pour l'indépendance nationale portait politiquement la possibilité de la constitution de véritables Etats-nations : la classe ouvrière ;

— dans l'absence, au moment des indépendances nationales, d'une classe dominante africaine dont le sort aurait été fondamentalement lié à la défense d'un « marché national ».

Cela tient à la nature de classe relativement particulière de l'Afrique par rapport à d'autres régions dominées par l'impérialisme.

En 1960, au moment de l'indépendance, il n'y avait pas en Afrique noire de véritable bourgeoisie nationale. Certes, des différenciations sociales importantes existaient à l'intérieur des peuples africains. Il y avait des bourgeois africains. Mais ils ne constituaient pas une classe jouant un rôle « indépendant » dans la production, le commerce, la finance et la vie politique.

Sur le terrain politique, le front anticolonialiste a regroupé essentiellement les syndicats ouvriers, les masses paysannes avec parfois à leur tête les autorités traditionnelles et une petite-bourgeoisie africaine, surtout celle qui s'était développée comme conséquence de l'intégration (dans les bas échelons) à l'appareil colonial.

Cette absence de bourgeoisie nationale a été avant tout la conséquence du pillage et de l'occupation coloniale

imposés aux peuples africains. Le colonialisme a déstructuré les économies traditionnelles, s'est approprié les richesses nationales et a contrôlé la quasi-totalité des activités économiques significatives, s'appropriant directement l'essentiel de la plus-value dégagée par celles-ci.

Cela dit, dans ce processus, il est évident que les différenciations sociales se sont considérablement accrues.

On trouve aujourd'hui en Afrique quelques hommes et des couches réduites dont la fortune privée n'a parfois rien à envier à celles des grands magnats du capital international.

Mais en même temps il est évident que ces hommes, cette couche qui ont accumulé de vraies richesses n'occupent qu'une place marginale dans le processus de production, dans le système financier et même dans le commerce.

La cause essentielle des différenciations d'accumulation de richesses « africaines » a pour origine directe l'appareil d'Etat, la réalité du contrôle de celui-ci, le pillage et le détournement des fonds publics, des secteurs nationalisés de l'économie, de ses richesses, des fortunes déposées pour l'essentiel en Europe et aux USA et qui n'ont intégré le processus productif (ou celui de la spéculation) que sous le contrôle direct du grand capital international.

En réalité, la majorité de ces fortunes africaines n'ont aucun lien avec le degré de développement du marché national, et sa défense face aux assauts du capital étranger.

La base matérielle de cette couche ne pouvait en faire un pôle potentiel de résistance véritable à la recolonisation rampante de l'économie. D'autant plus que l'origine « illégitime » de ces fortunes soumet leurs détenteurs au danger permanent des changements politiques et au chantage impérialiste.

---

## TRANSITION VERS DES REGIMES DE "FAÇADE DEMOCRATIQUE", "MULTIPARTISME" ET DEVELOPPEMENT DE LA DISLOCATION

---

Pendant des années et des années, les régimes de parti unique ont justifié l'absence des libertés politiques par le fait que les « nations » récemment constituées ne pouvaient que se déchirer dans des « conflits inter-ethniques » dans le cadre du multipartisme.

On sait qu'en règle générale ce discours couvrirait par ailleurs des « pratiques » s'appuyant justement sur les rivalités et les « favoritismes ethniques ».

En même temps, il est incontestable que dans des conditions où les « tables rondes » et « conférences nationales » ont remis formellement le pouvoir aux institutions internationales du capital, le multipartisme ne trouve pas de point d'appui dans le droit à la nation à décider de son sort, et dans ce cadre, la base de l'existence des partis ne trouve de point d'appui que dans la dislocation, dans l'exacerbation des problèmes « ethniques » ou prétendus ethniques hérités de l'époque coloniale et des régimes de « parti unique ».

La « radicalisation » dans le cadre politique des « transitions impérialistes » prend un caractère malsain et dislocateur.

---

## AU SUJET DES "RADICALISATIONS" INTERNES AUX PRETENDUES "TRANSITIONS"

---

Il y a aujourd'hui manifestement un grand problème en particulier pour caractériser le contenu profond de la résistance généralisée des appareils politiques et militaires des dictatures ou dispositifs institutionnels, politiques et éco-

nomiques issus des conférences nationales. Des difficultés qui sont liées bien des fois à la difficulté à reconnaître la réalité de l'existence à l'intérieur des cadres étatiques, territoriaux, de minorités (ou de majorités) opprimées et le lien entre ces phénomènes et la vague des coups d'Etat qui se sont développés en Afrique quelques années après les indépendances.

Pour quelle raison ceux qui ont incarné les régimes de parti unique sont-ils en condition de garder des bases politiques importantes dans les régions historiquement les plus déshéritées (à l'intérieur des pays dans le cas de l'Afrique de l'Ouest et en Afrique occidentale, dans les régions côtières dans le cas de Madagascar) ?

A cela on répond en règle générale (et ce n'est pas faux) en parlant de la nature régionaliste, clientéliste de ces dictatures (par exemple le clientélisme « nordiste » d'Eyadema et de Kerekou, ou « côtier » de Ratsiraka à Madagascar).

Mais il semble nécessaire d'intégrer la réalité de ce « régionalisme » dans une analyse plus générale des conditions dans lesquelles les cadres étatiques actuels ont été constitués lors des « transitions » entre l'occupation coloniale et l'indépendance et la réalité des différenciations de classes qui s'étaient développées au cours de l'occupation coloniale.

Le « nord », « l'intérieur » dont sont issus beaucoup des appareils des régimes de partis uniques constituent historiquement les régions les plus opprimées par le colonialisme et par les « élites ».

C'est à l'intérieur qu'on est allé chercher les esclaves. C'est à l'intérieur qu'essentiellement on a procédé aux recrutements forcés et à la levée inhumaine des impôts.

C'est à l'intérieur que se sont réfugiés ceux qui ont été battus dans la résistance à l'occupation coloniale. La réalité « nationale » dans le cadre des actuelles frontières s'est constituée essentiellement dans les villes dans le cadre des

sous-divisions administratives du colonialisme.

A l'intérieur, l'indépendance et les découpages artificiels, diviseurs, ont été ressentis très souvent comme un recul du rapport de forces.

L'armée (seul débouché pour les « élites » des régions de l'intérieur) a été parfois chargée par ses positions parfois de la mission de rééquilibrer un rapport de forces défavorable. La vague des coups d'Etat a eu une base politique non seulement dans la volonté de l'impérialisme de casser en particulier le mouvement ouvrier, mais aussi dans des revendications « internes ».

Le mouvement qui a ouvert la crise des dictatures est un mouvement complexe, contradictoire, dans lequel il faut absolument distinguer la « haine » des masses et les « haines » des anciennes élites.

Il y a manifestement dans le cadre vicié des « transitions » des « mouvements de bascule » qui marquent les développements actuels. Dans cette situation, parfois, l'utilisation de mots d'ordre simples (correcte dans le passé) prend aujourd'hui un contenu régionaliste.

Ce serait en effet une erreur de ne pas considérer que dans la majorité des pays d'Afrique il y a la réalité de la domination impérialiste en général mais aussi des phénomènes d'oppression à l'intérieur même des frontières.

C'est-à-dire des formes particulières de différenciation de classes dans des pays où ces différenciations n'ont pas connu le même degré de développement que dans les pays capitalistes avancés.

La force et la place sociale des réseaux régionaux est la conséquence, entre autres choses, du peu de développement de la condition salariale (en pleine régression par ailleurs : ainsi au Sénégal, l'ensemble des salariés n'atteint pas 3 % de la population active).

Il tient aussi à la place de la paysannerie, aux formes de la production agricole, aux formes plus ou moins dévelop-

pées de travail collectif dans les campagnes, aux relations toujours étroites entre les populations des campagnes et des villes.

A cela il faut ajouter le problème lié à la réalité de nations qui ne sont pas de véritables nations, et dont les frontières sont la conséquence en général d'un double arbitraire : celui du découpage colonial, et ensuite celui du démembrement auquel a procédé l'impérialisme au moment des « indépendances ».

Des pays où les habitants de beaucoup de régions n'ont aucune raison d'accepter « la discipline » de l'ensemble.

Les solidarités « ethniques », régionales, ne peuvent pas être condamnées en général, surtout quand elles découlent d'une oppression, quand elles sont des réponses à des divisions artificielles, des frontières.

Au Burundi il est impossible de mettre sur le même plan la solidarité « ethnique » de 90 % de la population opprimée et la solidarité « ethnique » des 10 % contrôlant tous les leviers de l'Etat.

---

## **LA CONSTITUTION DE VERITABLES ETATS-NATIONS ET LA LUTTE POUR DES ASSEMBLEES CONSTITUANTES SOVERAINES : UN PROBLEME CLE DANS LA RESISTANCE A L'IMPERIALISME**

---

Mais surtout reste le grand problème : la définition du cadre territorial dans lequel doit être posée la question de la constitution de la nation opprimée résistant à l'impérialisme. Et donc le cadre à proposer pour surmonter le problème de la dislocation.

Pour résoudre ce problème nous devons aborder une question importante : celle de l'évolution des liens de dépendance et de domination de l'Afrique dans le cadre général de l'évolution de la crise du capital.

Le colonialisme avait créé des frontières et des unités qui fondamentalement n'avaient rien à voir avec celles d'aujourd'hui (c'étaient de « grands ensembles »), tout comme le mouvement ouvrier avait constitué sa réalité dans des unités géographiques qui n'ont rien à voir avec celles d'aujourd'hui. Et tout cela est très récent.

C'est vers la lutte pour constituer (reconstituer) des unités politiques dans ces grands ensembles que nous devons avancer. C'est seulement dans ce cadre que nous pouvons donner une réponse aux tendances à la dislocation, à la multiplication des guerres civiles...

Conjurer le danger d'une guerre civile meurtrière est bien un des problèmes clés d'une politique de rupture avec l'impérialisme.

Dans la lutte contre les guerres civiles meurtrières, il est nécessaire de renvoyer dos à dos :

— les dictateurs et leur système clientéliste ;

— le processus déclenché par la « confiscation de la souveraineté » de la conférence nationale.

En effet, il faudrait être très clair : dans des pays à l'unité complexe et fragile, décréter la « souveraineté » d'un corps de « délégués » non élus (ceux qui ont fait les « conférences nationales »), excluant des secteurs géographiques entiers, tout cela ne pouvait que favoriser la situation actuelle, les sentiments d'exclusion, d'arbitraire, sur lesquels jouent les dictatures anciennes et nouvelles.

Dans ce cadre, il faudrait donner au combat pour l'Assemblée constituante une dimension concrète par rapport à la situation actuelle : il s'agit de représentants élus dans TOUTES les régions. C'est un moyen essentiel pour conjurer le danger de guerre civile et reconstituer une véritable dimension nationale aidant à la rupture avec les plans dislocateurs du capital.

C'est contre la guerre civile, ses dangers, qu'il faudrait aussi donner un con-

tenu concret à la politique de rupture avec le FMI. La question du non-paiement de la dette devrait être formulée comme le moyen primordial pour dégager des ressources prioritaires en direction de la paysannerie à l'intérieur du pays. Le refus des licenciements, des fermetures d'entreprises, doit être aussi posé par rapport au moyen que cela constitue d'empêcher que grossisse la

légion des désœuvrés, ce qui ne pourrait que favoriser la constitution de bandes armées.

La rupture avec les plans du FMI est la condition indispensable pour sauver le continent de la dérive meurtrière. Et donc pour sauver les peuples africains de la destruction et de la barbarie.

**Miguel Cristobal**

LA CONSTITUTION  
 DEVRIENT ÊTRE ÉTABLIS  
 ET LA FAUTE POUR DES  
 ASSIMILÉS CONSTITUÉS  
 SOUVERAINS - UN PROBLÈME  
 C'EST DANS LA RÉSISTANCE  
 A L'IMPERIALISME...

# Un appel aux militants de la gauche révolutionnaire du monde Notre position sur la construction d'une Internationale révolutionnaire

## Pour la reconstitution de la IV<sup>e</sup> Internationale

*par la Ligue communiste révolutionnaire -  
Fraction marxiste révolutionnaire (JRCL) du Japon*

L'autodissolution du PCUS et l'avalanche qui s'en est suivie de conversions des partis staliniens en partis sociaux-démocrates à travers le monde d'une part, et d'autre part la dégénérescence interminable de l'organisation qui s'est auto-proclamée « *Comité exécutif international de la Quatrième Internationale-Secrétariat unifié* » et sa conversion — à la suite des partis staliniens — à la social-démocratie, voilà les raisons qui aboutissent aujourd'hui à l'absence de tout centre international de direction du prolétariat.

Au moment où les puissances impérialistes, telles une horde de hyènes, se disputent le tiers monde — incluant la sphère ex-soviétique — à partir de leurs seuls intérêts d'Etat, et tentent avec l'aide des sociaux-démocrates et des staliniens de mobiliser les peuples et les travailleurs de leur propre pays sur une base social-chauvine, au moment où les travailleurs du tiers monde confrontés à la misère expriment leur colère dans des explosions nationalistes et en se battant entre eux, cette absence est extrêmement dangereuse et l'on doit y remédier sans délai.

Comme Lénine l'a fait lors de l'effondrement de la Deuxième Internationale, comme l'a fait Trotsky contre la dégénérescence et la bureaucratisation de la Troisième Internationale, la reconstitution révolutionnaire du mouvement communiste international sur la base de l'internationalisme prolétarien doit être

réalisée aujourd'hui sur la base de la tradition marxiste-léniniste et trotskyste.

- I -

Le produit de l'effondrement de l'URSS ce n'est ni un « *monde de l'après-guerre froide* » ni un « *nouvel ordre mondial* » comme l'ont prédit les impérialistes. L'effondrement de l' « Est » n'est rien d'autre que sa chute dans le « Sud », c'est-à-dire une extension brutale de la sphère du monde touchée par la pauvreté, la famine, les guerres civiles. Les plans impérialistes des USA pour dominer le monde au nom de l'ONU, faisant de l'URSS de Gorbatchev un vassal, se sont évanouis en fumée suite à l'effondrement de l'URSS, à la crise économique et à la perte de prestige politique des Etats-Unis eux-mêmes. Des foyers de guerre sont à présent allumés dans l'ex-zone soviétique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine, en Afrique, et même en Europe.

A présent, dans l'ex-zone soviétique, divers mouvements d'autodétermination ont dévié vers des mouvements nationalistes contre la « Grande Russie », et ce parce que la bureaucratie stalinienne a annexé de force les minorités nationales à l'URSS sans considération du principe de Lénine « *séparation, et ensuite unification* ». Du fait de la formation historique d'une sphère soviétique subordonnée à l'URSS, se sont créées des réac-

tions telles que l'aspiration à l'absorption par l'Europe occidentale ou la liaison économique avec l'Islam. C'est pour cette raison précise que les énergies des nations (ethnies) qui ont été opprimées par la domination stalinienne font à présent irruption sous la forme d'un nationalisme sans caractère de classe. Les peuples sont forcés de s'entre-tuer. Quelle tragédie !

Bien sûr, les conflits nationaux (ethniques) qui explosent successivement aujourd'hui dans le tiers monde et dans l'ex-zone soviétique trouvent leur origine dans le fait que les formes variées de l'intervention des puissances impérialistes dans ces pays s'aggravent et que la pauvreté et la famine atteignent des proportions inégalées. C'est là le produit des invasions brutales et néocolonialistes des puissances impérialistes dont les assauts ne sont plus contenus du fait que le rôle dissuasif joué dans une certaine mesure par la bureaucratie stalinienne face à l'impérialisme n'existe plus. Le gouvernement russe dirigé par Eltsine, qui s'est ravalé au niveau d'outil du FMI et applique aujourd'hui ce qu'on pourrait appeler une politique de « *transition barbare vers le capitalisme* », a plongé la Russie et la CEI dans l'abîme de la jungle capitaliste, qui n'a rien à voir avec ses promesses idylliques de « *paradis capitaliste* ». De ce fait, la plupart des pays du monde tombent à présent dans l'esclavage de la dette.

Les puissances impérialistes taraudées par le cauchemar du vide ont imposé des programmes de destruction de la propriété d'Etat aux bureaucrates staliniens reconvertis de l'ex-zone soviétique et des « *programmes de privatisation* » aux pays du tiers monde, jetant ainsi des masses de travailleurs à la rue.

Qui plus est, plus le nombre des pays du tiers monde ainsi mis en faillite augmente, plus les tendances à la récession, au chômage, à l'introduction massive de forces de travail étrangères, etc., se renforcent dans les pays impérialistes eux-mêmes. De plus, pour cette même raison, les Etats et la bourgeoisie des pays impérialistes eux-mêmes ne peuvent sur-

vivre sans démanteler leur secteur public comme par exemple les régimes de retraite et imposer des restructurations industrielles majeures contre les travailleurs (combinées à un chômage massif).

Pourtant, non seulement dans les pays du tiers monde mais également dans les pays impérialistes — parce que les luttes prolétariennes ont été handicapées par les sociaux-démocrates et leur principe de collaboration capital-travail, et les staliniens avec leurs slogans teintés de rose social-démocrate comme celui du « *Yutori et Yutakasa* » (pour l'amélioration de la qualité de la vie), qui s'est révélé être une illusion en Europe — des antagonismes se sont créés entre immigrants et autochtones, le racisme s'est développé, et le néo-nazisme progresse à grande échelle, comme les tendances réactionnaires des pouvoirs d'Etat.

Tout cela c'est le résultat néfaste de l'effondrement du stalinisme, de l'affaiblissement des luttes fondées sur l'internationalisme prolétarien, et du nouveau plan de domination mondiale de l'impérialisme.

Depuis, les puissances impérialistes, non contentes d'être responsables de tous ces désastres, en font porter la responsabilité sur certains « Etats dictatoriaux » et lancent une « croisade » pour l'extermination de ces Etats. Cette attitude arrogante des impérialismes a encore été encouragée par la glorification de l'ONU faite par Gorbatchev et Eltsine. Les impérialistes imposent des invasions militaires sous couvert de l'ONU, manipulant les bureaucrates staliniens reconvertis en Yougoslavie et au Cambodge, les chefs d'Etats réactionnaires et les sionistes au Moyen-Orient, et les bonapartistes militaires dans le monde entier. Ils brandissent le drapeau de « *la liberté, la démocratie et des droits de l'homme* » uniquement pour se justifier des violations de ce même droit à l'autodétermination. Il n'existe plus aucune force de dissuasion — rôle que jouait habituellement l'ex-URSS face à l'impérialisme. Mais c'était également une force de dissuasion contre la révolution prolétarienne.

Après cette sanction sanglante, cependant, les puissances impérialistes peuvent-elles établir leur domination commune sur le monde ? Encore une fois nous disons non. Comme le montre clairement l'exemple de la Yougoslavie, l'ONU a été incapable de régler les conflits nationaux ou les guerres civiles et a démontré son incapacité. De plus, ils ne peuvent en aucun cas coopérer ensemble en se regroupant autour de la force dirigeante des USA comme auparavant. La tendance à l'éclatement entre trois groupes, ou mêmes blocs de l'économie impérialiste, c'est-à-dire premièrement le groupe américano-britannique avec la tendance anglaise à suivre les USA, deuxièmement la CEE dont l'impérialisme britannique se dégage et dans lequel se produit une fissure entre la France et l'Allemagne, et troisièmement le Japon, a atteint un point critique. L'Uruguay Round a abouti à un échec, la coopération entre les USA et l'Allemagne pour coordonner leur taux de change officiel a définitivement échoué, et ainsi les Etats du G7 ont commencé à n'en faire qu'à leur tête, se lançant dans une guerre économique sans merci.

A cela s'ajoute le fait que l'Allemagne et le Japon, tentant de se défaire de leurs stigmates d'impérialismes vaincus, voient leurs ambitions enfler, comme avec par exemple le Quatrième Empire et la version actuelle de la Zone de prospérité de l'Extrême-Orient asiatique, et ainsi se développent en ce moment même les conflits politiques entre les puissances impérialistes ; avec l'aide de la trahison de tous les partis staliniens, la destruction finale de l'internationalisme prolétarien se fait par l'élévation de la « souveraineté d'Etat » au rang de valeur suprême. Bien sûr, l'Allemagne et le Japon se préparent à envoyer leurs propres troupes en Yougoslavie et au Cambodge, prenant avantage de l'affaiblissement des USA comme police militaire du monde tout en recevant son soutien. Ils visent ainsi à apparaître comme la police militaire de l'Europe et de l'Asie.

Pour leur part, les pays du tiers monde se dressent contre tout l'ordre mondial impérialiste soutenu par la coopération capital-travail qui à présent inclut les staliniens social-démocratisés. Les peuples du tiers monde sont au bord de l'explosion parce qu'ils sont soumis à la pauvreté, à la famine, à l'oppression politique tout comme à la destruction de l'environnement. Et pourtant, leur colère a été détournée vers des révoltes nationalistes ou religieuses par ces bourgeoisies nationales qui défendent « la dictature pour le développement », les bureaucrates chinois qui défendent « le droit au développement », et les fondamentalistes musulmans qui se renforcent aujourd'hui, et dans le même temps renforcent les déviations nationalistes et religieuses. De plus, la technologie nucléaire, la technologie militaire de pointe et les ingénieurs militaires qui s'enfuient de la sphère soviétique renforcent l'égoïsme de ces pays.

Le monde de cette « fin de siècle » est à présent plongé dans un maelström. Le « nouvel ordre mondial du XXI<sup>e</sup> siècle » louangé par Bush et Gorbatchev s'est révélé un rêve. A sa place, émerge à nouveau l'« ère des guerres et des révolutions » dont ils avaient annoncé qu'elle avait coulé au fond de la Méditerranée avec le XX<sup>e</sup> siècle.

## - II -

Alors que le tournant de l'histoire contemporaine qui pourrait conduire l'humanité à un troisième et terrible désastre se profile, la crise de l'unité internationale du prolétariat en fait une chandelle vacillante face à la tempête.

Nous avons en mémoire la façon dont les bureaucrates staliniens de l'ex-zone soviétique sont passés les uns après les autres dans le camp impérialiste, ont détruit l'héritage de la révolution russe, détourné bien sûr par la bureaucratie et qui n'était resté que comme une forme sans substance. Ils ont abandonné ouvertement les idées marxistes en accordant une foi aveugle à « l'efficacité du marché » et en rêvant d'un « confort »

bourgeois, et en les stigmatisant comme des « *utopies infantiles* » ou du « *totalitarisme* », et ainsi ont achevé de se convertir d'une façon si éhontée que rien ne pouvait faire plus plaisir à l'impérialisme. Cette fin médiocre des staliniens démontre au prolétariat mondial la fausseté de l'idée centrale du stalinisme : « *Le socialisme dans un seul pays* », dénoncée par Trotsky le premier, et la faillite de toute une pratique fondée sur cette théorie.

Mais les conséquences des méfaits du stalinisme n'ont pas encore disparu en dépit de l'autodestruction de la bureaucratie. Les partis staliniens contaminent encore la lutte des classes de leurs mains salies qu'ils cachent sous les gants blancs de la démocratie. Les trahisons des staliniens se poursuivent et infectent la lutte des classes quotidiennement. C'est-à-dire que les PC dans les pays impérialistes ont tous fini de se convertir en sociaux-démocrates au nom de la ligne de la « *démocratie alternative* », quelle que soit la forme concrète de cette transformation, et répandent parmi les travailleurs l'illusion qu'ils pourraient bénéficier « *d'une meilleure qualité de la vie* » en réformant le capitalisme. En conséquence, bien que soumise à la torture d'une exploitation accrue, du chômage et de la crise économique dans lesquels l'économie capitaliste mondiale est en train de plonger, l'indignation de la classe ouvrière est près d'être endormie, d'être bercée pour qu'elle se transforme en égoïsme dans les pays avancés, pour être opposée au peuple dans le tiers monde. Bien que les staliniens proclament qu'ils font une « *véritable contribution internationale* », ils se transforment en fait en cinquième colonne des sociaux-démocrates défenseurs des guerres d'agression. L'équivalent de la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale se produit aujourd'hui à une échelle sans précédent.

Les staliniens sociaux-démocratisés ouvertement ou de façon détournée ont abandonné le marxisme qui est l'héritage suprême du prolétariat, et portent aux nues « *la liberté, la démocratie et les*

*droits de l'homme* », pourtant souillés par la boue de l'hypocrisie impérialiste. Ils racontent la même chose que les idéologues bourgeois sur la « *faillite* » du « *communisme* » qu'ils n'ont jamais compris ni défendu, et ont par conséquent piétiné. Une telle conduite revient à tirer dans le dos du prolétariat.

Le prolétariat a non seulement été divisé au niveau national mais a également été privé y compris de son soutien spirituel, et se retrouve nu et désarmé devant le capital, sur le point d'être mobilisé dans une guerre pour s'entretuer entre camarades, tout cela grâce aux staliniens, sa prétendue avant-garde. C'est là une trahison mortelle qui couronne l'histoire de 70 ans d'inexcusables méfaits accumulés par le stalinisme à l'encontre du peuple avec ses innombrables traîtrises, actes d'oppression et agressions.

### - III -

L'impérialisme, qui a survécu en se gorgeant du sang des peuples au travers de deux guerres mondiales, cherche à nouveau à survivre en provoquant des guerres dans le monde entier avec l'aide des staliniens achetés. L'avenir de l'humanité dépend de la capacité du prolétariat à reconstituer son unité internationale pour la défense de ses intérêts de classe. Comme l'a dit Trotsky, « *les conditions de la révolutions sont mûres, elles ont même commencé à pourrir. La crise du prolétariat se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »

Mais le problème se situe au-delà. La IV<sup>e</sup> Internationale, fondée pour répondre à l'appel de Trotsky qu'il a payé de son sang, subit aujourd'hui une crise majeure. Le « *Comité exécutif international* » envahi par le révisionnisme pabliste, après avoir exclu les groupes véritablement trotskystes et dissous la IV<sup>e</sup> Internationale, s'est soumis à Gorbatchev et est aujourd'hui sur le point de se perdre dans l'océan de l'histoire avec Gorbatchev. Le SU, produit du compromis entre pablistes et cannonistes, a non seulement cherché à faire un

front uni sans principe avec les staliniens en abandonnant la stratégie de la révolution permanente, mais a également mis au panier la politique de la Seconde révolution en faisant les louanges de la perestroïka. Rien d'étonnant à ce que le Secrétariat unifié, qui a ainsi achevé de se convertir au stalinisme, se soit converti à la social-démocratie à la suite de Gorbatchev. La « *résolution du XIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale* », qui a adopté comme programme l'écologie et le féminisme et ne diffère en rien de celui de « *l'Internationale socialiste* », leur servira précisément de pierre tombale.

C'est là un fait douloureux pour nous qui avons combattu pour assimiler l'essence de la tradition révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et la développer. Cependant, même avec cet héritage négatif des scissions, hésitations, et de la dégénérescence de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous devons tirer les leçons qui nous serviront de marche-pied pour l'avenir. Nous devons établir clairement que le problème central qui a déterminé la dégénérescence du SU, c'est son attitude pro-stalinienne de réforme du stalinisme, et nous devons aller jusqu'au bout de la rupture radicale avec le stalinisme pour ne jamais retomber dans cette même erreur.

Cela signifie également une réflexion jusqu'au bout sur notre processus de rupture avec le stalinisme. Nous devons avant tout résolument refuser la solution de facilité adoptée par Gorbatchev et ses partisans, qui considèrent le stalinisme comme un « totalitarisme » ou un « socialisme des casernes » et rechercher des alternatives. Il est absolument vital pour nous d'analyser toutes les théories et toutes les pratiques, et également leurs résultats en termes de stalinisme, pour montrer que leur essence c'est le « *socialisme dans un seul pays* », et ainsi raviver la théorie de la révolution mondiale élaborée par Marx, Lénine et Trotsky. C'est ainsi que nous continuerons l'œuvre de Trotsky assassiné par Staline.

Nous sommes contre tout dogmatisme et révisionnisme. Les prétendus trotskys-

tes qui ne peuvent opposer le trotskysme que comme une simple alternative à la banqueroute du stalinisme ne pourront jamais réussir le combat pour lequel Trotsky a donné sa vie. Nous devons non seulement vertébrer idéologiquement notre combat sur le marxisme-léninisme et le trotskysme, mais également combattre pour l'appliquer de façon créative pour réaliser nos tâches d'aujourd'hui, et donc les développer par une dynamique. Il est absolument essentiel que nous prenions une telle position. C'est là le point de vue du marxisme révolutionnaire. Avec ce point de vue révolutionnaire comme point de départ commun, nous devrions coopérer ensemble pour restaurer l'Internationale.

#### - IV -

Nous en appelons à tous les trotskystes qui ont défendu le caractère révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale et du trotskysme.

Nous en appelons à tous les trotskystes affiliés au Secrétariat unifié, en particulier ceux qui dénoncent le passage à la social-démocratie de Mandel et ses partisans.

Nous en appelons à tous les courants de gauche révolutionnaires qui se sont exprimés comme « marxistes indépendants » face aux scissions incessantes et à la dégénérescence de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous en appelons à tous les militants ou groupes au sein des PC officiels qui se sont lancés dans une âpre lutte pour rompre avec le stalinisme en dénonçant leur direction qui a abandonné le marxisme lui-même.

Nous en appelons à tous les maoïstes, castristes, syndicalistes révolutionnaires et autres militants de gauche qui ont refusé à ce stade de rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale parce qu'ils ont peur que leur affiliation puisse aider le mouvement des trotskystes vulgaires qui ose se subordonner à Gorbatchev. Il est à présent temps de rompre avec le passé et de concentrer toutes nos capacités organisationnelles et notre intelligence à

reconstruire un centre international prolétarien.

Les polémiques entre gauches révolutionnaires ne devraient pas seulement viser à démontrer qui a raison. Nous devons instaurer une façon positive de polémiquer par laquelle nous puissions « aufheben » (surmonter nos divergences et élever notre compréhension commune) les uns les autres et rechercher une vérité plus haute. Comme Marx polémiquait avec Bakounine et Blanqui, comme Lénine le faisait avec les sociaux-démocrates de gauche, comme Trotsky le faisait avec les syndicalistes et les partisans de l'« impérialisme rouge », nous devrions développer des luttes idéologiques et théoriques entre nous jusqu'au bout. Cela ne devrait pas se faire du point de vue gorbatchévien de « la pluralité des vérités » mais pour atteindre exactement la vérité absolue aujourd'hui. La vérité ne préexiste jamais mais doit être établie par la vérification au travers de la discussion et de la pratique, et ainsi devenir notre propriété commune. Dans tous les cas, le critère essentiel c'est la praxis, pour le but suprême de la libération par lui-même du prolétariat dans le monde entier.

Comment analysons-nous l'histoire du mouvement révolutionnaire au XX<sup>e</sup> siècle et la I<sup>e</sup>, la II<sup>e</sup>, la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> Internationales ?

Comment analysons-nous la constitution et la faillite de l'URSS ?

Comment comprenons-nous les relations mutuelles aujourd'hui entre l'impérialisme, l'ex-sphère soviétique et le tiers monde ?

Comment analysons-nous la désintégration et la transformation du stalinisme, et sa relation avec l'irruption de forces nationalistes (ethniques) et religieuses ?

Comment la nécessité de la guerre impérialiste sous-tend-elle aujourd'hui toute la situation ?

De quelle façon la révolution prolétarienne peut-elle se réaliser dans les conditions actuelles ?

Quelles devraient être la stratégie, la tactique et la tactique organisationnelle de la révolution prolétarienne ?

Quelle politique d'organisation allons-nous élaborer pour reconstruire l'Internationale communiste dans les conditions où à la fois le stalinisme et le trotskysme vulgaire se sont effondrés ?

Quels sont les problèmes théoriques du marxisme qui devraient être résolus pour résoudre toutes ces questions ?

Posons toutes les questions et tous les problèmes et lançons une dynamique de discussion entre nous ! Et créons une organisation révolutionnaire pour prendre la suite du combat de Marx, Lénine et Trotsky.

De plus, pour détruire au compte de la révolution le PCUS dissous et les PC officiels de tous les pays qui se disloquent, nous devrions organiser une opposition de gauche au sein de ces partis. Nous devrions gagner des gauches authentiques et révolutionnaires en développant une lutte fractionnelle interne pour casser toutes les opérations visant à détruire les PC officiels d'un point de vue droitier sur la base d'une propagande style « la fin du marxisme ».

Ces luttes de fractions devraient être organisées également au sein des partis sociaux-démocrates affiliés à l'Internationale socialiste. En conséquence, sur la base concrète de fractions gauche révolutionnaires ainsi constituées au sein des partis existant, nous devrions nous regrouper au niveau international.

Nous sommes convaincus que ce n'est qu'au travers de la réalisation effective de tout cela que nous pourrions créer le noyau de l'organisation permettant de construire une Internationale.

Contre tous les courants réactionnaires qui parlent de « fin du marxisme » !

Pour un XXI<sup>e</sup> siècle de la libération permanente du prolétariat par lui-même, vive l'unité internationale du prolétariat !

**Rédaction, administration et correspondance**  
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)  
**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : François Forgue, Daniel Gluckstein,  
Warner Uhde, Frank Arnold, Raul Gomez, Joao Alfredo Luna,  
Andreu Camps, Jean-Jacques Marie, Didier Tounkara,  
Marc Gauquelin, Miguel Cristobal, Malcolm Bagayako.



---

Commission paritaire : n° 66926